

IPIS/CONCORDIS INTERNATIONAL

# PROMOUVOIR LA TRANSHUMANCE PACIFIQUE DANS LE NORD DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE



**RESULTATS DES CONSULTATIONS DE 2021  
DANS LA VAKAGA**

## **Auteurs**

Peter Marsden, Directeur général et Directeur des programmes  
Nicola Ukiah, Chargée de développement de programme  
Terry Savage, Consultant chargé de recherche

## **Equipe de Concordis en République centrafricaine**

Timea Szarkova, Responsable de programme  
Bervin Galibassi Gbakou, Chargé de programme sénior  
Donald Koe Miabe, Chargé de programme sénior  
Ousmane Brahim Abdel-Hamid, Chargé de programme  
Stella Carine Fizzane, Chargée de programme  
Jean Oscar Ganaye, Chargé de programme  
Nour Mahamat, Chargé de programme  
Romeo Oriya Nzaoubaye, Chargé de programme  
Paule Goulda Service Debato, Chargée de programme  
Thibaut Girault, Responsable de recherche

## **Gestion des données**

Pierre Fässel, Stagiaire  
Lottie Kissick-Jones, Stagiaire  
Amina Hadj Ameer, Stagiaire  
Rose Ta My, Stagiaire

## **Mise en page**

Lottie Kissick-Jones, Stagiaire

## **Systemes d'information géographique et cartes**

Guillaume de Brier, Chercheur IPIS  
Alexandre Jaillon, Chercheur IPIS et Responsable des systèmes d'information géographique

## **Couverture**

Photo prise par Timea Szarkova, Responsable de programme, lors d'une rencontre avec des Arabes soudanais en transhumance à un point d'eau où les ânes s'abreuvent, près de Tissi.

## **Pour citer ce rapport, veuillez utiliser la référence suivante :**

Concordis, Promouvoir la transhumance pacifique dans le nord de la République centrafricaine : Mettre en lumière les conflits et les possibilités de cohésion sociale dans la Vakaga (Londres, 2022).

## Sommaire

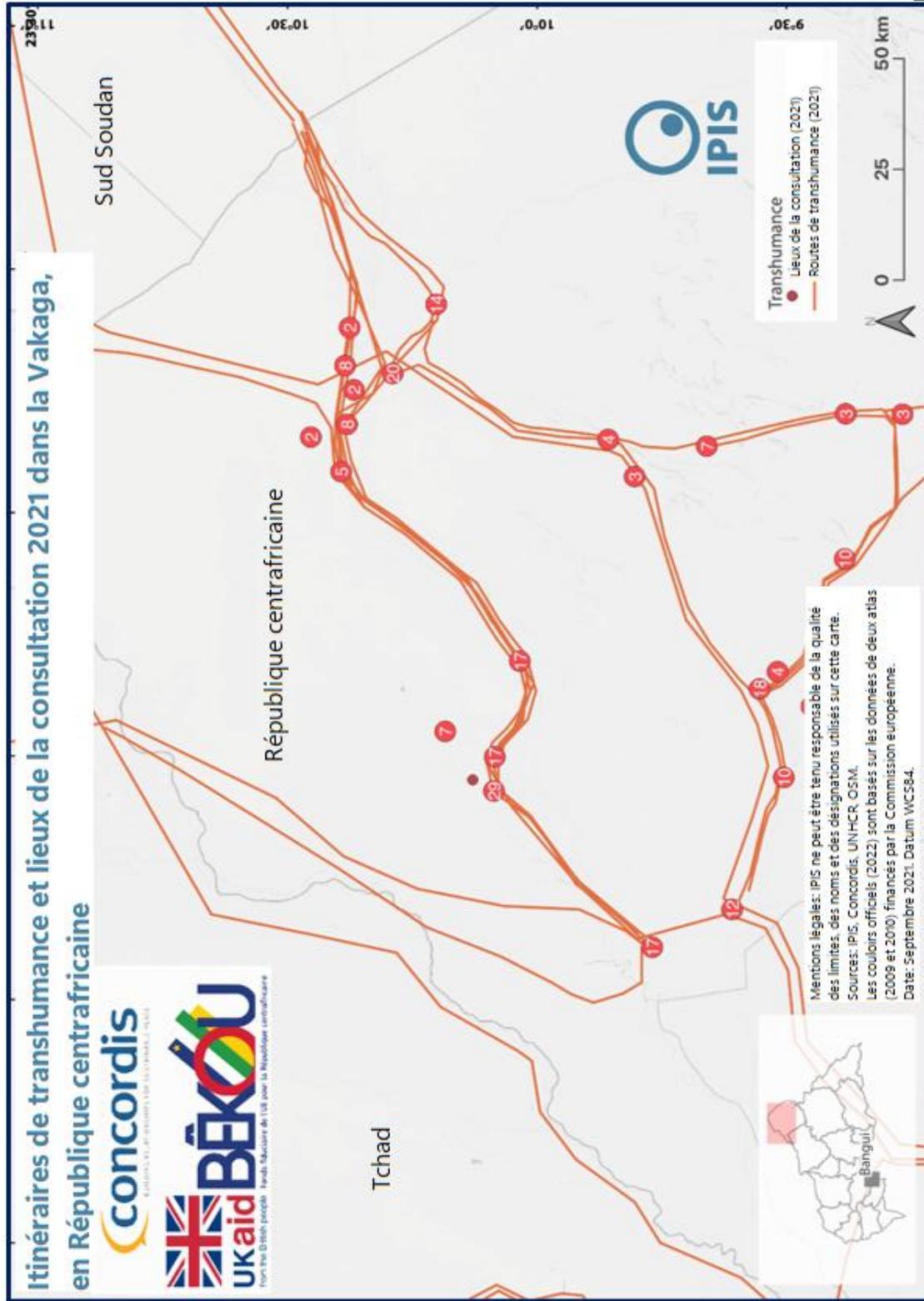
<b>ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....</b>	<b>6</b>
<b>RÉSULTATS CLÉS .....</b>	<b>11</b>
<b>RESULTATS .....</b>	<b>22</b>
<b>L'ÉVOLUTION DES MODES DE TRANSHUMANCE.....</b>	<b>22</b>
<b>COMMERCE .....</b>	<b>24</b>
<b>COMMUNICATION .....</b>	<b>30</b>
<b>PARC NATIONAUX .....</b>	<b>35</b>
<b>COHESION SOCIALE.....</b>	<b>46</b>
<b>DYNAMIQUES DE CONFLITS.....</b>	<b>55</b>
<b>MECANISMES DE RESOLUTION DES CONFLITS .....</b>	<b>86</b>
<b>SECURITE .....</b>	<b>96</b>
<b>VIOLENCE À L'ENCONTRE DE LA PERSONNE .....</b>	<b>110</b>
<b>PRESTATION DE SERVICES.....</b>	<b>112</b>
<b>METHODOLOGIE .....</b>	<b>121</b>
<b>Cartes .....</b>	<b>126</b>
<b>LISTE DE RÉFÉRENCE.....</b>	<b>127</b>

## ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

<b>ACDA</b>	Agence centrafricaine pour le développement agricole
<b>ADR</b>	Agence de développement rural
<b>ANDE</b>	Agence nationale du développement de l'élevage
<b>CAMDCA</b>	Coopération agro-pastorale et minière pour le développement
<b>CPJP</b>	Convention des patriotes pour la justice et la paix
<b>DDR</b>	Désarmement, démobilisation et réintégration
<b>ECOFAC</b>	Programme de l'Union européenne : Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale
<b>FACA</b>	Forces armées centrafricaines
<b>FCDO</b>	United Kingdom Foreign, Commonwealth & Development Office
<b>FDPC</b>	Front démocratique du peuple centrafricain
<b>FG</b>	Focus Group
<b>FNEC</b>	Fédération nationale des éleveurs centrafricains
<b>FPRC</b>	Front patriotique pour la révolution en Centrafrique
<b>FSI</b>	Forces de sécurité intérieure
<b>GC</b>	Groupe de conseil
<b>IPIS</b>	International Peace Information Service
<b>LRA</b>	Lord's Resistance Army
<b>MINUSCA</b>	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
<b>MLCJ</b>	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
<b>ONG</b>	Organisation non gouvernementales
<b>OFCA</b>	Organisation des femmes centrafricaines
<b>PCB</b>	Péripneumonie contagieuse bovine
<b>PRNC</b>	Parti du rassemblement de la nation centrafricaine
<b>PDRN</b>	Programme de l'Union européenne : Programme de développement de la région nord
<b>UFDR</b>	Union des forces démocratiques pour le rassemblement
<b>USMS</b>	Unités spéciales mixtes de sécurité
<b>VBG</b>	Violences basées sur le genre
<b>XAF</b>	Francs centrafricains
<b>ZCV</b>	Zone cynégétique villageoise

**CARTE DES ITINÉRAIRES DE TRANSHUMANCE ET DES SITES DE LA  
CONSULTATION DANS LA VAKAGA, AVRIL 2021**

# Itinéraires de transhumance et lieux de la consultation 2021 dans la Vakaga, en République centrafricaine



Mentions légales: IPIS ne peut être tenu responsable de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte.  
 Sources: IPIS, Concordis, UNHCR, OSIM.  
 Les couleurs officielles (2022) sont basées sur les données de deux atlas (2009 et 2010) financés par la Commission européenne.  
 Date: Septembre 2021. Datum WGS84.

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La préfecture de la Vakaga, située au Nord du pays, couvre 46.500km<sup>2</sup>, soit 7,5% de la République Centrafricaine.

Le climat est de type soudano-sahélien dans sa partie Sud, sahélien dans sa partie Nord, avec une double saison : saison sèche de mi-novembre à fin mai, saison des pluies de juin à début novembre.

Avec une population estimée à environ 50.000 habitants,<sup>1</sup> la densité de population est légèrement supérieure à 1 personne par km<sup>2</sup>, ce qui en fait l'une des régions les moins densément peuplées du monde.

La population comprend des groupes ethniques historiques et majoritaires tels que Gula, Runga, Kara, Sara et Yulu ; des groupes ethniques récemment établis et des minorités telles que les Hausa, Massalit, Borgo et les Kadjaxa, ainsi que de nombreux groupes ethniques différents d'éleveurs transhumants, Peulh et Arabes du Tchad et du Soudan, dont les Salamat, Tahacha, Hemat et les Nadjimia. Dans la plupart des villages, la population est 100% musulmane. Certains villages, comme Délembé et Sergobo, comptent une importante minorité de chrétiens (jusqu'à 40 %).<sup>2</sup>

La saison des pluies intenses crée des conditions fertiles pour l'agriculture. La principale activité économique de la Vakaga est l'agriculture, devant la pêche qui est également largement pratiquée et pour laquelle le climat à double saison est également favorable car les poissons profitent des périodes de hautes eaux pour se répandre dans les plaines inondables et se retrouvent ensuite piégés dans les trous d'eau résiduels pendant la saison sèche, connue sous le nom de période de "grande pêche".<sup>3</sup> L'agriculture permet l'autosuffisance alimentaire, avec le stockage des surplus pour la période de soudure à la fin de la saison sèche.

L'élevage (pastoralisme) s'est également bien adapté au climat à double saison de la Vakaga. Les éleveurs adoptent une mobilité saisonnière à l'intérieur et au-delà des frontières internationales de la République Centrafricaine (RCA), déplaçant leur bétail au cours de l'année à la recherche de bons pâturages, de sources d'eau et d'autres conditions telles que l'absence de mouches et de maladies (transhumance). En tant que préfecture la plus au Nord-Est de la RCA, la Vakaga se trouve au centre de la transhumance vers et depuis les pays voisins du Tchad et du Soudan. Outre les

---

<sup>1</sup> Aucun recensement n'a été publié depuis près de 20 ans et l'exactitude des données du recensement de 2003, d'où est tiré le chiffre de 52 255, est mise en doute.

<sup>2</sup> Roulet, 2005.

<sup>3</sup> Ibid

communautés sédentaires et les éleveurs transhumants, la préfecture accueille également des éleveurs semi-sédentaires qui vivent dans la Vakaga pendant une grande partie de l'année mais déplacent leurs troupeaux hors de la RCA avant l'arrivée des fortes pluies en juin.

Les méthodes traditionnelles de transhumance pacifique ont été remises en question par l'insécurité qui a affecté la Vakaga, plus particulièrement depuis la crise militaro-politique de 2013. Dans ce contexte, le Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO) UK Aid Direct et le Fonds fiduciaire Bêkou de l'Union européenne ont financé un programme de consolidation de la paix de trois ans intitulé "Promouvoir une migration saisonnière pacifique et sécurisée dans le nord de la République Centrafricaine".

Couvrant les préfectures de l'Ouham-Pendé, de l'Ouham occidental, du Bamingui-Bangoran et de la Vakaga, le programme a consulté plus de 2.500 personnes entre février et juin 2019, fournissant des données de référence, quantitatives et qualitatives, par rapport auxquelles les impacts des interventions ultérieures ont été mesurés. La consultation de 2021, qui comprenait 4.600 rencontres - dans le cadre de groupes de discussion, d'entretiens individuels et d'enquêtes - réévalue la situation. Elle a permis d'identifier les tendances actuelles et les nouvelles tendances ainsi que les moyens d'aller de l'avant sur la base des besoins, des craintes et des espoirs des personnes consultées.

À la suite de la consultation, des ateliers animés ont permis aux représentants des communautés d'explorer les questions soulevées et de formuler des recommandations pour y répondre. Ces recommandations sont incluses dans les sections correspondantes du présent rapport.

Le présent rapport explique en détail comment les **modes de transhumance** en Vakaga sont en train de changer. Il y a davantage de personnes et davantage d'animaux en mouvement, les horaires sont moins réguliers en raison des conditions météorologiques plus irrégulières, les itinéraires moins prévisibles en raison des pressions environnementales et sociétales, et les sources de soutien en cours de route sont moins fiables car elles sont influencées par davantage d'insécurité et certaines politiques nationales et locales. Pourtant, l'essence de la transhumance reste inchangée : son objectif est de maintenir le bétail en vie et de le faire prospérer en le déplaçant là où des pâturages durables peuvent être trouvés.

Comme l'illustre le rapport, les attitudes des communautés sédentaires de la Vakaga à l'égard de la transhumance sont complexes et stratifiées. Toutes les communautés sédentaires - et la plupart des individus sédentaires - dépendent pour leur subsistance des cultures qu'ils font pousser. Lorsque celles-ci sont menacées de dommages ou de destruction, la menace est existentielle. Avec des centaines de personnes et des milliers

d'animaux en mouvement, aucune communauté ne déclare que son expérience actuelle de la transhumance est totalement exempte de conflits. Pourtant, aucune communauté - pas une seule de toutes celles consultées en 2021 - ne demande la fin de la transhumance en RCA. Certaines sont prêtes à partager leur espace avec les transhumants, d'autres préféreraient que chacun conserve son propre espace convenu. Certains font la distinction entre le comportement des différents groupes de transhumants, d'autres font état de bonnes relations avec tous ceux avec lesquels ils sont en contact. Toutes les communautés reconnaissent les avantages réels et potentiels de la transhumance pacifique, y compris le **commerce**.

Le rapport présente les différences subtiles, et parfois moins subtiles, entre les besoins et les souhaits des communautés sédentaires et transhumantes. Il existe également des similitudes frappantes. Tout le monde souhaite une meilleure **communication** autour de la transhumance - les sédentaires comme les transhumants veulent savoir clairement où les éleveurs transhumants peuvent aller, quand ils se déplacent (pour autant que le fait de l'annoncer à l'avance ne menace pas la sécurité des transhumants), les montants à payer et à qui.

Un aspect sur lequel les communautés transhumantes et sédentaires ne sont pas d'accord est celui des **parcs nationaux**. Les éleveurs transhumants sont satisfaits de leur statut actuel, non fonctionnel, car ils reconnaissent que cela leur donne l'espace supplémentaire dont ils ont besoin pour les pâturages alors que le nombre de bovins en migration augmente, et que cela leur permet de rester à l'écart d'autres groupes de transhumants avec lesquels ils ont une longue ou récente histoire de conflit. Les communautés sédentaires veulent retrouver les avantages que leur procuraient les parcs, notamment une meilleure sécurité pour les personnes et les animaux qui y vivaient, des possibilités d'emploi et, en particulier dans les zones de chasse (Zones cynégétiques villageoises - ZCV), des revenus permettant de financer des services tels que les écoles et les établissements de santé. Des organisations telles que la Wildlife Conservation Society, dont la mission est de sauver la faune et la flore sauvages dans le monde entier par la science, l'action de conservation, l'éducation et l'incitation à apprécier la nature, peuvent aider à tirer d'autres avantages des parcs, notamment en protégeant des écosystèmes fragiles et en soutenant des populations clés d'espèces menacées d'extinction. Il existe des moyens de gérer cette situation - et d'inciter les communautés sédentaires et transhumantes à respecter cette gestion - si des itinéraires réservés à la transhumance permettent aux éleveurs transhumants d'obtenir ce dont ils ont besoin et si les modifications de l'utilisation des terres sont bien communiquées à l'avance.

Les conflits liés à la transhumance peuvent être réduits par la communication et des changements pratiques tels que l'amélioration des infrastructures autour des points d'eau, mais un certain degré de conflit subsistera. Pour reconnaître les avantages de la transhumance, y compris le commerce, les éleveurs transhumants doivent entrer en

contact avec les communautés sédentaires - et lorsqu'ils le font, il y a des problèmes causés par un nombre important d'animaux en mouvement, ce qui crée des conflits sur l'**utilisation des ressources naturelles**.

La consultation révèle des similitudes encourageantes dans les approches de la **cohésion sociale**, en tant que mesure de l'ouverture des communautés sédentaires et transhumantes aux contacts des unes avec les autres. La majorité des membres de tous les groupes a davantage de contacts sociaux qu'en 2019 et est prête à accepter davantage d'opportunités lorsqu'elles se présentent, les hommes et les jeunes dans une un peu plus large mesure que les femmes. Ce constat montre une tendance positive pour la recherche d'une transhumance pacifique.

Les **dynamiques de conflit** entre et au sein des communautés impliquées dans la transhumance et affectées par celle-ci sont nuancées et complexes. Le rapport superpose les données issues des consultations à des facteurs tels que les conventions historiques et des événements spécifiques afin d'éclairer les principales dynamiques de conflit, tout en gardant à l'esprit que, dans un domaine aussi subtil et sensible, d'autres interprétations sont toujours possibles. Dans une certaine mesure, chacun protège les siens, se méfie de l'autre, est sur la défensive quant à son propre comportement et tient à ne pas être blâmé pour des choses qu'il n'a pas faites.

En cas de conflits spécifiques, les communautés sédentaires et transhumantes ont des approches similaires en matière de **résolution des conflits**. Le rapport examine en détail l'efficacité des différentes options, sur un spectre allant de l'évitement à la violence. Cela étant dit, ce que les gens attendent de toutes les options est simple : ils veulent que les mécanismes de résolution des conflits soient clairs, équitables, utilisés et appliqués.

Si les solutions actuelles diffèrent, les communautés ont des désirs similaires en matière de **sécurité** : elles veulent que l'État l'assure. S'il choisit d'assumer cette responsabilité et s'avère capable de le faire correctement, elles seront satisfaites. Dans le cas contraire, elles le feront elles-mêmes (avec l'augmentation des armes qui en résulte et l'accroissement correspondant du sentiment d'insécurité) ou trouveront quelqu'un d'autre pour le faire (ce qui renvoie à l'un des nombreux aspects complexes rencontrés dans le rapport concernant le rôle des groupes armés dans la transhumance). Dans le même ordre d'idées, toute augmentation de l'offre de sécurité de l'État (et la réduction de la militarisation des autres parties qui l'accompagne) ne doit pas entraîner une augmentation de la **violence contre les personnes**.

Bien que tous les aspects de la consultation aient inclus les voix des femmes et que ces voix soient représentées dans l'ensemble du rapport, la nécessité de lutter contre la violence, y compris la violence sexuelle, a été exprimée tout aussi fortement à Vakaga par les hommes.

Les communautés ont également exprimé des approches similaires en ce qui concerne la **fourniture de services**. Le rapport met en évidence des points de vue très tranchés, notamment de la part des jeunes, sur les lacunes en la matière. Tout le monde reconnaît la nécessité de services vétérinaires et de vaccinations, tout le monde souhaite de meilleures routes, de meilleures écoles et de meilleurs services de santé dans la région de Vakaga.

Les résultats détaillés sur chacun des aspects de la transhumance **soulignés** ci-dessus sont présentés dans un chapitre séparé du rapport, dans l'ordre dans lequel ils apparaissent dans ce résumé.

## RÉSULTATS CLÉS



**Lorsque l'insécurité est ressentie, y compris en l'absence de l'État, les communautés transhumantes et sédentaires reconnaissent la nécessité de porter des armes pour se protéger.**

### Constats sur les obstacles à la transhumance pacifique

- Les obstacles les plus importants à la transhumance pacifique sont les bandits armés (178 mentions), la circulation des armes (128), les transhumants étrangers (61), les Arabes soudanais (61), les Forces armées centrafricaines (FACA) (48) et l'absence de l'État (10).
- Une grande majorité des sédentaires (80%) et des transhumants (87%) disent n'avoir jamais eu de conflit avec une population spécifique, mais plus de 40% des sédentaires disent avoir été victimes d'un des groupes qu'ils considèrent comme responsables de l'insécurité, notamment les éleveurs transhumants étrangers et les bandits armés.
- Les bandits armés causent des problèmes de sécurité directement, en volant les communautés sédentaires et transhumantes, mais aussi indirectement, en amenant les communautés sédentaires à craindre les transhumants qu'elles associent aux crimes des bandits armés.
- Les communautés sédentaires et transhumantes associent la détérioration des relations entre elles depuis 2013 à l'arrivée d'une autre catégorie de transhumants, des éleveurs arabes d'origine soudanaise, dont le comportement est décrit comme totalement différent et dont l'agressivité affecte les relations entre les populations sédentaires et transhumantes.
- Les communautés sédentaires et transhumantes estiment que la présence ou l'absence de forces de sécurité intérieure ("l'Etat") est un facteur clé pour que la transhumance se déroule pacifiquement ou dans la violence.
- L'absence de forces de sécurité internes est souvent comblée par un groupe armé : certains groupes de sédentaires et de transhumants y voient une amélioration, d'autres réclament le retour à une présence effective de l'État.
- Les transhumants qui changent d'itinéraire le font pour des raisons de sécurité, de malentendus avec les communautés sédentaires, de changements nécessaires lorsque les agriculteurs ont planté sur les couloirs précédents et pour éviter de payer les taxes élevées exigées par ceux qui contrôlent la région.

- Lorsque l'insécurité est ressentie, y compris en l'absence de l'État, les communautés de transhumants et de sédentaires reconnaissent la nécessité de porter des armes pour se protéger.



### **Les dynamiques de conflit analysées par localités montrent des poches de paix dans les cinq régions.**

- Les dynamiques de conflit analysées par localités montrent des poches de paix dans les cinq zones couvertes par la consultation, mais des facteurs tels que l'incendie du village d'une communauté par une autre communauté en raison d'un conflit non résolu continuent d'avoir un effet profond et durable sur les dynamiques de conflit.
- L'insécurité a un impact direct sur les individus et leurs moyens de subsistance en raison de la perte ou de la détérioration des récoltes et du bétail, mais aussi indirectement lorsqu'elle empêche la fourniture de services tels que les services vétérinaires et la vaccination du bétail, et d'infrastructures telles que l'accès à l'eau, à l'éducation et aux services de santé.

#### **Constats en faveur d'une transhumance pacifique**

- Les communautés transhumantes et sédentaires considèrent que le commerce entre éleveurs et agriculteurs est essentiel. 98% des éleveurs transhumants et 93% des communautés sédentaires achètent ou vendent des produits à l'autre communauté.
- Toutes les communautés ont besoin d'un accès facile aux marchés, ce qui implique de ne pas avoir à parcourir de longues distances jusqu'au marché le plus proche, d'assurer la sécurité sur les routes menant au marché et d'obtenir des prix équitables pour une bonne gamme de produits sur le marché.
- Lorsqu'on leur demande quel est le meilleur acteur pour garantir leur sécurité, 50 % des personnes interrogées, qu'elles soient sédentaires ou transhumantes, citent uniquement les FACA et près de 90 % d'entre elles mentionnent les FACA.
- L'interaction sociale entre les communautés sédentaires et transhumantes est élevée : au moins un tiers des personnes interrogées ont assisté à un événement social important (mariage, funérailles, danse traditionnelle ou cérémonie religieuse) organisé par l'autre groupe et une majorité considérable accepterait certainement

ou probablement une invitation à un tel événement. Les interactions sociales ont également augmenté depuis la précédente consultation en 2019.

- Une majorité (56 %) des personnes interrogées accepteraient probablement ou certainement que leur enfant épouse une personne de l'autre communauté, mais une majorité de personnes vivant dans des communautés sédentaires refuseraient probablement ou certainement, y compris près de 70 % des femmes sédentaires.
- Toutes les communautés sont disposées à participer à des ateliers de dialogue et les participants aux ateliers recommandent d'organiser des dialogues, y compris des conférences sur la migration et des réunions de planification de la transhumance impliquant des acteurs internationaux, nationaux et locaux.
- Les transhumants et les communautés sédentaires souhaitent qu'un accord soit appliqué sur l'utilisation des terres, y compris le zonage des couloirs de transhumance et des zones de pâturage, de culture et de parcs.
- Les communautés sédentaires souhaitent le retour des parcs et des zones de chasse villageoises, ainsi que tous les avantages qui en découlent. Les transhumants sont prêts à respecter le retour des parcs à condition que des corridors alternatifs et des infrastructures suffisantes soient identifiés pour la transhumance.
- Les communautés sédentaires souhaitent être averties à l'avance de l'arrivée des transhumants. Les transhumants sont disposés à donner l'alerte et certains disent le faire : la bonne communication entre les transhumants et les autorités locales est considérée comme la raison la plus importante d'un environnement plus stable à Ouanda Djallé.
- En cas de conflit, les communautés transhumantes et sédentaires préfèrent trouver un arrangement à l'amiable. Cela nécessite souvent la participation d'autres personnes, notamment les chefs des deux communautés, les autorités locales, les comités de résolution des conflits et le Groupe de Conseil (GC).
- Les communautés sédentaires décrivent le rôle du Groupe de Conseil dans leur région comme celui d'un intermédiaire qui facilite le dialogue et les solutions non violentes aux conflits qui surviennent.

## **RECOMMANDATIONS PRINCIPALES**

### **Créer et appliquer des réglementations sur la transhumance**

- Organiser des dialogues entre les principales parties prenantes de la transhumance, y compris :
  - Une conférence sur la migration entre les principaux décideurs en RCA, au Tchad et au Soudan,

- Des réunions plus restreintes sur la migration avant ou après la conférence, selon les besoins,
- Une réunion de planification entre le Groupe de Conseil et les services techniques, notamment l'ANDE (Agence nationale du développement de l'élevage), l'ACDA (Agence centrafricaine pour le développement agricole), la FNEC (Fédération nationale des éleveurs centrafricains), l'association des agropasteurs, les autorités locales et les maires,
- Une réunion entre le Groupe de Conseil et les chefs des groupes armés pour convenir d'une approche pour une transhumance sécurisée et pacifique,
- Une réunion entre les chefs des groupes sédentaires et transhumants pour convenir d'une approche pour une transhumance sécurisée et pacifique.
- Créer une approche commune du contrôle transfrontalier de la transhumance par le biais d'un dialogue et d'un accord entre les autorités internationales de la RCA, du Tchad et du Soudan.
- Utiliser des ateliers de dialogue pour comprendre les obstacles au respect des règles et principes existants en matière de transhumance et pour établir des règles et principes clairs pour toutes les parties impliquées dans la transhumance.
- Trouver des moyens d'avertir à l'avance les communautés sédentaires de l'arrivée des transhumants, afin de leur donner le temps de se préparer. Les chefs de transhumance doivent savoir quelles autorités informer de leur arrivée afin que les chefs des communautés sédentaires sensibilisent ces communautés avant l'arrivée des transhumants.
- Créer un système clair, équitable et appliqué de redevances et de taxes pour la transhumance, y compris des compensations pour les dommages causés aux cultures et au bétail. Mettre fin à la pratique consistant à extorquer des taxes et des compensations d'un montant déraisonnable.

### **Chercher un accord sur les attentes en matière de comportement dans le cadre de la transhumance et sur la manière de les socialiser**

- Lors de futures consultations ou ateliers de dialogue, chercher à comprendre les raisons pour lesquelles les femmes sédentaires sont moins ouvertes aux interactions sociales avec les groupes de transhumants que les hommes. Travailler avec les femmes et les hommes pour identifier les obstacles qui peuvent être levés et pour mettre en œuvre des solutions.
- Organiser des réunions entre les groupes sédentaires et les groupes de transhumants, notamment :
  - Une réunion entre les représentants des groupes sédentaires et des groupes de transhumants pour convenir des comportements nécessaires à une

transhumance sécurisée et pacifique et de la manière de renforcer les comportements souhaitables,

- Une réunion entre les chefs des groupes sédentaires et transhumants pour convenir des comportements nécessaires à une transhumance sécurisée et pacifique et de la manière de renforcer les comportements souhaitables.
- Organiser des dialogues intercommunautaires pour la paix et la réconciliation entre les communautés qui connaissent actuellement des niveaux élevés de conflit, par exemple entre les communautés sédentaires et les Misseriya.
- Organiser une réunion entre les chefs des différents groupes de transhumants afin de parvenir à un consensus sur la manière dont ils doivent se comporter pendant la transhumance.
- Trouver les moyens d'attribuer les responsabilités des actions avec précision, en distinguant les actions des éleveurs transhumants de celles des bandits armés, afin que le comportement indésirable des bandits armés n'affecte pas les relations entre les communautés transhumantes et les communautés sédentaires.

### **Définir et faire respecter l'utilisation des sols**

- Établir et publier des accords sur l'utilisation des terres autour de la transhumance, y compris les couloirs de transhumance, l'allocation de terres pour le pâturage, la culture et les parcs, l'accès aux points d'eau.
- Communiquer à l'avance les changements d'utilisation des terres.
- Faire respecter l'utilisation convenue des terres, y compris les zones de parc.

### **Créer un cadre pour résoudre les conflits liés à la transhumance**

- Instaurer une pratique de dialogue direct entre les personnes impliquées dans un conflit afin de trouver une solution à l'amiable.
- Définir un processus pour l'implication de tierces parties dans la résolution des conflits.
- Sensibiliser davantage le Groupe de Conseil, accroître sa capacité et sa portée géographique afin de lui permettre de résoudre les conflits comme il l'a fait dans des localités telles que Boromata.

### **Améliorer la sécurité des personnes impliquées dans la transhumance et affectées par celle-ci**

- Établir la sécurité de l'État en RCA et de l'autre côté de la frontière au Soudan (Darfour) afin de réduire l'impact des groupes armés sur la cohésion sociale entre les communautés transhumantes et les communautés sédentaires.
- Réduire la probabilité que les communautés sédentaires dépendent des groupes armés pour leur sécurité et que les éleveurs transhumants aient besoin de rejoindre des groupes armés pour garantir leur sécurité, grâce à la mise en place par l'État d'une sécurité adéquate au niveau local.
- S'attaquer au problème des bandits armés en établissant la sécurité de l'État dans toute la Vakaga.
- Trouver des moyens de résoudre le problème de l'insécurité et du manque de confiance dans la sécurité de l'État afin que les transhumants acceptent de remettre leurs armes au chef du village à leur arrivée.
- Augmenter le nombre de FACA et de policiers dans toute la Vakaga.

### **Assurer l'accès à l'eau pour tous**

- Réduire les conflits liés à l'eau en fournissant et en maintenant l'accès aux points d'eau.
- Négocier l'accès pour tous les utilisateurs, y compris pour la boisson, l'irrigation, le lavage, la baignade et la pêche.
- Trouver des moyens de protéger les cours d'eau des dommages causés par la transhumance.

### **Fournir des services vétérinaires**

- Rétablir les services vétérinaires dans toute la Vakaga pour protéger la santé du bétail, y compris aux postes frontières.
- Rétablir la vaccination du bétail par les services gouvernementaux ou les organisations non gouvernementales (ONG), par exemple Triangle Génération Humanitaire, y compris aux postes frontières.
- Veiller à ce que les communautés transhumantes et sédentaires soient informées des programmes de vaccination mis en place par le gouvernement ou les ONG.

### **Faciliter les échanges commerciaux entre les communautés transhumantes et sédentaires**

- Soutenir la création de marchés là où les communautés le demandent.
- Assurer la sécurité sur les itinéraires empruntés pour se rendre sur les marchés.

## **Faciliter les interactions sociales entre les communautés transhumantes et sédentaires**

- Supprimer les obstacles à l'interaction sociale, par exemple en veillant à ce que la sécurité ne soit pas un obstacle à la participation à un événement social important, en assurant la sécurité au niveau local.

## **Convenir d'une approche pour la reprise des activités dans les parcs et les zones de chasse**

- Organiser un dialogue afin de convenir d'une approche pour la reprise des activités dans les parcs et les zones de chasse, avec la participation de représentants des communautés sédentaires et transhumantes.
- Réintroduire les activités liées à la protection et à la conservation des parcs.
- Restaurer la faune et le gibier dans les zones de chasse comme sources de nourriture et de revenus.

## PRINCIPALES RESPONSABILITÉS

### Le Groupe de Conseil peut :

- Servir de lien entre les différentes communautés impliquées dans la transhumance en capitalisant que la confiance que toutes les parties lui accordent.
- S'assurer que les communautés sont conscientes de son existence et de sa capacité à les aider à résoudre les conflits.
- S'étendre numériquement et géographiquement afin d'être mieux à même de gérer les conflits et d'assurer la médiation avant qu'ils ne s'aggravent.
- Veiller à ce que toutes les communautés se sentent représentées au sein du Groupe de Conseil.
- Soutenir les communautés transhumantes et sédentaires en conflit afin d'augmenter leurs chances de parvenir à un règlement à l'amiable.
- Assurer la médiation dans les conflits entre les individus et les communautés.
- Former toutes les parties au dialogue et à la négociation pacifiques.
- Servir de système d'alerte précoce dans les situations où le conflit s'aggrave et avertir les services de sécurité en cas de violence plus grave.
- Entreprendre une analyse des conflits ainsi qu'une cartographie des parties prenantes et planifier des activités pour répondre aux causes de conflit identifiées.
- Convoquer et animer des ateliers au cours desquels les principales parties prenantes conviennent d'activités et de recommandations politiques pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et aux obstacles à la prospérité économique, et pour mettre en place une adaptation résiliente aux effets du changement climatique.
- Établir des liens avec les services météorologiques et diffuser des alertes sur les événements météorologiques extrêmes ou inattendus par l'intermédiaire de leurs réseaux.

### Concordis peut :

- Soutenir et appuyer le Groupe de Conseil, en lui permettant d'entreprendre à la fois de vastes interventions stratégiques, y compris l'analyse des conflits, la cartographie des parties prenantes et les activités de planification pour répondre aux causes de conflit, et des interventions plus ciblées dans des situations de conflit spécifiques.
- Collaborer avec le Groupe de Conseil pour plaider en faveur de la mise en œuvre d'activités visant à répondre aux facteurs de conflit, en menant un dialogue collaboratif avec les décideurs à travers la Vakaga, la RCA et au-delà, y compris les

autorités locales et les gouvernements nationaux, les donateurs et d'autres organisations qui peuvent mettre en œuvre des programmes.

- Former et encadrer les membres du Groupe de Conseil pour faciliter les processus de paix et de dialogue au niveau local.
- Former et encadrer les membres du Groupe de Conseil et un groupe plus large de médiateurs communautaires pour gérer et arbitrer les conflits avant qu'ils ne s'aggravent.
- Former les membres des Groupes de Conseil à établir des liens avec les services météorologiques et à diffuser des alertes sur les événements météorologiques extrêmes ou inattendus par l'intermédiaire de leurs réseaux.
- Soutenir le commerce intercommunautaire en améliorant l'accès aux marchés ou les marchés eux-mêmes, en réponse aux demandes des communautés.
- Organiser des consultations de suivi pour mesurer l'impact des activités, fournir des canaux pour le retour d'information de la communauté et identifier les possibilités de transformer davantage le conflit.
- En présentant les résultats de cette consultation, faire en sorte que les voix des personnes affectées par les accords soient entendues et influencent les résultats des négociations multilatérales en cours sur la gestion partagée de la transhumance saisonnière entre les gouvernements de la RCA, du Tchad et du Soudan.
- Organiser, faciliter et soutenir les dialogues, seul ou en partenariat avec d'autres, y compris les dialogues recommandés dans le cadre de cette consultation, lorsque cela est demandé par les principales parties prenantes et soutenu par les communautés locales de la Vakaga.
- Superviser la fourniture de services dans la Vakaga pour répondre aux besoins de la communauté, seul ou en partenariat avec d'autres, y compris, mais sans s'y limiter, les services judiciaires, les infrastructures et les services vétérinaires (y compris la vaccination).

### **Les autorités locales peuvent :**

- Promouvoir et soutenir les comportements qui réduisent les conflits entre les communautés sédentaires et transhumantes : les transhumants annoncent leur arrivée aux autorités locales, les communautés sédentaires ne cultivent pas les terres situées sur les couloirs de transhumance, les transhumants restent à l'écart des champs cultivés, les communautés sédentaires et transhumantes concluent des accords à l'amiable sur la destruction des récoltes, ni les transhumants ni les communautés sédentaires ne portent d'armes (sauf en cas de nécessité).

- Communiquer avec les communautés de transhumants en les encourageant à informer les autorités locales de leur arrivée et en les informant des règles locales et des accords de partage des ressources naturelles.
- Veiller à ce que les taxes de transhumance et les indemnités versées pour les dommages causés aux cultures et au bétail soient équitables et proportionnées.
- Chercher à reproduire les structures en place dans d'autres régions qui augmentent la probabilité d'une transhumance pacifique, par exemple les contrôles de surveillance à Ouanda-Djallé pour s'assurer que les éleveurs et les agriculteurs respectent les accords d'utilisation des terres relatifs à la transhumance.
- Promouvoir et soutenir les comportements qui encouragent la coopération entre les communautés sédentaires et transhumantes, qu'il s'agisse du commerce ou de l'interaction sociale.
- Impliquer les femmes dans le dialogue, la prévention des conflits, les activités de consolidation de la paix et la prise de décision concernant la transhumance au niveau local.
- Soutenir le Groupe de Conseil, en veillant à ce que les communautés le connaissent et à ce qu'il puisse fonctionner comme prévu, notamment en se déplaçant à travers la Vakaga sans problème de sécurité pour résoudre les conflits dans toutes les zones.
- Fournir des forages pour l'eau potable et l'accès à l'eau pour le bétail et créer un plan d'entretien des points d'eau.
- Organiser une réunion pour négocier l'accès à l'eau pour tous les utilisateurs, y compris pour la boisson, l'irrigation, le lavage, la baignade et la pêche.

### **Les autorités nationales peuvent :**

- Déclarer leur soutien à une culture de paix et de cohésion sociale autour de la transhumance.
- Soutenir et renforcer les conférences, réunions et ateliers de dialogue proposés par les communautés sédentaires et transhumantes en assurant la sécurité, la participation et leur soutien à la mise en œuvre des recommandations.
- Veiller à ce que les autorités locales aient la capacité de soutenir la transhumance pacifique, par exemple en disposant de ressources suffisantes pour communiquer avec toutes les communautés concernées.

- Partager avec les groupes de transhumants des informations actualisées sur les contrôles frontaliers, les couloirs de transhumance et l'accès aux ressources naturelles, y compris les points d'eau.
- Créer une structure de gestion des conflits liés à la transhumance qui soit impartiale et inclusive.
- Déclarer leur soutien au concept de Groupe de Conseil, en assurant le transport et la sécurité des personnes impliquées et en leur permettant de se déplacer pour intervenir tôt et de façon constante dans les conflits, y compris dans les zones reculées.
- Assurer la sécurité par le déploiement des FACA dans toute la Vakaga, en les formant à la communication non violente et en trouvant des moyens de répondre aux perceptions de marginalisation de certains groupes.
- Créer des opportunités d'emploi afin d'atténuer les conditions qui poussent les jeunes à s'engager dans la criminalité et le banditisme.
- Encourager le désarmement et la démobilisation des groupes armés.
- Déclarer que la réhabilitation des points d'eau partagés par les populations transhumantes et sédentaires est une priorité nationale.
- Mettre en place une approche consultative autour du rétablissement des parcs nationaux et des zones de chasse villageoises, y compris un atelier de dialogue entre les parties prenantes, notamment les représentants des communautés, des parcs et des transhumants.

### **Les organisations internationales peuvent :**

- Soutenir et permettre l'organisation de conférences, de réunions et d'ateliers de dialogue proposés par les communautés sédentaires et transhumantes, par le biais d'un financement, d'une logistique et de la mise à disposition d'animateurs qualifiés.
- Utiliser leur influence, dans la mesure du possible, pour encourager les groupes armés à intervenir positivement et à ne pas interférer négativement dans la poursuite d'une transhumance pacifique.
- Fournir une formation à la médiation et à la facilitation du dialogue communautaire.
- Fournir une expertise vétérinaire et soutenir les programmes de vaccination du bétail, le cas échéant.
- Soutenir le développement d'infrastructures autour des points d'eau.
- Soutenir le dialogue pour négocier l'accès à l'eau pour tous les utilisateurs, y compris pour la boisson, l'irrigation, le lavage, la baignade et la pêche.

## RESULTATS

### L'ÉVOLUTION DES MODES DE TRANSHUMANCE

Dans la plupart des groupes de discussion, les éleveurs transhumants disent qu'ils n'ont pas changé leurs itinéraires. Ils continuent à utiliser des itinéraires traditionnels et connus : ceux que leurs grands-parents et leurs parents ont suivis, ceux qu'ils ont toujours utilisés. Les raisons sont basées sur les ressources naturelles le long des itinéraires : ils suivent un cours d'eau ou des zones où la qualité de l'herbe est bonne. Dans certains groupes, les participants disent ne pas suivre les mêmes itinéraires. Les raisons invoquées pour changer d'itinéraire sont la sécurité, les taxes élevées, les malentendus avec les agriculteurs et le fait que les agriculteurs plantent sur les couloirs que les éleveurs avaient l'habitude d'emprunter. Certains des groupes qui déclarent changer d'itinéraire disent prendre des décisions au jour le jour, en envoyant quelqu'un à l'avance pour trouver le prochain site idéal pour camper ou en utilisant les informations des autorités locales par l'intermédiaire d'un membre du groupe qui va de l'avant.

Le nombre de têtes de bétail détenues par les éleveurs transhumants varie. Poser la question du nombre de bovins que possède un individu est une question délicate et le nombre déclaré peut ne pas correspondre au nombre réel de bovins possédés. Tous les participants transhumants aux groupes de discussion ont déclaré qu'ils étaient propriétaires de leur bétail. Un groupe d'Arabes Rachid du Soudan a déclaré posséder 60 bêtes, un groupe de Falata Ekaye a indiqué qu'ils en possédaient jusqu'à 400 à l'époque de leurs pères, mais que la maladie a réduit ce nombre à 50 ou 60. Un groupe parle de 700 bœufs appartenant en nombre inégal à 13 personnes, un autre du même nombre appartenant à une seule famille. Un groupe d'Arabes soudanais hemat a déclaré que chacun d'entre eux pouvait avoir entre 100 et 200 têtes de bœufs. Parmi les personnes ayant répondu aux questionnaires, 17% ont déclaré avoir moins de 25 têtes de bétail, 31% entre 26 et 50, 35% entre 51 et 100 et 14% entre 101 et 200. Seules deux personnes interrogées (2%) ont déclaré posséder plus de 200 têtes de bétail. Les observateurs ont déclaré avoir vu un pourcentage plus élevé de transhumants ayant moins de 25 bêtes (40%), un pourcentage plus faible ayant entre 26 et 50 bêtes (14%) et deux ayant plus de 500 bêtes.

La taille des groupes de transhumants (personnes et bétail) rapportée par les éleveurs dans les groupes de discussion varie considérablement. En haut de l'échelle, les estimations vont de 3 000 à 6 500 personnes, comprenant des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants. D'autres indiquent des tailles de groupes plus modérées, de 100 à 500 personnes. Dans les deux cas, la raison invoquée pour voyager ensemble est la sécurité. Les communautés sédentaires font également état de groupes de tailles

très différentes. Certaines mentionnent des groupes de 1 000 à 1 500 éleveurs transhumants, avec un "nombre impressionnant" de bœufs, moutons, chèvres, chevaux, chameaux et ânes. D'autres parlent de petits groupes de trois ou quatre personnes. Une majorité d'éleveurs transhumants déclarent voyager avec la même famille ou le même clan : lorsqu'une raison est donnée, c'est pour des raisons de sécurité. Une minorité voyage en groupes ethniques mixtes. Il ne semble pas y avoir de préférence ethnique particulière pour l'un ou l'autre ; par exemple certains Misseriya déclarent voyager avec le même clan ou la même famille, tandis que d'autres Misseriya rejoignent des groupes ethniques mixtes.

Une grande majorité d'éleveurs transhumants déclarent voyager avec leur famille, une seule mention indiquant que les jeunes hommes emmènent le bétail tandis que les femmes restent sur place pour cultiver la terre. Les communautés sédentaires, cependant, affirment que si certains éleveurs transhumants voyagent avec leurs épouses et leurs familles, d'autres hommes "ne viennent jamais avec leurs familles".

Certains groupes sédentaires affirment que les éleveurs transhumants sont accompagnés de bandits armés, qui volent des motos et des véhicules et tuent des gens. Les semi-nomades disent qu'ils vivent dans une insécurité croissante causée par des bandits armés qui se déguisent en transhumants. Les transhumants affirment que les bandits armés commettent des vols et s'enfuient ensuite dans la brousse, poursuivis par des villageois qui suivent leurs traces et, lorsqu'ils atteignent un campement, accusent les habitants du crime.

En ce qui concerne l'état de la transhumance, la plupart des participants aux groupes de discussion des transhumants disent qu'ils ont souffert depuis la crise de 2012/2013. Les problèmes cités sont la sécurité et les maladies. La sécurité est mentionnée comme ayant un impact direct et indirect sur les éleveurs transhumants : ils sont confrontés à des groupes de bandits non identifiés qui tendent des embuscades et volent leur bétail et ils sont affectés par l'insécurité qui a ravagé et dépouillé les populations avec lesquelles ils commerçaient. Ils perdent leur bétail en cours de route à cause de la présence de moustiques et de l'absence de services vétérinaires. Certains de ces groupes affirment cependant qu'il y a eu une amélioration récente (au cours des deux dernières années) : les Groupes de Conseil de Concordis, certains agents de la FNEC à Sikikédé, les communautés sédentaires qui rétablissent certaines cultures sont autant de raisons évoquées. Un groupe a déclaré que la transhumance s'était améliorée grâce à la collaboration et à l'acceptation de la communauté locale.

Une communauté sédentaire de Birao a déclaré que les transhumants restaient plus longtemps dans la région de Birao et que, pendant cette période, les agriculteurs sédentaires ne pouvaient pas semer, ce qui signifie qu'ils étaient en retard sur le calendrier agricole.

Les autorités locales de Nguéné Boura évaluent de façon mitigée l'évolution de la transhumance. Ils continuent de constater les avantages de la transhumance pour le commerce. Ils affirment que la transhumance s'est améliorée dans les zones (limitées) qui ont connu le retour progressif de l'Etat et le déploiement des forces de défense intérieure et de sécurité qui l'accompagnent. Au-delà de ces zones, ils rapportent que si, avant, les transhumants venaient en famille, respectaient les champs des agriculteurs et se conformaient aux normes sociales régissant la pratique de la transhumance en RCA, aujourd'hui ils viennent tous armés, à cheval et à dos de chameau, avec des fusils Kalachnikov, et refusent de se conformer aux règles de la société, pourtant les mêmes que celles qu'ils observaient avant la crise lorsque les forces de sécurité intérieure de l'Etat étaient présentes dans la zone. Certains tuent au passage des chèvres appartenant à des personnes sédentaires. Il y a plus de problèmes de destruction de champs maintenant car les transhumants n'annoncent plus leur arrivée. Il existait un système de règlement des conflits liés à la transhumance : les transhumants étaient toujours disponibles pour aller voir les autorités locales, ainsi que le propriétaire du champ, afin de trouver un arrangement à l'amiable. Aujourd'hui, ils ne coopèrent plus dans ces cas de destruction et ne respectent plus personne ni les autorités locales.

## **COMMERCE**

Parmi les personnes ayant répondu aux questionnaires, 95% déclarent acheter ou vendre des produits à l'autre communauté, dont 98% des éleveurs transhumants et 93% de la communauté sédentaire. 99% des hommes et 92% des femmes déclarent faire du commerce avec l'autre communauté. Les personnes plus âgées sont plus nombreuses à déclarer faire du commerce avec l'autre communauté : 10% des personnes âgées de 18 à 25 ans déclarent ne pas faire de commerce. 98% de la communauté sédentaire et 98% des 18-25 ans acceptent de commercer avec les éleveurs.

Les transhumants affirment que le commerce entre éleveurs et agriculteurs est essentiel, les éleveurs achetant des denrées alimentaires et des médicaments pour la santé de leur famille et les agriculteurs achetant des chèvres, des moutons et des bovins. Pendant la transhumance, les éleveurs transhumants doivent vendre un certain nombre de bovins, soit aux bouchers des communautés sédentaires, soit à des acheteurs venus d'ailleurs. En retour, l'argent de la vente de ces bovins est utilisé pour acheter des produits de première nécessité et de la nourriture pour leurs familles.

Les communautés sédentaires disent faire du commerce avec les femmes et les hommes transhumants présents sur le marché, y compris ceux qui offrent également des bœufs aux bouchers. Les éleveurs transhumants disent vendre des bœufs lorsqu'ils

ont besoin d'argent ou lorsqu'un animal est blessé et ne peut pas se déplacer avec le troupeau. Ils vendent aux bouchers des communautés sédentaires ou à des acheteurs venus d'ailleurs : les bouchers et ceux qui vendent de la viande grillée dans la rue ou au marché prennent aussi des moutons et des chèvres. Les transhumants mentionnent également les commerçants ambulants des communautés sédentaires et, pour le commerce du bétail, les éleveurs transhumants qui achètent et élèvent des veaux et les éleveurs de différentes régions de la RCA et du Tchad qui sont attirés dans la Vakaga (plus précisément à Sikikédé) par la forte concentration d'éleveurs transhumants et par la présence du marché de bétail.

Les légumes et les cultures vivrières sont de loin les produits les plus fréquemment mentionnés dans les questionnaires comme étant vendus à l'autre communauté, suivis par la viande (bœuf, poulet, chèvre et mouton), le sel, le lait et les produits importés. Plus de 80 % des personnes interrogées dans les communautés sédentaires vendent des légumes et des cultures vivrières. En revanche, de façon cohérente avec leurs moyens de subsistance, plus de 75 % des transhumants interrogés vendent de la viande (y compris du bœuf) tandis que 25 % seulement mentionnent le commerce de légumes.

Les données qualitatives révèlent une liste plus détaillée des produits échangés. Les éleveurs transhumants disent vendre des poulets, des chèvres, des moutons, des bœufs, des chevaux et des produits laitiers. Ils achètent des denrées alimentaires, notamment du mil, du sorgho, du sucre, du thé, du poisson, du gombo, des haricots, des arachides, du sel et du natron. Ils achètent également du savon, des médicaments pour le bétail et des médicaments pour leur famille. Les listes des groupes de discussion des communautés sédentaires sont très similaires, la plupart mentionnant l'achat de viande de bœuf, de lait et de bœufs (pour le labourage et la nourriture) et la vente de mil, de sorgho, de gombo, de manioc et d'arachides. Les communautés sédentaires mentionnent également la vente de sésame et, dans le cadre du commerce au-delà de la transhumance, l'achat de semences, de sucre et de vêtements.

Plus de 60 % des répondants sédentaires déclarent que les produits qu'ils cultivent servent à la fois à la subsistance et au commerce, tandis que 35 % déclarent qu'ils ne servent qu'à la subsistance.

Les principales raisons citées dans les études quantitatives menées auprès des communautés sédentaires pour expliquer leur volonté de faire du commerce sont "pour acheter des produits que je n'ai pas" (39 %) et "pour des avantages économiques" (38 %).<sup>4</sup> 21% des personnes interrogées ont donné des réponses liées à leur propre consommation ou à celle d'autres personnes (subsistance 14%, besoin de nourriture 7%).

---

<sup>4</sup> Question posée uniquement à la communauté sédentaire.



55% des personnes interrogées déclarent ne vendre leurs produits que dans un lieu neutre, tel qu'un marché ou une rue, et 76% déclarent que les lieux où ils vendent comprennent un lieu neutre. Les transhumants sont un peu plus nombreux à dire qu'ils vont vers les autres pour vendre, les sédentaires un peu plus nombreux à dire que les autres viennent vers eux.

Il y a très peu de mentions de changements récents dans le commerce. Un groupe sédentaire déclare que le commerce est en baisse par rapport à la période précédant 2021. Un groupe de transhumants déclare que, depuis deux ans, les relations commerciales sont redevenues bonnes, tandis que deux autres déclarent que, si les relations avec la communauté sédentaire sont bonnes, la population qui achetait leur bétail a été pillée et n'a plus l'argent qu'elle avait pour faire des échanges économiques avec eux.

### **Ce qui marche**

Les éleveurs transhumants affirment que les échanges commerciaux se déroulent bien. Les échanges économiques entre les éleveurs transhumants et les populations sédentaires sont bons. Les transhumants vendent des bœufs, des chèvres, des moutons et font des réserves de nourriture qu'ils achètent aux sédentaires. Ils restent à proximité des villages pour avoir accès aux marchés, surtout pendant le Ramadan. Les agriculteurs peuvent vendre leurs récoltes à un bon prix sans avoir à parcourir de longues distances pour se rendre dans les villes. Les bouchers et gargotiers prennent des bœufs et des petits ruminants à crédit auprès des éleveurs pour leur permettre de

résister au choc et de reprendre progressivement leur capital et leurs activités antérieures.

La présence d'éleveurs transhumants attire les commerçants de bétail de différentes régions de la RCA et du Tchad. Cela favorise le développement du marché et fait de Sikikédé une zone clé des échanges économiques dans la préfecture de la Vakaga.

Le prix du bétail étant moins cher en RCA qu'au Soudan, les transhumants achètent des bœufs qu'ils revendent à leur retour au Soudan plus ou moins au double du prix payé. Les veaux achetés à bas prix (25-30k Francs centrafricains (XAF), entre 40 et 45 euros) sont élevés par les éleveurs transhumants pendant trois à quatre ans et vendus ensuite entre 200 et 250k XAF (plus de 300 euros). Les éleveurs sont proches des chefs de communauté, ce qui leur permet d'accéder au marché et de vendre leur bétail au marché aux bestiaux. Les transhumants achètent également des petits ruminants (chèvres et moutons) pendant la transhumance et les revendent pendant la saison des pluies avec un bénéfice de 100%. Un groupe de semi-nomades affirme que grâce à la transhumance, ils peuvent acheter des bovins malades à 30k XAF (environ 45 euros), les soigner pour 25k XAF (moins de 40 euros) et les revendre entre 200 et 250k XAF (plus de 300 euros).

Les communautés sédentaires affirment également que la transhumance permet des échanges mutuels entre transhumants et agriculteurs, renforce l'économie locale et le bien-être des ménages et développe la cohésion sociale entre les deux communautés. Les transhumants achètent les produits récoltés en grande quantité et à bon prix. Cela permet aux communautés sédentaires de subvenir aux besoins du ménage (école, savon, sucre, vêtements), de faire des réserves de produits de première nécessité pour la saison des pluies, d'acheter plus de semences pour augmenter la production, d'épargner un peu d'argent et de l'envoyer à leurs fils partis étudier. Les échanges commerciaux ont un impact positif et améliorent les conditions de vie des personnes sédentaires.

Les représentants de la FNEC affirment que les avantages de la transhumance sont évidents. Elle apporte le commerce et la disponibilité des animaux de trait. Les éleveurs viennent avec des produits importés qui permettent des échanges réciproques entre éleveurs et agriculteurs et renforcent l'économie locale.

### **Ce qui ne marche pas**

Quelques groupes de transhumants mentionnent des éléments de commerce qui ne fonctionnent pas. Un groupe dit que, bien que la transhumance devrait être bénéfique pour les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants en termes d'échanges économiques, cette activité n'est pas bien organisée à l'heure actuelle en raison de l'absence totale d'autorité de l'Etat. Quelques groupes mentionnent l'absence de marché dans le village de Vakaga. Trois parlent de l'effet de la crise et des relations

avec la population sédentaire sur le commerce. Les commerçants ne se déplacent plus comme avant à cause des marchandises qu'ils ont perdues pendant la crise ; le coût des marchandises sur le marché était abordable avant la crise mais, maintenant, à cause du conflit, tout est devenu cher et les relations avec la population hostiles. Ainsi, la population pense que les éleveurs transhumants sont les auteurs des attaques qui sévissent dans la région, ce qui signifie que, dans certains villages, les échanges économiques n'étaient pas favorables lorsqu'ils arrivaient le jour du marché. Les éleveurs transhumants ont donc perdu toute confiance dans la population. Les équipes qui ont conduit cette enquête indiquent que ces problèmes sont surtout observés à Ndiffa, Gordil et autour de Bamara.

Un Arabe rizegat, chef d'un campement de chameaux, explique qu'il est confronté à un problème majeur car il n'y a pas assez d'acheteurs de viande de chameau. Il a vendu un chameau au Tchad et survit grâce à cet argent. S'il ne peut pas vendre plus de viande, il n'aura pas d'argent pour acheter des fournitures, y compris des médicaments.

Certains groupes sédentaires mentionnent que l'accès au marché est difficile, ce qui les oblige à transporter des marchandises sur de longues distances ou à les vendre à des passants à des prix dérisoires. Deux groupes mentionnent l'impact de l'insécurité sur le commerce, avec des bandits armés qui volent les commerçants qui sortent sur les routes pour exercer des activités commerciales dans les villages voisins. Un groupe sédentaire a décrit des bandits armés soudanais qui volent les motos des commerçants itinérants et se réfugient ensuite dans les camps de transhumants et sont camouflés par des frères du groupe Misseriya.

### **Recommandations issues des consultations sur le commerce**

- Faciliter l'accès aux marchés pour les communautés transhumantes et sédentaires. Les groupes mentionnent l'absence de marché comme un problème pour le commerce à Dahal (Birao), Boldja, Madawa et dans le village de Vakaga.
- Améliorer la sécurité pour faciliter les échanges commerciaux en se rendant sur les marchés ou dans les villages voisins. Les participants à l'atelier recommandent des patrouilles régulières des forces de sécurité intérieure pour favoriser la libre circulation des biens et des personnes.



**L'équipe Concordis avec des bergers semi-sédentaires du Salamat arabe lors d'un groupe de discussion au Bachama 1**

## COMMUNICATION

### Ce qui marche

Selon les autorités locales, lorsque les transhumants informaient le sultan de leur arrivée et attendaient son signal pour se déplacer, la destruction des champs et les conflits entre agriculteurs et transhumants étaient minimisés. Cela permettait aux populations de se préparer avant l'arrivée des transhumants. Malheureusement, cette pratique consistant pour les transhumants à annoncer leur arrivée n'a plus cours.

Les communautés sédentaires sont cohérentes et claires sur le fait que la communication dont elles ont besoin de la part des transhumants est bien l'annonce de leur arrivée. Plusieurs des groupes qui font des commentaires à ce sujet sont des femmes. Les groupes disent qu'il n'y a pas de mécanisme d'alerte pour annoncer l'arrivée des transhumants et que ce ne sont pas les autorités locales qui les avertissent, mais d'autres personnes, y compris le chef des éleveurs lui-même, les commerçants, les conducteurs de motos, les gens d'Amdafock (à la frontière de la RCA avec le Soudan) ou les villages voisins. Une fois arrivés dans le village, les transhumants laissent leur bétail en brousse et viennent signaler leur arrivée à l'autorité locale. Certains appellent les autorités locales pour les informer de leur présence.

Un exemple de communication efficace autour de la transhumance a été décrit par le chef de l'agriculture et le responsable du secteur ACDA à Birao, qui ont indiqué que la raison la plus importante pour un environnement plus stable à Ouanda Djallé est que les autorités locales se sont engagées à communiquer avec les éleveurs transhumants. Les éleveurs envoient leurs représentants aux autorités locales dès leur arrivée pour se présenter.

Plusieurs groupes de transhumants décrivent la façon dont ils communiquent sur les itinéraires et le calendrier. Quatre groupes (trois Peulh) ont mentionné la communication avec les autorités locales. Parmi eux, un groupe de femmes Peulh a déclaré qu'avant de quitter le Soudan, l'ardo prend contact avec les autorités locales de Tiringoulou. Les hommes Peulh ont également déclaré qu'ils prennent des informations auprès des autorités locales par l'intermédiaire de leur ardo, qui part le lendemain en tant que précurseur, faisant le point de la situation avant leur arrivée, ce qui leur permet de prendre des décisions sur l'itinéraire. D'autres hommes Peulh s'informent auprès des autorités locales et des animateurs de jeunesse par une équipe préparatoire avant de partir avec tout le bétail. Les hommes Charafa contactent les maires des communes pour obtenir des informations sur la sécurité, leur consentement et l'accessibilité des zones. Un groupe a déclaré qu'il obtenait des informations de la population d'accueil par l'intermédiaire d'un commerçant qui a l'habitude d'utiliser l'axe en l'appelant sur son téléphone. Un autre groupe obtient des informations sur la sécurité de la route auprès de membres de sa famille qui sont

commerçants à Sikikédé et de ceux qui participent au trafic commun entre Am Dukhun et Sikikédé.

A l'instar des communautés sédentaires, un groupe d'éleveurs transhumants, évoquant la reprise des activités du parc qui les obligera à libérer la zone, souhaite être informé à l'avance pour ne pas être surpris.

Les éleveurs transhumants décrivent également la façon dont la communication fonctionne dans les situations de conflit. Ce point est développé dans le chapitre sur les mécanismes de résolution des conflits, mais notons d'ores et déjà que plusieurs groupes de transhumants, d'ethnies et de sexes différents, expriment une préférence pour le dialogue direct avec les personnes impliquées afin de trouver une solution à l'amiable à des conflits tels que la destruction des champs.

### **Ce qui ne marche pas**

Les communautés sédentaires font état de situations problématiques lorsqu'elles ne sont pas averties officiellement et en avance de l'arrivée des éleveurs transhumants. Beaucoup de groupes rapportent la même chose : il n'y a pas de mécanisme d'alerte annonçant l'arrivée des éleveurs en place, ou bien il n'est pas opérationnel. L'arrivée des transhumants dans la localité est souvent inconnue car ils n'annoncent pas leur arrivée aux autorités locales des villages traversés ou au Consul du Soudan. Plusieurs groupes affirment qu'un système existait auparavant, mais depuis la crise de 2013, ce système a disparu. Lorsqu'ils sont prévenus de leur arrivée, c'est par les chasseurs, les jeunes commerçants ou le chef des transhumants lui-même. Les autorités locales s'accordent à dire que la pratique de l'annonce de l'arrivée des transhumants n'est plus d'actualité. Ceci a entraîné une augmentation des problèmes liés à la destruction des champs.

Les éleveurs répondent à la critique de ne pas annoncer leur arrivée en disant que la saison sèche commence maintenant beaucoup plus tôt et beaucoup plus vite qu'avant : les vaches, ne trouvant pas de pâturage, partent sur les routes de transhumance et les éleveurs ne sont pas en mesure de les arrêter.

A leur arrivée, certains éleveurs se présentent aux autorités locales, d'autres ne se présentent pas à ces autorités mais vont dans le village acheter des produits agricoles et retournent dans leurs campements. Certains groupes sédentaires disent ne se rendre compte de l'arrivée des éleveurs que lorsqu'ils se rendent dans leurs champs et constatent les dégâts causés à leurs cultures. Un groupe de femmes énumère ceux qui se présentent (Peulh) et ceux qui ne se présentent pas (Salamat, Misseriya, Tahacha, Hemat) aux autorités locales. Un groupe de femmes indique que l'absence de forces de sécurité intérieure dans certaines zones est à l'origine de la pratique des transhumants qui viennent sans contacter les autorités locales. Elles mentionnent

également l'absence de mécanisme d'alerte ou de communication entre les différentes localités.

La seule mention par les transhumants de l'absence d'un mécanisme d'alerte annonçant leur arrivée est celle d'un groupe de Misseriya qui dit venir sur un coup de tête, sans canal de communication, lorsqu'il sait que la route est sèche et qu'il peut voyager.

L'importance de rétablir l'autorité de l'Etat centrafricain est mentionnée par un groupe de transhumants dans le contexte de la nécessité pour les autorités centrafricaines et soudanaises de communiquer entre elles et de mettre en place une stratégie commune pour le contrôle de la frontière entre les deux pays.

## Recommandations des consultations concernant la communication

### 1. Recommandations pour une meilleure communication de l'information

- **Mettre en place (et maintenir opérationnel) un mécanisme permettant d'avertir à l'avance les communautés sédentaires**, afin de leur donner le temps de se préparer à l'arrivée des éleveurs transhumants. Ce mécanisme doit fonctionner au niveau transfrontalier et entre les localités de la RCA. Un groupe d'hommes à Boldja a décrit comment la communication est censée se dérouler. Lorsque la transhumance approche, c'est-à-dire avant que les éleveurs Peulh émigrent en RCA, leur chef est censé informer par téléphone les autorités coutumières locales (sultan, maire de Tiringoulou) ou le chef de la FNEC de l'arrivée dans une zone choisie par les éleveurs transhumants. Les autorités locales informent à leur tour les chefs de village, qui sensibiliseront également leurs communautés au préalable, en termes de cohésion sociale et de cohabitation qui doivent exister entre les deux communautés pendant la période de transhumance.
- Les ateliers recommandent une **bonne collaboration entre les maires des communes** comme source de stabilité dans la zone de Vakaga : dans l'acte d'engagement,<sup>5</sup> les participants à l'atelier ont demandé aux deux maires des deux communes de mieux travailler ensemble, en partageant des informations sur les déplacements des éleveurs dans la zone.
- **Faire connaître la disponibilité des vaccins pour le bétail**. Les données des groupes de discussion suggèrent que les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires ne savent pas que le gouvernement ou les ONG vaccinent actuellement le bétail. Les programmes de vaccination doivent être annoncés plus efficacement et suffisamment à l'avance.

---

<sup>5</sup> Accord négocié entre les autorités locales.

- **Communiquer à l'avance les changements d'utilisation des terres.** Un groupe de transhumants à Tiringoulou demande à être informé à l'avance de la reprise des activités du parc et de la nécessité de libérer la zone, afin de ne pas être surpris.
- Les ateliers recommandent le **partage d'informations** en cas de collaboration avec des ONG travaillant sur la transhumance.

## 2. Recommandations en matière de communication pour convenir d'une approche pour la transhumance

- Créer une **approche commune du contrôle transfrontalier de la transhumance.** Les autorités centrafricaines et soudanaises doivent communiquer et mettre en place une stratégie commune de contrôle des frontières.
- Les participants à l'atelier recommandent d'organiser **une conférence sur la migration entre les principaux décideurs des trois pays (RCA, Soudan, Tchad)**, y compris les ministres de l'élevage, les ministres de l'agriculture, les ministres de la défense, de la sécurité publique, de l'administration territoriale, des affaires étrangères, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (MINUSCA), les organisations d'éleveurs et d'agriculteurs, les chefs d'agriculteurs et les chefs d'éleveurs transhumants et le Groupe de Conseil. Le but de cet évènement est de régler et de faire de la transhumance une activité bénéfique pour tous.
- Les participants à l'atelier recommandent d'organiser **une réunion de planification de la transhumance entre le Groupe de Conseil et les services techniques**, notamment l'ANDE, l'ACDA, la FNEC, l'association des agro-éleveurs, les autorités locales, les maires, afin de discuter des questions liées à la transhumance et de régler les taxes afin de faciliter une transhumance pacifique et bénéfique pour tous (N.B. : également listé dans la rubrique " prestation de services ").
- Les participants aux ateliers recommandent d'organiser **une réunion entre le Groupe de Conseil et d'autres acteurs de la transhumance du Soudan et de la RCA** afin de discuter des conditions d'organisation de la prochaine transhumance.
- Les ateliers recommandent de faciliter **une réunion entre le Groupe de Conseil et les leaders des groupes armés** pour plaider en faveur d'une transhumance sécurisée et pacifique.

## 3. Recommandations pour la communication autour des conflits liés à la transhumance

- Créer **un mécanisme / établir une pratique de dialogue direct** avec les personnes impliquées pour trouver une solution à l'amiable aux conflits tels que la destruction des champs.

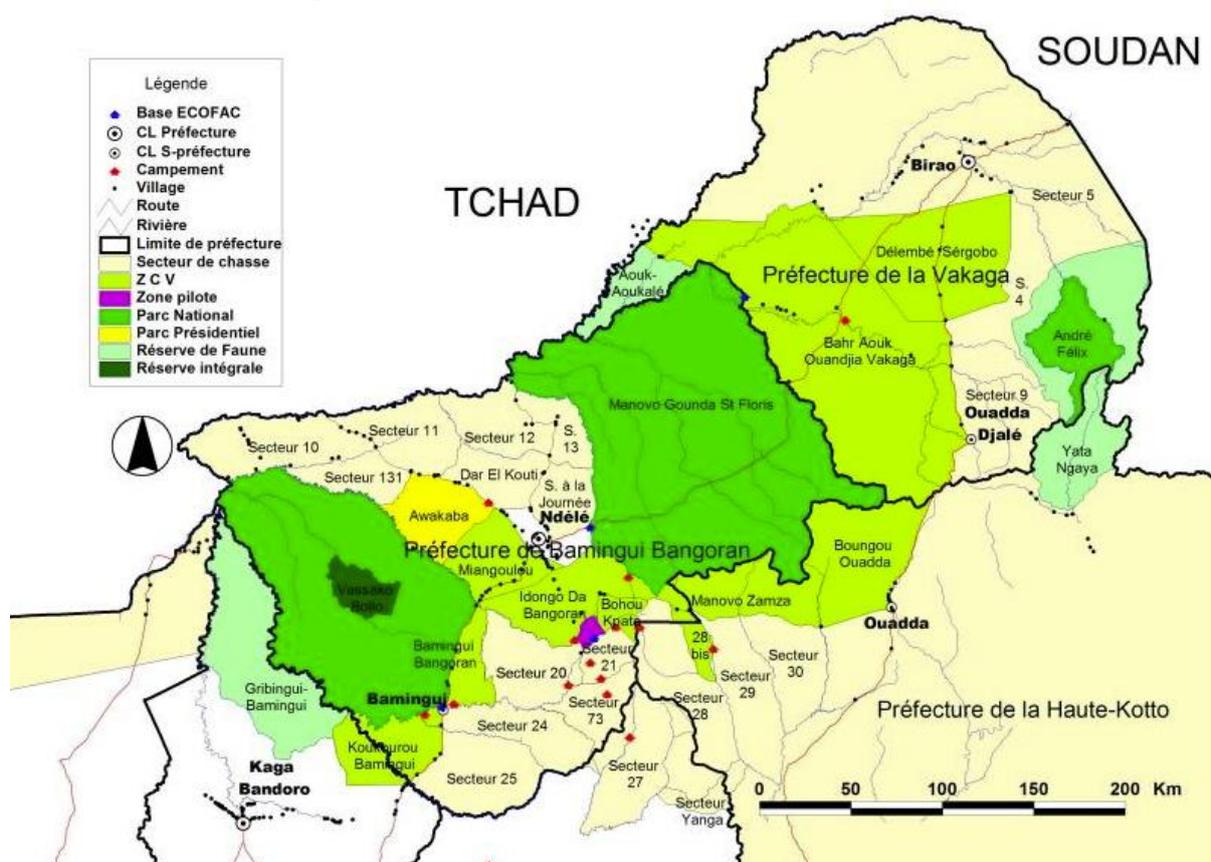
- Compte tenu de la grande ouverture des communautés sédentaires et transhumantes aux ateliers de dialogue, les autorités nationales pourraient **soutenir ces ateliers**, en donnant aux communautés la possibilité de proposer des thèmes à inclure dans les ateliers et en facilitant l'organisation et le déroulement des ateliers ainsi que la mise en œuvre des recommandations.
- Les organisations internationales peuvent **soutenir et coopérer aux ateliers de dialogue** proposés par les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants en fournissant des fonds, des moyens logistiques et des animateurs qualifiés.
- Un groupe sédentaire souhaiterait **que les membres du Groupe de Conseil soient fortement impliqués dans les questions relatives à la transhumance** car, pour l'instant, les éleveurs n'ont pas une grande confiance dans les autorités locales et le Groupe de Conseil peut agir en tant que connecteur pour faciliter la vie intercommunautaire entre les agriculteurs et les éleveurs.

#### 4. Recommandations pour renforcer la capacité de communication

- **S'assurer que les autorités locales ont la capacité de soutenir la transhumance pacifique**, comme le montre la bonne pratique de Ouanda Djallé où les autorités locales se sont engagées à communiquer avec les éleveurs transhumants.
- Utiliser les forces de sécurité interne pour **renforcer l'utilisation des pratiques de transhumance une fois qu'elles ont été convenues**, par exemple par le biais d'un mécanisme d'alerte précoce.

## PARC NATIONAUX

La préfecture de la Vakaga abrite un parc national, le parc André Félix (170 000 hectares), et trois réserves de faune ; Yata-Ngaya (420 000), Aouk Aoukalé (330 000) et Ouandja Vakaga (130 000). Ces espaces représentent 36% de son territoire.<sup>6</sup> Les participants aux groupes de discussion ont également évoqué le parc national du Manovo-Gounda-Saint Floris (1 740 000) dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, limitrophe de la Vakaga.



Carte ECOFAUNE des parcs et zones protégées dans le nord-est de la RCA (<https://ecofaune.org/le-nord-est-de-la-rca>)

Deux programmes de l'Union européenne, le Programme de développement de la région nord (PDRN) et le programme Conservation et utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers d'Afrique centrale (ECOFAC), ont aidé le ministère chargé de la faune à gérer les parcs nationaux et les réserves. Ils ont également mis en place et soutenu un système de zones de chasse communautaires afin de réduire la pression de la chasse illégale. Ces zones étaient gérées par des opérateurs privés avec l'aide de l'ECOFAC. Les populations locales louaient les zones de chasse communautaires à des guides de chasse professionnels qui faisaient venir des clients de l'étranger pour des safaris. Les redevances et les taxes de chasse au safari sont versées directement aux communautés locales, une partie étant reversée aux municipalités et à l'État. Ce

<sup>6</sup> [NATIONAL PARKS OF CENTRAL AFRICAN REPUBLIC \(national-parks-worldwide.com\)](http://national-parks-worldwide.com) accédé le 03/03/22.

système a permis aux communautés locales de disposer d'une somme importante à investir dans les services sociaux, notamment les écoles et les centres de santé.<sup>7</sup>

Lorsqu'ils sont interrogés sur les parcs, la plupart des groupes de discussion ne font pas de distinction entre les parcs nationaux, les réserves et les zones de chasse. La majorité des participants aux groupes de discussion sédentaires affirment que les parcs n'existent plus, ayant été détruits ou fermés après la crise de 2013. Les responsables, les pisteurs, les animaux ont tous disparu. Un groupe (Matala Market) dit que les parcs existent, mais que les gardes des parcs tirent sur les transhumants parce que les transhumants ne surveillent pas bien le bétail qui va dans les parcs pour manger de l'herbe de qualité. Les groupes de discussion transhumants reconnaissent tous l'existence des parcs mais disent que, depuis un certain temps, les parcs ne fonctionnent plus et que les infrastructures ont été détruites.

### **Ce qui marche**

Les parcs qui ne sont actuellement pas en état de service constituent toujours une ressource naturelle pour les éleveurs transhumants qui utilisent les terres du parc pour faire paître leurs animaux. Ils affirment tous qu'ils ne le feront que temporairement, jusqu'à ce que les autorités de l'État et des parcs reprennent la gestion des parcs, après quoi ils reconnaissent qu'on leur demandera de quitter la région ou promettent de le faire sans condition. Les raisons d'utiliser les terres du parc sont notamment d'éviter les désaccords avec d'autres groupes ethniques qui limitent leurs déplacements dans d'autres régions et de résoudre le grave problème du manque de terres causé par le nombre d'éleveurs supérieur à celui du passé. Le parc joue un rôle crucial car les transhumants n'ont pas besoin de chercher de l'eau et de l'herbe pour leur bétail et y sont en sécurité.

Certains transhumants disent qu'ils ne sont pas contre l'idée d'un parc, d'autres que le retour du parc aura un impact négatif sur le bon déroulement de leurs activités. Certains groupes de transhumants expriment un manque de confiance envers les gardes du parc, affirmant qu'ils laissent entrer des traqueurs dans le parc qui tuent ensuite leurs animaux.

### **Ce qui ne marche pas**

Presque tous les répondants qui ont donné une réponse affirment que la présence d'un parc national est dans une certaine mesure importante pour eux, bien que les éleveurs transhumants soient beaucoup moins susceptibles de dire que la présence d'un parc national est très importante (45% contre 79% de sédentaires).

---

<sup>7</sup> Bouché, Nzapa Mbeti Mange, Tankalet, Zowoya, Lejeune and Vermeulen, 2011.

Dans les groupes de discussion, les communautés sédentaires sont unanimes à vouloir le retour des parcs.

Les avantages mentionnés qui sont perdus en raison du non-fonctionnement des parcs sont les suivants :

### **Parcs / Réserves**

- Les parcs sont un atout national qui contribue au développement de l'économie locale et nationale.
- La réouverture du parc créera des emplois pour la communauté villageoise. L'embauche de jeunes pour des travaux à forte intensité de main-d'œuvre contribue à réduire le chômage et la pauvreté.
- Les parcs ont un impact social positif. En donnant du travail aux jeunes, le risque qu'ils créent des gangs et trouvent des revenus dans des activités criminelles est réduit.
- La réouverture des parcs entraînera le retrait des éleveurs transhumants et laissera les zones de culture proches des parcs de Gordil et de Ndiffa libres pour les agriculteurs.
- Les rapports de quatre groupes de discussion, y compris avec les autorités locales, les leaders de la jeunesse, les hommes sédentaires et les jeunes sédentaires, disent qu'ils regrettent que les activités liées à la protection et à la conservation des parcs se soient arrêtées depuis la crise de 2013.

### **Zones de chasse**

- La communauté bénéficiait de revenus par les touristes et ceux qui voulaient chasser les animaux, ce qui permettait de financer les pharmacies de village, les enseignants, le fonctionnement de la mairie, les centres de santé et l'aide aux personnes âgées.
- Lorsque la Zone cynégétique villageoise (ZCV)<sup>8</sup> fonctionnait encore, les bénéficiaires comprenaient le paiement des frais d'abattage de certaines espèces animales protégées.
- Le parc est là pour que les communautés locales puissent chasser. Le bétail qui pénètre dans ces zones apporte des maladies dangereuses pour la faune : le déclin de la faune est un problème pour les villageois.
- Les touristes internationaux viennent adopter les fils du village<sup>9</sup> ou font des dons aux villageois.

---

<sup>8</sup> Une zone cynégétique villageoise (ZCV) est une zone de chasse villageoise, où les villages locaux bénéficient directement des prélèvements et des amendes pour braconnage.

<sup>9</sup> Il s'agit probablement d'une référence au parrainage d'enfants.

- Le retour des zones de chasse est demandé pour mettre un terme aux problèmes de destruction des champs et de violence basée sur le genre (VBG) qui, selon certains membres de deux groupes de discussion sédentaires, seraient causés par la présence des éleveurs dans le parc.
- Les communautés sédentaires affirment que les problèmes causés par le non-fonctionnement des parcs comprennent la destruction du gibier par les éleveurs transhumants et les braconniers.

### **Recommandations issues des consultations sur les parcs nationaux**

Les parcs nationaux représentent un facteur clé de la stabilité de la région de la Vakaga. D'une part, ils créent une pression en réduisant l'espace autorisé pour la transhumance. D'autre part, s'ils sont gérés de manière à intégrer les besoins de tous les groupes d'acteurs, ils offrent des opportunités pour renforcer la cohésion sociale et pour une culture durable de leurs écosystèmes.

1. **Organiser un dialogue pour convenir d'une approche pour le (re)démarrage des activités du parc.** Bien que les communautés sédentaires et transhumantes expriment des points de vue différents sur le retour des parcs, toutes deux recommandent l'organisation d'un grand dialogue réunissant tous les acteurs opérant dans la zone afin de prendre en compte les préoccupations de chacun et de parvenir à un consensus avant de (re)démarrer les activités du parc. Les éleveurs transhumants reconnaissent qu'ils sont simplement des éleveurs à la recherche de pâturages et qu'ils n'ont ni les moyens ni la légitimité pour s'opposer à un projet de parc, mais ils doivent être impliqués dans tout dialogue à la fois pour s'assurer de leur engagement en faveur de solutions et pour s'assurer que ces solutions prennent en compte leur compréhension du potentiel de conflit entre les différents groupes ethniques s'ils sont poussés hors du parc. Les données quantitatives soutiennent l'approche du dialogue : 99% des personnes interrogées disent qu'elles accepteraient un atelier entre les représentants des communautés et les gestionnaires des parcs.



**Bien que les communautés sédentaires et transhumantes expriment des points de vue différents sur le retour des parcs, toutes deux recommandent l'organisation d'un grand dialogue réunissant tous les acteurs opérant dans la zone afin de prendre en compte les préoccupations de chacun et de parvenir à un consensus avant de (re)commencer les activités du parc.**

2. Revoir le zonage des couloirs de transhumance et des zones de pâturage, de culture et de parc. Les éleveurs transhumants demandent que le zonage soit revu pour tenir compte de la façon dont ils font désormais paître leur bétail sur des terres autrefois interdites aux parcs et de l'augmentation du nombre de bovins dans la zone.
3. Rétablir les parcs nationaux. Toutes les communautés sédentaires qui ont participé aux groupes de discussion souhaitent que les parcs soient rétablis. Le parc national doit être rétabli en tant que bien national pouvant contribuer à l'économie et au développement local.
4. Faire respecter l'utilisation correcte des zones du parc. Les communautés sédentaires disent que l'Etat doit rétablir la délimitation des zones de transhumance et des zones agricoles, notamment pour empêcher les transhumants de pénétrer dans les parcs. Ils doivent également respecter les zones de pâturage et laisser les agriculteurs libres de cultiver. Pour ce faire, les gardes forestiers doivent acquérir des compétences en matière de médiation des conflits et savoir comment guider les transhumants dans les couloirs officiels.
5. Soutenir le développement d'activités économiques autour du parc. Il peut y avoir des opportunités d'activités économiques au-delà des activités principales du parc, par exemple l'apiculture.

## UTILISATION DES RESSOURCES NATURELLES

### Ce qui marche

Les transhumants amènent leur bétail en RCA en raison des ressources naturelles du pays. Le chef d'un campement de chameaux dit qu'il amène les chameaux de sa famille de Geneina au Soudan en RCA parce que l'excellente qualité des pâturages de la RCA permet aux chameaux de produire du lait de qualité supérieure.

La transhumance peut se dérouler de manière pacifique. Les agriculteurs Gula et les éleveurs transhumants Peulh du Soudan ont conclu un pacte de non-agression qui remonte à plusieurs générations et auquel ils adhèrent encore aujourd'hui. Une communauté sédentaire d'agriculteurs Gula de Boldja a déclaré que, au cours des deux dernières années (2019-2021), ils ont vécu en "parfaite harmonie" avec les éleveurs transhumants Peulh. Ils ne signalent aucun incident majeur, aucune destruction de champs. Les éleveurs se tiennent à l'écart du village, laissant les champs libres pour l'agriculture. Un groupe d'éleveurs Peulh de Tiringoulou affirme que leurs relations avec les agriculteurs sont bonnes et qu'ils n'ont aucun conflit avec les populations sédentaires : ils respectent scrupuleusement les zones de pâturage et se sont éloignés des champs pour faire paître leur bétail.

Le point commun entre les groupes qui parlent de ce qui fonctionne est l'application d'un accord sur l'utilisation de la terre. Les communautés sédentaires parlent de l'ancien temps, où les terres étaient réservées aux parcs, où les éleveurs transhumants n'avaient pas le droit d'entrer, où les éleveurs transhumants respectaient les zones de pâturage et où les agriculteurs étaient libres de cultiver leurs champs. Les gardes forestiers souhaitent le retour des parcs et recommandent leur rétablissement. Les éleveurs transhumants demandent que, lorsque les parcs seront rétablis, le gouvernement redéfinisse une zone de pâturage et que ce couloir pour les éleveurs transhumants soit respecté par tous. Aucun groupe n'a mentionné l'existence d'un accord en vigueur sur l'utilisation des terres. Un groupe d'éleveurs transhumants a déclaré qu'il s'était installé à Gordil, qu'il reconnaissait comme une zone de parc, mais seulement parce qu'il avait l'autorisation du conseiller du maire et avec la promesse de libérer la zone sans condition une fois que la reprise des activités du parc serait effective.

Les conflits sont moins susceptibles de se produire lorsque les ressources naturelles ne sont pas rares. Dans la région de Birao, par exemple, les communautés sédentaires indiquent que la situation est moins tendue en raison de l'abondance de l'eau. Les éleveurs transhumants affirment que le fait de pouvoir rester dans leur couloir habituel et de s'éloigner des villages évite à leurs animaux de piétiner les champs des communautés sédentaires et favorise l'acceptation de ces dernières, car cela réduit la destruction des champs, des jardins et des points d'eau.

Tous les groupes de discussion (à l'exception des agriculteurs Gula à Boldja et des éleveurs Peulh à Tiringoulou) ont signalé que l'existence d'un mécanisme de gestion des conflits contribue favorablement à leur résolution lorsque des conflits sur l'utilisation des terres surviennent. Les éleveurs transhumants Hemat disent que le mécanisme existant pour gérer les conflits entre deux parties à propos de la destruction des champs fonctionne à l'amiable en présence d'une autorité locale, maire ou chef de village.

### Ce qui ne marche pas

De nombreux conflits surgissent autour des questions liées à l'utilisation des ressources naturelles. Il s'agit notamment de :

- **La destruction des cultures.** La majorité des groupes de discussion, qu'ils soient sédentaires ou transhumants, signalent la destruction de cultures par les animaux transhumants. Les communautés sédentaires signalent que le bétail dévaste les cultures, notamment le manioc, le millet, le sorgho et, dans une moindre mesure, les oignons, les tomates, les pommes de terre et les carottes. Les agriculteurs disent avoir renoncé à planter des aliments de base à croissance lente comme le manioc. Comme l'a dit un groupe : un étranger peut détruire tout l'espoir d'une famille de survivre pendant la saison sèche. Si la plupart des dégâts sont causés par le bétail, les communautés sédentaires signalent également des dommages causés aux cultures par des animaux montés, notamment des ânes, des chevaux et des chameaux. Les destructions sont plus susceptibles de se produire la nuit. Un groupe a mentionné que la transhumance a également un effet négatif sur la production de miel et la pêche, qui sont toutes deux endommagées par l'urine des bœufs. Les éleveurs transhumants ne nient pas que les cultures sont endommagées. En effet, ils disent que le fait de garder les troupeaux à distance des villages diminue le problème, mais ne l'éradique pas. La plupart en parlent comme d'une conséquence inévitable du déplacement des troupeaux qui nécessite un remède efficace, mais un groupe de Charafa a déclaré que les Misseriya sont plus belliqueux et laissent volontairement leur bétail dévaster les champs.
- **Expansion de l'agriculture.** La plainte d'un groupe d'éleveurs transhumants Peulh de Sikikédé illustre la façon dont le comportement des communautés sédentaires contribue aux conflits liés à l'utilisation des terres. Le groupe critique le comportement des agriculteurs qui ont occupé toutes les zones avec des champs, des jardins et de la pêche. Les éleveurs transhumants ne savent pas où aller avec leurs troupeaux : les couloirs utilisés dans le passé et même les camps et les points d'eau ont été cultivés. Une fois les transhumants revenus au Soudan, les communautés sédentaires utilisent les campements des éleveurs pour cultiver : les transhumants trouvent cela étrange car la saison suivante, ils reviendront dans le

même campement. Certains changent leur comportement en conséquence : un groupe d'éleveurs transhumants Peulh Dankoe dit avoir déménagé de Gordil au village de Vakaga parce qu'à Gordil il y avait plus de champs sur tous les couloirs qu'ils avaient l'habitude d'utiliser.

- **Augmentation du nombre d'éleveurs.** Un groupe d'éleveurs transhumants Peulh de Tiringoulou, qui utilisent actuellement une zone de parc national pour leur troupeau, affirme que le nombre d'éleveurs dépasse aujourd'hui celui d'autrefois. Il y a un sérieux problème de terre et une nécessité pour l'Etat de délimiter des zones de pâturage.
- **Vol de bétail.** Les communautés sédentaires signalent des vols de chèvres, de moutons et même de bovins. Les éleveurs transhumants déclarent que d'autres éleveurs volent parfois leur bétail, leurs chèvres et leurs moutons. Ils accusent surtout les Misseriya de ces vols, qui ont généralement lieu à leur retour au Soudan.
- **Destruction des points d'eau.** Une communauté du village de Bamara a déclaré que la destruction de son cours d'eau par les éleveurs transhumants était encore plus gênante que la destruction des cultures, car elle supprimait une source de réserve pour la pêche. Un groupe d'éleveurs transhumants a déclaré que certains bovins étaient tombés malades après avoir bu de l'eau contaminée.
- **Crainte de l'insécurité alimentaire.** Dans deux groupes de discussion, les communautés sédentaires ont mentionné que la sécurité alimentaire était fortement menacée ou qu'elles craignaient une crise alimentaire dans les zones touchées par la violence. Aucun groupe de transhumants n'a fait état d'une insécurité alimentaire réelle ou redoutée.
- **Absence de règlement pacifique des dommages.** Certaines communautés sédentaires signalent que les éleveurs transhumants préfèrent les menaces et l'utilisation d'armes ou la fuite pour éviter de payer des compensations après avoir causé des dommages aux cultures des agriculteurs.

- **L'impact sur l'environnement.** Dans l'ensemble, les gens ne parlent pas des questions environnementales. Lorsqu'ils le font, c'est davantage pour des raisons de sécurité alimentaire et de besoins économiques (revenus). Plusieurs communautés sédentaires ont évoqué le braconnage d'espèces protégées dans le cadre de la zone cynégétique villageoise et les communautés parlent également du bétail qui apporte des maladies dangereuses à la faune, de la diminution de la faune qui est problématique pour les villages et du gibier qui est tué par les éleveurs transhumants et les braconniers. Un groupe d'autorités locales a également fait référence à l'abattage du gibier et a déploré le fait que les activités liées à la protection et à la conservation des parcs ont cessé depuis 2013.



La rivière Ouandja, près du village de Bamara

### Recommandations issues des consultations sur les ressources naturelles

1. Définir et faire respecter l'utilisation des terres. Les communautés sédentaires et transhumantes demandent que le gouvernement définisse l'utilisation des terres, afin de parvenir à une compréhension commune, appliquée si nécessaire, des couloirs de transhumance, avec des zones distinctes pour le pâturage, les cultures et les parcs. Les participants aux ateliers ont également demandé la désignation des zones de culture et d'élevage par les maires en collaboration avec les services techniques de l'élevage, de l'agriculture et de la FNEC assistés par le Groupe de Conseil.
2. Restaurer les parcs et les zones de chasse villageoise (ZCV). Il s'agit ici de clarifier l'utilisation des terres et de retrouver les bénéfices des revenus générés par les zones de chasse. Les participants aux groupes de discussion rappellent qu'ils ont énormément profité de l'époque où les ZCV étaient encore fonctionnelles grâce au paiement des taxes de chasse et d'abattage de certaines espèces animales

protégées, qui ont permis de financer la construction d'écoles et de centres de santé. L'embauche de jeunes pour des travaux à haute intensité de main d'œuvre a également contribué à réduire le chômage, la pauvreté et donc les conflits entre éleveurs et agriculteurs, car les jeunes étaient moins enclins à voler ou à tuer le bétail des éleveurs transhumants.

3. **Créer un mécanisme de communication permettant aux agriculteurs de se préparer à l'arrivée des éleveurs transhumants**, par exemple en récoltant avant l'arrivée des éleveurs transhumants pour éviter la destruction des champs ou le pillage des récoltes. Cette mesure a été demandée par les communautés sédentaires, mais rien n'indique qu'elle sera inacceptable pour les éleveurs transhumants tant qu'elle n'est pas onéreuse et que signaler leurs itinéraires ainsi que leur période de déplacement ne menace pas leur sécurité. Les enquêteurs de cette consultation soulignent que le bétail se déplacera de lui-même lorsque les pâturages seront épuisés et que les éleveurs ne pourront pas retarder le début de la transhumance. Les participants aux ateliers ont également préconisé la mise en place d'un mécanisme d'alerte précoce entre les chefs des éleveurs transhumants, le Groupe de Conseil et les autorités locales des villages situés sur les couloirs de transhumance avant l'arrivée des éleveurs, afin de prendre des précautions à l'avance et d'éviter les conflits entre agriculteurs et éleveurs.
4. **Modifier les comportements pour limiter les dégâts causés par le bétail des transhumants**. Les communautés sédentaires demandent aux transhumants de surveiller le bétail la nuit, car c'est à ce moment-là que les cultures sont le plus endommagées, et de ne pas laisser le bétail sous la surveillance d'enfants incapables de l'empêcher de détruire les champs. Les groupes de transhumants déplorent que les couloirs et les camps pour le bétail soient cultivés.
5. **Négocier l'accès à l'eau pour tous**. Trouver des moyens de protéger les cours d'eau des dommages causés par la transhumance et des mécanismes permettant à toutes les communautés de s'accorder sur l'accès aux points d'eau pour la consommation individuelle, l'irrigation, la pêche, la toilette et le bain.
6. **Mettre en place un mécanisme de gestion pacifique des conflits**. Toutes les communautés et tous les participants aux ateliers reconnaissent la nécessité d'un mécanisme de gestion des conflits pour gérer les conflits sur des questions telles que la destruction des champs. Il s'agira probablement d'un conflit entre deux parties, l'agriculteur et l'éleveur, avec la participation d'une tierce partie neutre telle qu'un maire ou un chef de village et la présence du Groupe de Conseil.



**Un puits près de Saffra, l'une des 25 sources d'eau que les éleveurs semi-sédentaires de Misseriya creusent dans le lit des rivières.**

## COHESION SOCIALE

Le terme de cohésion sociale décrit la manière dont les normes de confiance et d'appartenance évoluent au fil du temps grâce aux interactions sociales et surtout aux échanges économiques mutuellement bénéfiques et aux interdépendances qui en découlent.<sup>10</sup> En tant que tels, les avantages du maintien de la cohésion sociale incitent à engager un dialogue constructif en cas de conflit et à éviter que celui-ci ne dégénère en violence.

La consultation a mesuré les dimensions et les niveaux de cohésion sociale entre les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires dans quatre domaines. Les interactions commerciales (échanges), la dynamique des conflits et les mécanismes de résolution des conflits font l'objet de chapitres distincts. Ici, l'accent est mis sur l'interaction sociale.

### Interaction sociale

Une série de questions portant sur des événements sociaux clés a servi d'indicateur pour estimer les niveaux de cohésion sociale. Les huit premières questions portaient sur la participation effective et la volonté à participer à quatre types d'événements clés (mariages, funérailles, danses traditionnelles et cérémonies religieuses) dans la vie de l'autre groupe.

	Mariage	Funérailles	Danse traditionnelle	Cérémonie religieuse
	%	%	%	%
Sédentaires : A participé dans le cours de la dernière année	<b>26</b>	<b>35</b>	<b>29</b>	<b>40</b>
Transhumants : A participé dans le cours de la dernière année	<b>45</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>55</b>
Sedentariness: participerait si invité	<b>74</b>	<b>81</b>	<b>78</b>	<b>80</b>
Transhumant: participerait si invité	<b>99</b>	<b>100</b>	<b>98</b>	<b>90</b>

Les résultats indiquent des niveaux élevés d'interaction sociale entre les communautés sédentaires et transhumantes : au moins un tiers des personnes interrogées ont assisté à un mariage, à des funérailles, à une danse traditionnelle ou à une cérémonie religieuse organisée par l'autre groupe, et une majorité considérable accepterait sans hésiter ou accepterait probablement une invitation à un tel événement.

<sup>10</sup> Programme des Nations unies pour le développement, 2020, p.18. Pour une introduction à l'évolution historique du terme, voir Jensen, 2010, pp. 3 - 16.

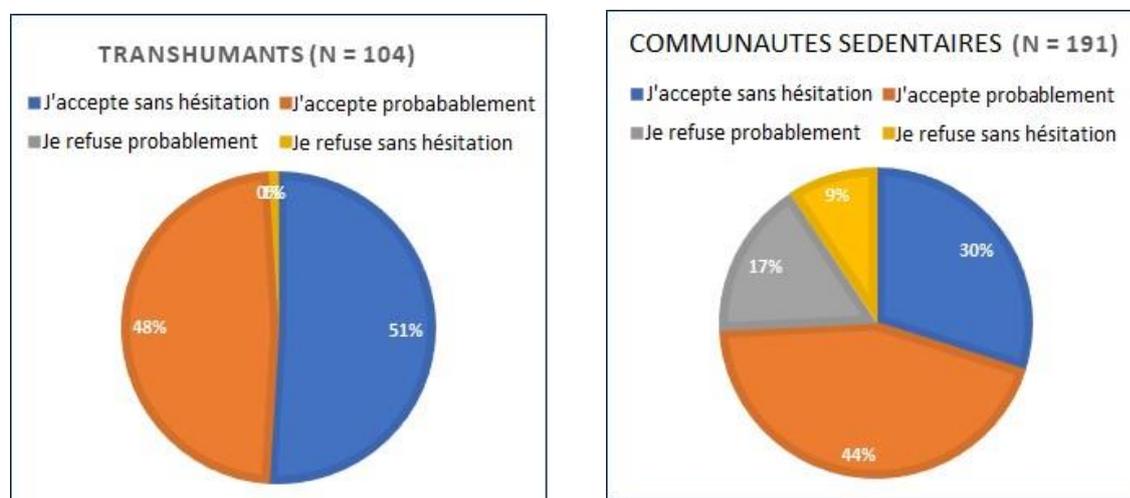
Les chiffres montrent également une augmentation significative de l'interaction sociale effective ou potentielle depuis la consultation précédente. En 2019, par exemple, moins de 10 % de toutes les personnes interrogées ont déclaré avoir participé à une cérémonie de mariage organisée par l'autre communauté et un peu moins de 60 % ont déclaré qu'elles accepteraient sans hésitation, ou accepteraient probablement, une invitation à un tel événement.

Les réponses positives de 98 % et plus des éleveurs transhumants à la question de savoir s'ils accepteraient une invitation à se joindre à un événement social clé dans la vie de l'autre communauté suggèrent également une amélioration significative de la cohésion sociale par rapport à 2019, lorsque trois transhumants sur 13 (23 %) avaient déclaré qu'ils refuseraient probablement de participer au mariage d'une personne de l'autre communauté. De même, près de 80 % des personnes issues de communautés sédentaires ayant répondu en 2021 ont déclaré qu'elles assisteraient certainement ou probablement à une danse traditionnelle de l'autre communauté si elles y étaient invitées, contre un peu plus de 70 % en 2019.

Les hommes sont beaucoup plus susceptibles que les femmes d'avoir participé à l'un de ces événements sociaux clés (par exemple, 50 % des hommes ont déclaré avoir assisté à des funérailles, contre 26 % des femmes). Les jeunes (18-25 ans) sont également plus susceptibles que les plus de 25 ans d'y avoir participé (53 % ont assisté à un mariage contre moins de 30 % pour les groupes plus âgés). Les hommes sont également beaucoup plus nombreux que les femmes à dire qu'ils accepteraient une invitation sans hésiter (par exemple, pour une danse traditionnelle : 54% contre 31%) et les femmes beaucoup plus nombreuses à dire qu'elles refuseraient sans hésiter (par exemple, pour un mariage : 10% contre 2%). Il convient toutefois de noter qu'une forte majorité de femmes déclarent qu'elles accepteraient d'assister sans hésitation ou accepteraient probablement une invitation à l'un de ces événements sociaux clés (par exemple, 81% des femmes accepteraient ou accepteraient probablement une invitation à un enterrement).

Les données relatives aux communautés transhumantes et sédentaires font apparaître deux différences principales. La première est que les éleveurs transhumants sont beaucoup plus susceptibles d'avoir assisté à un mariage, à des funérailles, à une danse traditionnelle ou à une cérémonie religieuse organisée par une communauté sédentaire que l'inverse. La seconde est que le pourcentage de personnes déclarant qu'elles refuseraient immédiatement ou probablement une invitation est très faible, voire inexistant, pour les éleveurs transhumants, mais beaucoup plus important pour les communautés sédentaires. Par exemple, parmi les participants sédentaires interrogés, 19% déclarent qu'ils refuseraient immédiatement ou probablement une invitation à des funérailles dans la communauté transhumante. Néanmoins, notons à nouveau qu'une forte majorité des participants des communautés sédentaires

déclarent qu'ils accepteraient une invitation sans hésitation ou qu'ils l'accepteraient probablement.



### PARTICIPERIEZ-VOUS À UNE CÉRÉMONIE DE MARIAGE ORGANISÉE PAR L'AUTRE COMMUNAUTÉ ?

La participation réelle et la volonté de participer diffèrent d'une zone géographique à l'autre, comme le montrent les tableaux ci-dessous. Alors que les données sur la participation réelle montrent une interaction sociale plus forte à Ouanda Djallé et Birao qu'à Boromata, Sikikédé et Tiringoulou, chaque région montre une majorité de personnes interrogées prêtes à assister à l'un des quatre événements sociaux clés si elles y sont invitées. Il convient de noter en particulier les données relatives à Sikikédé, où, bien que seulement une personne interrogée sur dix ait assisté à un mariage, à des funérailles ou à une danse traditionnelle de l'autre communauté, toutes les personnes interrogées, sauf une, déclarent qu'elles y assisteraient si elles y étaient invitées.

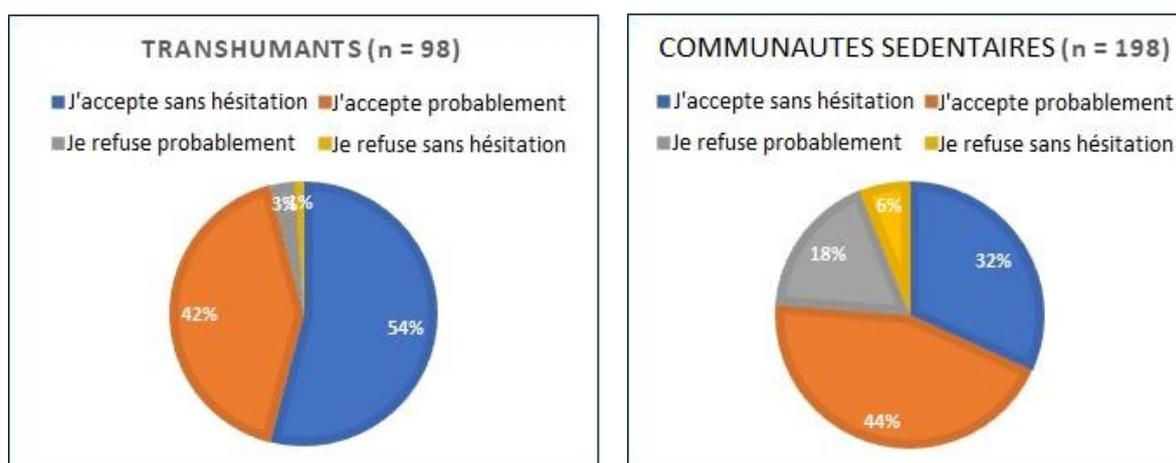
A participé au cours de l'année écoulée - <b>Sédentaires</b>	Mariage	Funérailles	Danse traditionnelle	Cérémonie religieuse
	%	%	%	%
Birao	40	47	45	44
Boromata	11	4	7	26
Sikikédé	10	10	10	50
Tiringoulou	16	23	23	34
Ouanda Djallé	35	62	35	58

Participerait si invité* - <b>Sédentaires</b> *Pour sur & probablement	Mariage	Funérailles	Danse traditionnelle	Cérémonie religieuse
	%	%	%	%
Birao	80	80	80	71
Boromata	52	78	59	85
Sikikédé	90	90	90	90
Tiringoulou	69	77	77	84
Ouanda Djallé	85	92	88	84

## Confiance

Les trois questions suivantes portent sur les interactions sociales qui requièrent de la confiance (héberger quelqu'un sous son propre toit, permettre à son enfant de jouer avec un enfant de l'autre groupe, permettre le mariage de son enfant avec quelqu'un de l'autre groupe).

83% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles accepteraient certainement ou probablement d'héberger quelqu'un de l'autre communauté, dont 75% de la communauté sédentaire et 96% de la communauté transhumante. En revanche, un quart des répondants des communautés sédentaires ont déclaré qu'ils refuseraient d'offrir un logement aux transhumants.



### ACCEPTERIEZ-VOUS OU REFUSERIEZ-VOUS D'ACCUEILLIR UNE PERSONNE DE L'AUTRE COMMUNAUTÉ ?

Comme on pouvait s'y attendre au vu des réponses aux questions sur les principaux événements sociaux, les femmes sédentaires sont beaucoup moins susceptibles que

les hommes sédentaires de dire qu'elles accepteraient certainement ou probablement d'héberger quelqu'un de l'autre communauté (65% contre 88%).

Contrairement aux réponses précédentes, les personnes âgées de 18 à 25 ans sont plus nombreuses que les groupes plus âgés à déclarer qu'elles refuseraient sans hésitation ou refuseraient probablement d'accueillir une personne d'une autre communauté, bien qu'une majorité considérable (77%) déclare toujours qu'elle accepterait sans hésitation ou qu'elle accepterait probablement.

Les réponses sont similaires à la question :

***Accepteriez-vous ou refuseriez-vous que votre enfant joue avec un enfant de l'autre communauté ?***

75% des hommes laisseraient probablement ou certainement leur enfant jouer avec quelqu'un de l'autre communauté, dont plus de 70% des sédentaires et plus de 90% des transhumants. 70% des femmes laisseraient probablement ou certainement leurs enfants jouer, dont un peu moins de 60% (59%) des sédentaires et plus de 95% des transhumantes.

Seuls six des 95 éleveurs transhumants ont déclaré qu'ils refuseraient certainement ou probablement, alors que 35% des sédentaires ont déclaré qu'ils refuseraient sans hésitation ou probablement.

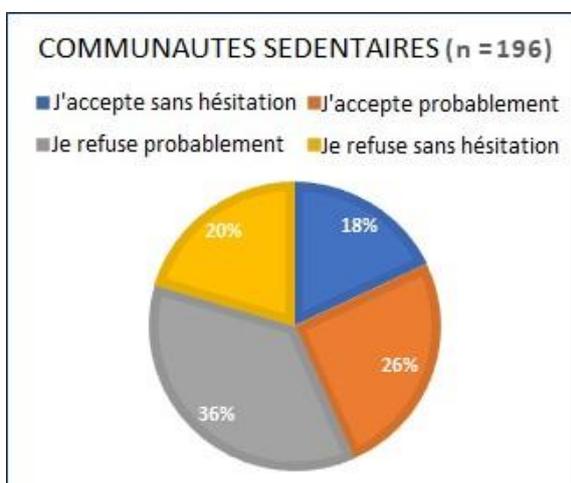
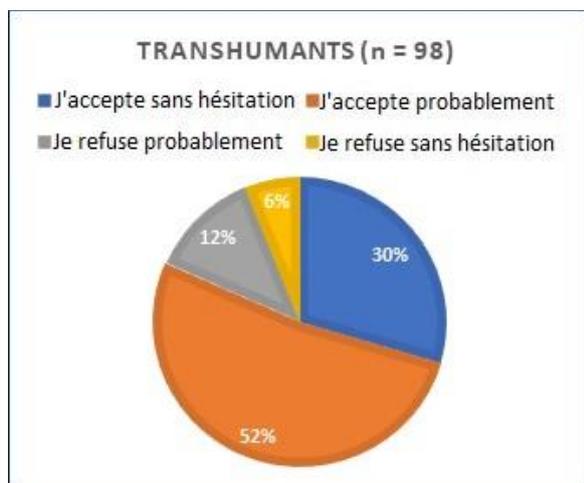
Comme précédemment, les hommes sédentaires sont presque deux fois plus susceptibles d'accepter sans hésitation que les femmes sédentaires (36% contre 19%), bien qu'une majorité de femmes sédentaires (59%) disent qu'elles accepteraient ou accepteraient probablement.

Les réponses ventilées par âge révèlent des tendances intéressantes. Les jeunes transhumants sont plus susceptibles que les personnes plus âgées de dire qu'ils accepteraient sans hésitation que leur enfant joue avec un enfant de l'autre communauté, mais pour les communautés sédentaires, la seule tranche d'âge où une majorité dit qu'elle refuserait probablement ou certainement est celle des 18-25 ans.

***Accepteriez-vous ou refuseriez-vous que votre enfant se marie avec une personne de l'autre communauté ?***

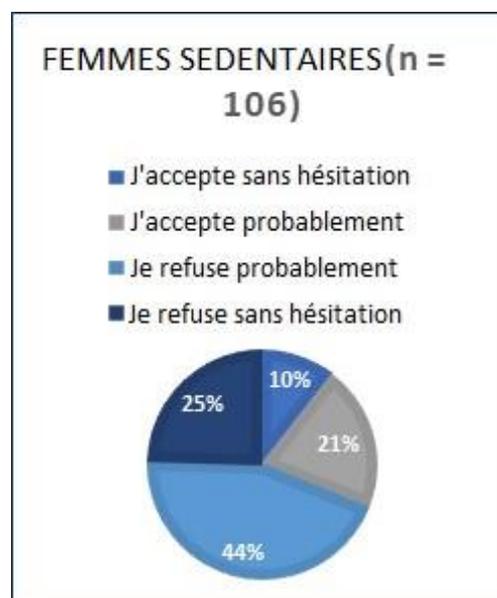
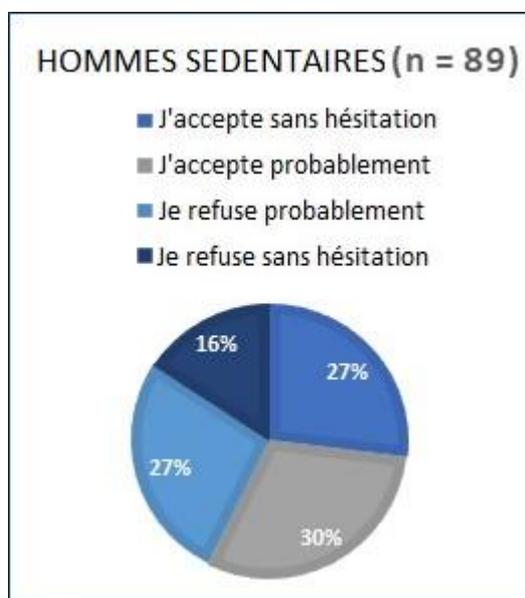
Une majorité (56%) des répondants disent qu'ils accepteraient probablement ou certainement que leur enfant épouse quelqu'un de l'autre communauté, mais il reste 44% qui disent qu'ils refuseraient probablement ou certainement. Alors que près d'un tiers des 98 répondants transhumants ont déclaré qu'ils accepteraient sans hésitation et que plus de 80% accepteraient ou accepteraient probablement, dont 70% des

femmes, une majorité des 196 répondants des communautés sédentaires refuseraient probablement ou refuseraient sans hésitation, dont près de 70% des femmes.



**ACCEPTERIEZ-VOUS OU REFUSERIEZ-VOUS QUE VOTRE ENFANT SE MARIE AVEC UNE PERSONNE DE L'AUTRE COMMUNAUTÉ ?**

Il existe une différence considérable entre les réponses des hommes et des femmes sédentaires, les femmes étant beaucoup plus nombreuses à déclarer qu'elles refuseraient ou refuseraient probablement de permettre à leur enfant d'épouser une personne de l'autre communauté.



**ACCEPTERIEZ-VOUS OU REFUSERIEZ-VOUS QUE VOTRE ENFANT SE MARIE AVEC UNE PERSONNE DE L'AUTRE COMMUNAUTÉ ?**

Dans les communautés sédentaires, les jeunes (18-25 ans) sont beaucoup plus susceptibles que les personnes plus âgées (50+) de dire qu'ils accepteraient sans hésitation (25 % contre 9 %). Dans tous les groupes d'âge, cependant, une majorité

refuserait ou refuserait probablement. L'inverse est vrai pour les transhumants : les jeunes transhumants sont plus susceptibles que les plus âgés de dire qu'ils refuseraient, bien qu'une majorité de tous les groupes d'âge accepterait.

Bien que les participants aux groupes de discussion n'aient pas parlé spécifiquement des mariages, des funérailles et d'autres occasions d'interaction sociale, les données qualitatives éclairent certains résultats quantitatifs.

### **Ce qui marche**

À l'exception de la dernière question sur la confiance (accepteriez-vous ou refuseriez-vous que votre enfant épouse une personne de l'autre communauté ?), la majorité des membres des communautés transhumantes et sédentaires répondent qu'ils interagiraient ou qu'ils interagiraient probablement avec l'autre communauté.

Des commentaires positifs sur les interactions sociales ont été émis lors des discussions de groupe. Les éleveurs transhumants et le coordinateur régional de la FNEC à Birao affirment que la transhumance permet des échanges mutuels entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs, ce qui, entre autres avantages, contribue à la cohésion sociale entre les deux communautés. Les avantages économiques et sociaux sont considérés comme profitables pour les deux communautés. Les femmes de Madawa affirment que la personne qui entretient les relations sociales avec les transhumants est le chef de village.

Lorsque la comparaison directe avec les données de 2019 est possible, tous les résultats de 2021 montrent une augmentation de l'interaction sociale, de la volonté à interagir et de la confiance. Cela suggère une amélioration progressive de la cohésion sociale et la possibilité d'un retour aux niveaux d'avant la crise. Les participants aux groupes de discussion affirment qu'avant la crise de 2013, les agriculteurs et les éleveurs entretenaient de très bonnes relations, tant sur le plan social que commercial.

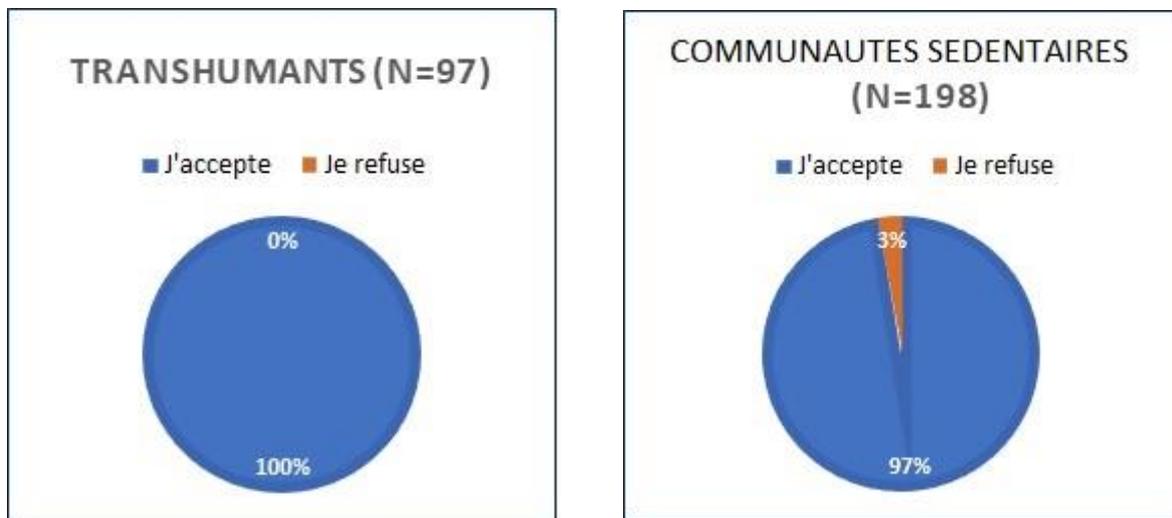
D'une manière générale, l'image de la cohésion sociale qui se dessine dans les données sur les interactions sociales suggère une volonté générale de participer aux événements importants de la vie de l'autre groupe. Ceci est particulièrement évident chez les éleveurs transhumants consultés.

Dans ce contexte d'ouverture croissante, les réponses à une dernière question méritent d'être soulignées :

### ***Accepteriez-vous ou refuseriez-vous les ateliers de dialogue ?***

La question a été conçue pour évaluer la volonté d'aborder les problèmes de manière non violente, structurée et ciblée. La totalité des éleveurs transhumants consultés et

97 % des personnes interrogées dans les communautés sédentaires ont exprimé leur volonté d'interagir de cette manière.



### ACCEPTERIEZ-VOUS OU REFUSERIEZ-VOUS LES ATELIERS DE DIALOGUE ?

#### Ce qui ne marche pas

Pour toutes les questions, à l'exception de la dernière question sur la confiance (Accepteriez-vous ou refuseriez-vous que votre enfant épouse une personne de l'autre communauté ?), la majorité des femmes a répondu qu'elles interagiraient ou interagiraient probablement avec l'autre communauté. Cependant dans tous les cas, les femmes étaient beaucoup moins susceptibles que les hommes d'avoir interagit avec l'autre communauté et beaucoup plus susceptibles de dire qu'elles refuseraient ou refuseraient probablement d'interagir avec elle.

Tous les commentaires négatifs des communautés sédentaires sur les interactions sociales, à l'exception d'un seul, proviennent de groupes de femmes. Un groupe de femmes Runga à Birao déclare qu'aujourd'hui, le climat de méfiance entre les deux communautés affecte dangereusement leurs relations au niveau social. Les transhumants qui viennent sans leur famille sont les plus belliqueux, agressifs, consommateurs de drogues et ne se conforment pas aux normes sociales qui régissent la pratique de la transhumance en RCA. Un autre groupe de femmes à Birao affirme qu'il n'y a pas de relations sociales entre elles parce que les transhumants sont belliqueux, tandis qu'une femme Gula à Koubale affirme qu'il n'y a pas de relations sociales entre la communauté locale et les transhumants à cause du mauvais comportement de ces derniers. Les femmes Sara Massalite et Kara à Matala affirment que les relations sociales entre agriculteurs et transhumants existaient avant la crise, mais qu'après la crise, ils n'avaient pas de relations sociales avec les éleveurs, seulement des relations commerciales et économiques, et que le lieu de rencontre était le marché.

Un groupe d'hommes transhumants affirme que le manque d'autorité de l'Etat au Darfour a conduit à l'émergence de groupes de bandits armés qui s'organisent pour saboter l'ordre social établi entre les éleveurs soudanais et les communautés centrafricaines de Sikikédé et Boromata.

## **Recommandations issues des consultations sur la cohésion sociale**

### 1. Recommandations pour soutenir la cohésion sociale

- Les participants aux ateliers recommandent que l'État déclare son soutien à une culture de la paix et de la cohésion sociale.
- Les participants aux ateliers recommandent que la police et les autorités locales diffusent des messages de paix, de vivre ensemble, de réconciliation, de tolérance.
- Établir l'autorité de l'État (sécurité) en RCA et de l'autre côté de la frontière au Darfour pour réduire l'impact des groupes armés sur l'ordre social entre les communautés transhumantes et les communautés sédentaires.
- Les participants aux ateliers recommandent que la police et les autorités locales soutiennent les activités du Groupe de Conseil et la collaboration entre les membres du Groupe de Conseil et les chefs de communauté (chefs de groupe, village).
- Trouver des moyens de lever l'obstacle à la cohésion sociale que constitue le comportement de certains transhumants décrit par certaines femmes sédentaires comme agressif et menaçant.
- Les participants aux ateliers recommandent d'impliquer les femmes dans les activités de prévention et de consolidation de la paix et dans la prise de décision au niveau communautaire et dans les assemblées parlementaires.

### 2. Recommandations pour faire preuve d'exemplarité en matière de cohésion sociale

- La population souhaite que les forces de sécurité intérieure changent leur comportement, perçu par certains comme discriminatoire, et montrent le bon exemple en étant des acteurs de la paix.

## DYNAMIQUES DE CONFLITS

### Facteurs influençant les dynamiques des conflits dans la Vakaga

Les facteurs décrits par les personnes ayant participé aux consultations de 2021 qui ont façonné les dynamiques des conflits à Vakaga sont les suivants :

1. **Les conventions historiques.** Certains districts de Birao, par exemple, ont historiquement été principalement habités par les groupes ethniques Runga ou Gula. En cas de conflit, les communautés sédentaires se sentent obligées de quitter leur région, qui peut alors être occupée par un autre groupe ethnique. Les participants à la transhumance affirment que les Kara se considèrent comme le peuple autochtone de Birao et s'approprient la terre, ce qui leur donne le droit de se comporter comme ils l'entendent.
2. **Accords historiques.** Les conflits sont influencés par la création et le non-respect d'accords entre les groupes. Un exemple cité par les participants aux consultations de 2021 est le pacte de non-agression signé entre les Runga et les Salamat.
3. **Structures en place.** Les structures en place - ou l'absence de structures dans d'autres lieux - influencent à la fois les causes et la résolution des conflits. Les participants ont mentionné, par exemple, une structure fonctionnant dans la sous-préfecture de Ouanda-Djallé depuis 2004 pour effectuer des contrôles de surveillance sur les éleveurs afin qu'ils ne s'approchent pas des champs et sur les agriculteurs afin qu'ils ne cultivent pas sur les couloirs traditionnels de transhumance. La présence de cette structure à Ouanda-Djallé réduirait les conflits, tandis que l'absence de cette structure dans d'autres zones géographiques contribuerait aux conflits.
4. **Les événements spécifiques.** Certains événements ont eu un effet profond et durable sur la dynamique des conflits. En 2007, par exemple, le village de Sergobo a été incendié par des transhumants arabes soudanais Misseriya à la suite d'altercations entre eux et la population sédentaire au sujet de la destruction des récoltes. La population sédentaire a été déplacée. Le conflit entre les deux groupes a éclaté au cours des années suivantes, comme cela a été décrit lors des consultations de 2021.
5. **Changement significatif et durable.** Des changements plus graduels peuvent également affecter la dynamique des conflits. Les participants à la consultation décrivent, par exemple, comment pendant plus d'une décennie (depuis 2009) la gestion de la zone de Vakaga a été dominée par les groupes armés plutôt que par l'État.
6. **Facteurs au-delà des frontières.** Les facteurs qui influencent les dynamiques des conflits ne s'arrêtent pas aux frontières internationales. Les participants parlent, par exemple, du conflit entre les groupes ethniques Misseriya et Salamat au Soudan qui a débordé en RCA en 2016.

## **Les événements spécifiques qui façonnent les dynamiques des conflits dans la Vakaga**

Pour comprendre les dynamiques des conflits dans la Vakaga, il est nécessaire d'avoir une certaine connaissance des événements clés spécifiques mentionnés par les participants aux consultations. Certains de ces événements sont communs à tous et mentionnés par de nombreuses personnes, d'autres sont fortement ressentis par certains, mais dans une zone géographique plus limitée. Les principaux événements spécifiques mentionnés par les participants aux consultations dans la Vakaga en 2021 sont présentés ci-dessous, en utilisant, dans la mesure du possible, des descriptions directement tirées des consultations.<sup>11</sup>

---

<sup>11</sup> Les groupes armés mentionnés sont le MLCJ (Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice), le FPRC (Front patriotique pour la révolution en Centrafrique), l'UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement) et le PRNC (Parti du Rassemblement de la nation centrafricaine), l'UFDR (Union des forces démocratiques pour le rassemblement) et le PRNC (Parti du Rassemblement de la nation centrafricaine).

2012/2013

- Événement:** Crise militaro-politique en République centrafricaine.
- Zone(s) affectée(s):** Toute la Vakaga, mais certains effets ne sont ressentis que localement.
- Impact sur les dynamiques des conflits (exemples):** Un groupe armé soudanais (les Janjawid) a profité du désordre pour attaquer leurs frères soudanais. Pendant la crise de 2013, alliés des groupes armés, les transhumants ont changé de comportement (auparavant irréprochable). Le village de Boldja est encerclé par les transhumants soudanais depuis 2013. Les transhumants sont revenus à Délembé après la crise de 2013, alors qu'ils n'y étaient plus autorisés depuis 1998, date à laquelle le village a été intégré à la ZCV (zone de chasse villageoise).

sept 2019

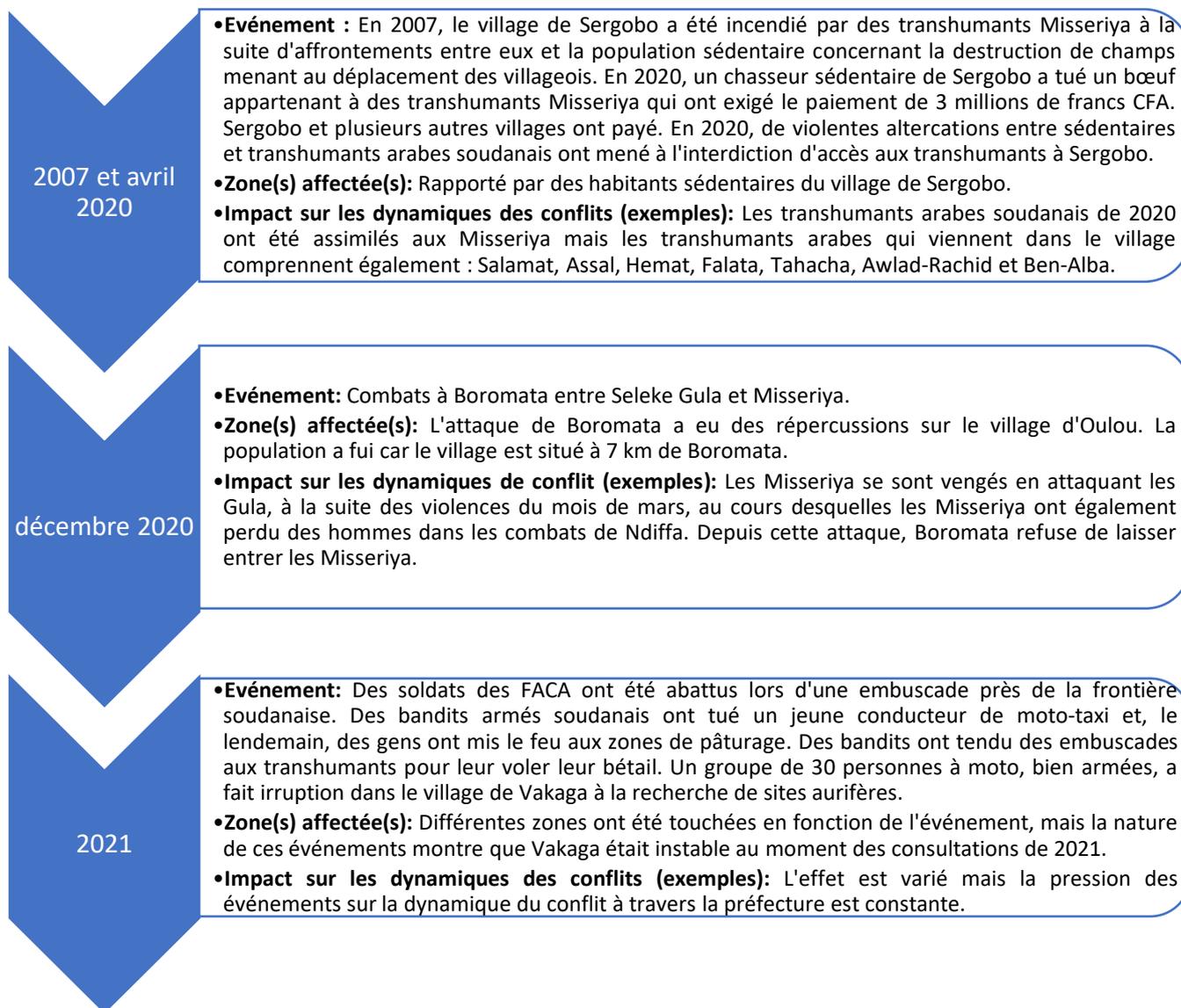
- Événement:** Le fils du sultan de Birao (Kara) a été tué par un homme Runga lors d'une dispute. En conséquence, le MLCJ (Kara) a tué l'un des chefs du FPRC (associé aux Runga).
- Zone(s) affectée(s):** Les populations ont été déplacées de Birao et de Ouanda-Djallé. Les violences se sont surtout produites à Birao et dans ses environs, mais aussi dans l'ensemble de la Vakaga.
- Impact sur les dynamiques des conflits (exemples):** Affrontements interethniques : les Kara sont soutenus par les Gula, les Runga par les Sara, les Borno et les Haoussa. Les Runga sont déplacés de Birao. Des maisons de Salamats semi-nomades ont été incendiées à Birao (considéré comme allié des Kara). Conflit au sein du FPRC entre les Runga et les Kara, et entre l'UFDR Gula et le MLCJ Runga.

mars 2020

- Événement:** Attaque du village de Terfel. Les transhumants Falata signalent que 20 à 25 des leurs ont été tués et que 100 têtes de bétail ont été volées. Les Falata affirment que les assaillants étaient des Misseriya et un groupe armé soudanais (Janjawid). La communauté sédentaire à Terfel signale que plus de 85 de ses chèvres et moutons ont été volés par des transhumants arabes soudanais.
- Zone(s) affectée(s):** Événement(s) mentionné(s) par la communauté sédentaire et les transhumants de Falata interrogés à Terfel et rencontrés à Sikikédé.
- Impact sur les dynamiques des conflits (exemples):** Les habitants de Terfel installés à Kara affirment que, jusqu'en mars 2013, la situation à Terfel était stable en termes de sécurité.

mars 2020

- Événement:** Assassinat du "Général" Issa Issaka Aubin (chef du PRNC, Gula) à Ndiffa: les Misseriya s'opposaient à la saisie d'une voiture qu'ils étaient accusés d'avoir volée (achetée au Darfour).
- Zone(s) affectée(s):** Ceci est soulevé par des Misseriya à Safra (Birao), à Bachama (Birao), des femmes agricultrices à Madawa (Tiringoulou) et Boromata, le 1er adjoint au maire de Ouandja et des agriculteurs Runga à Sikikédé. Des répercussions ont été ressenties à Boromata, et l'attaque de Boromata a provoqué une fuite de transhumants de toutes ethnies de Boromata vers Sikikédé.
- Impact sur les dynamiques des conflits (exemples):** Il y avait eu un accord (il y a 10 ans) entre les Misseriya et les Gula, mais il a été rompu avec l'assassinat du "Général".



## Un changement significatif et durable qui façonne les dynamiques des conflits à Vakaga

Comme pour les événements spécifiques, il est important d'avoir une idée de ce que les personnes consultées à Vakaga en 2021 ont appelé les changements qui façonnent les dynamiques des conflits dans la préfecture. Là encore, leurs mots sont utilisés pour décrire à la fois les changements et l'impact sur les dynamiques des conflits lorsque cela est possible.

Nature du changement	Zone(s) affectée(s)	Impact sur les dynamiques de conflit
Des groupes armés reprennent la gestion de la Vakaga à la place de l'État.	Amdafock, axe Birao-Boromata et Birao-Takamala,	La période 2009-2020 a été marquée par le banditisme, les

<p>Combats entre groupes armés, par exemple pour le contrôle de la frontière à Amdafock 2019/2020.</p> <p>Attaques de groupes armés contre les stations d'eau des camps de déplacés.</p> <p>La MINUSCA protège Birao avec des chars.</p>	<p>Birao et environs, Matala</p>	<p>vols, les meurtres, les pillages, les violences morales et physiques.</p> <p>Peur à Birao de voir des groupes armés venir attaquer, attaques sur les camps de déplacés.</p> <p>Les groupes armés et les groupes ethniques (liés) autour de Birao sont armés et prêts à passer à l'offensive.</p> <p>Les Arabes de Tahacha disent que certains éleveurs ont été attaqués (par des groupes armés).</p> <p>Manifestations violentes contre la MINUSCA.</p>
<p>Les affrontements interethniques se poursuivent depuis 2019. Les Kara sont soutenus par les Gula ; les Runga par les Sara, les Borno et les Haoussa. Alliances similaires dans les groupes armés.</p>	<p>Ensemble de la préfecture de Vakaga.</p>	<p>La crise de 2019, marquée par des affrontements intercommunautaires entre les Gula, les Runga et les Kara, a entraîné le déplacement d'une partie de la population à l'intérieur et à l'extérieur de Birao.</p> <p>Le centre de Birao a été plus touché par la destruction des maisons et des champs des ethnies minoritaires.</p> <p>Ces événements ont mis à mal la cohésion entre les communautés.</p>
<p>Série d'événements violents survenus au cours d'un certain nombre d'années, notamment rébellion armée, enlèvements par l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) et conflits intercommunautaires.</p>	<p>Préfecture de Ouanda-Djallé.</p> <p>Des effets spécifiques ont été ressentis localement, par exemple les attaques nocturnes de la LRA ont fait de nombreuses victimes à Ouanda-Djallé. Des personnes ont été</p>	<p>La région a été secouée par des conflits qui l'ont presque ruinée. Pour se défendre contre la LRA, les habitants de Ouanda-Djallé ont créé un mouvement d'autodéfense et, depuis, la LRA n'est plus active dans la région.</p>

	tuées par la LRA à Mandoua.	
<p>Problèmes persistants entre la communauté sédentaire et les transhumants à Ndiffa, soulevés par les transhumants Falata qui ont quitté Ndiffa.</p> <p>Les personnes sédentaires à Ndiffa affirment que seuls les éleveurs soudanais du groupe ethnique Falata sont autorisés à rester en raison de leur comportement, mais malgré cela, il existe un certain nombre de problèmes graves au sein de la communauté, notamment des histoires de viols.</p>	<p>Les transhumants du village de Vakaga (région de Tiringoulou) et de Sikikédé parlent de leurs désaccords avec les sédentaires de Ndiffa.</p>	<p>Les Falata Oudda disent qu'ils ont plus de problèmes avec les agriculteurs, en particulier ceux de Ndiffa, les femmes et les hommes Falata du campement de Vakaga disent qu'ils ont quitté Ndiffa en raison de désaccords avec les sédentaires, et les Falata de Sikikédé disent qu'ils ont déménagé en raison de désaccords avec les sédentaires de Ndiffa.</p> <p>Les femmes Gula de Ndiffa disent que les éleveurs soudanais ne veulent pas respecter les règles qui régissent la RCA et qu'ils sont impliqués dans la destruction des champs, des jardins et des points d'eau et, pire encore, dans le viol des femmes du village. Les Gula (plus âgés) sédentaires disent cependant que les Falata se distinguent des autres par leur volonté de collaborer, mais que les transhumants et les groupes armés ont une relation forcée et que les transhumants ont presque quitté la région autour de Ndiffa à cause des groupes armés.</p> <p>Les agricultrices de Madawa affirment que les groupes ethniques Falata et Salamat ne s'entendent pas et que c'est la raison pour laquelle les Falata se trouvent du côté de Tiringoulou alors que les autres groupes ethniques se trouvent du côté de Vodomassa, Boromata et Sikikédé.</p>

<p>Voir les événements spécifiques ci-dessus. Mars et décembre 2020 Gula contre Misseriya. Comme pour les problèmes entre les transhumants et la population sédentaire à Ndiffa, il peut s'agir d'une série d'événements ou d'un changement plus important et durable.</p>		<p>Les groupes de sédentaires et de transhumants affirment que les Misseriya ne sont plus acceptés dans la région, mais la transhumance par d'autres est signalée avec seulement les tensions et les désaccords habituels.</p>
--	--	--

### Structures en place - ou absence de structures

Les structures en place auxquelles les participants ont fait référence lors des consultations 2021 sont énumérées ici, en utilisant à nouveau leurs mots lorsque c'est possible.

1. **Forces de sécurité intérieure à Birao.** Les communautés sédentaires et transhumantes de Birao et des environs affirment que le déploiement des forces de sécurité intérieure à partir de décembre 2020 a amélioré la situation en matière de sécurité et a permis aux personnes déplacées de rentrer chez elles. L'État rappelle également les règles, par exemple en indiquant aux éleveurs de chameaux qu'ils ne sont pas autorisés à se rendre dans certaines zones. Les transhumants arabes Rachid dans un camp près de Boromata disent qu'il y a eu un changement dans la sécurité depuis le retour de l'État à Birao - ils font référence à la gendarmerie, aux FACA et à la police - et que, à cause de cela, il n'y a pas eu d'attaques au cours des 12 derniers mois.
2. **Absence d'autorité de l'État au Darfour.** Contrairement à la perception du retour de l'État à Birao et dans ses environs, les participants affirment que l'absence d'autorité de l'État au Darfour a conduit à l'émergence de groupes de bandits armés qui s'organisent pour saboter l'ordre social établi entre les éleveurs soudanais et les communautés de Sikikédé et de Boromata.
3. **Zonage de la transhumance.** Des rapports font état de la création de zonages à Tiringoulou et Ouandja, où les éleveurs doivent s'éloigner d'au moins 15 km des villages.

### Comment les dynamiques des conflits sont ressenties à travers la Vakaga

Lorsqu'on leur demande s'ils ont déjà eu un conflit avec une population spécifique, plus de 80% des femmes et des hommes répondent par la négative. 87% des transhumants répondent également par la négative, tout comme plus de 80% de la population sédentaire.

18% des répondants des communautés sédentaires et 11% des transhumants disent avoir eu un conflit avec une population spécifique.

La réponse la plus fréquente à la question de savoir avec qui vous avez un conflit est celle des transhumants étrangers, avec 19 mentions. La deuxième réponse la plus importante est "autres" (6).

17 des mentions de transhumants étrangers ont été faites par la population sédentaire, une par la population semi-sédentaire et une par un transhumant. La mention la plus fréquente pour les transhumants est "autres" (5), suivie par les musulmans (2).

Bien qu'elle ait fait l'objet de critiques constantes et abondantes dans les groupes de discussion, une seule personne (semi-sédentaire) a spécifiquement déclaré avoir eu un conflit avec un Misseriya. Ce chiffre est inférieur à celui des musulmans (4) et identique à celui des Falata Moulmoul, des éleveurs de chameaux et des chrétiens. Un répondant (sédentaire) a mentionné les Seleka de l'ethnie Runga.

Il n'y a pas de différences significatives entre les réponses des hommes et des femmes, ni de différences d'âge significatives.

Lorsqu'on leur pose des questions distinctes sur la sécurité, un pourcentage beaucoup plus élevé de répondants sédentaires (plus de 40 %) déclarent avoir été victimes de l'un des groupes qu'ils considèrent comme responsables de l'insécurité (principalement des éleveurs transhumants étrangers et des bandits armés). Les abus comprenaient le vol de bétail et la violence physique, suivis de près par le pillage et les incendies criminels. Un seul des quelques transhumants ayant répondu à cette question a déclaré avoir été victime d'un des groupes qu'ils considèrent comme responsables de l'insécurité (bandits armés, autres, FACA et villageois).

### **Précautions quant aux conclusions sur les dynamiques des conflits**

Les notes des animateurs et les observations des groupes de discussion font état de certaines préoccupations et d'un manque d'ouverture de la part des participants lorsqu'il s'agit de parler des dynamiques des conflits. L'environnement des groupes de discussion peut avoir empêché les gens de parler ouvertement, par peur ou en raison de considérations sociales ou politiques. Lors d'une entrevue avec un coordonnateur régional de la FNEC, l'enquêteur a fait état de la peur et de l'insécurité du coordonnateur lorsqu'il parlait des relations entre les transhumants et les groupes armés. L'enquêteur a ensuite décrit la conviction du coordonnateur selon laquelle les éleveurs s'associent à des groupes armés non pas parce qu'ils sont heureux de le faire, mais parce qu'ils ont besoin de protection. Un facilitateur a signalé que les hommes Misseriya d'un groupe de discussion semblaient ne pas aborder la question de la sécurité, un autre a mentionné une conversation privée après un groupe de discussion dans laquelle un agriculteur a déclaré que l'insécurité avait augmenté depuis 2013 et

plus encore avec la présence de groupes armés soudanais depuis 2018. Un facilitateur a noté qu'il semblerait que les agriculteurs étaient trop effrayés pour parler ouvertement de leur relation avec les groupes armés, qu'ils auraient donc déclaré ne pas avoir eu de problème, de question ou de conflit violent récemment, et que : "tout le monde serait en parfaite harmonie".

### **Dynamiques des conflits par zone : Birao, Tiringoulou, Ouanda-Djallé, Boromata et Sikikédé**

Les informations suivantes proviennent principalement des discussions de groupe et des ateliers. Elles donnent un aperçu détaillé des dynamiques des conflits par zone et, dans certains cas, dans des villages spécifiques. Les allégations d'attaques et d'incidents n'ont pas été vérifiées mais donnent un bon aperçu des perceptions et des relations entre les groupes.

#### **Zone de Birao**

Les participants de Ouanda-Djallé, à la question de savoir pourquoi la transhumance y est plus pacifique qu'à Birao, estiment que, à Birao, la transhumance est plus ou moins militarisée, avec des alliances entre les transhumants (qui sont principalement des Arabes), et des groupes armés, et entre les transhumants et certains groupes ethniques. Par exemple, les Gula ont pour alliés les Emat. Les Rachid et Runga ont pour alliés les Salamat et les Sara.

Les groupes de discussion sédentaires de Birao et des environs parlent des transhumants et des groupes armés, établissant parfois un lien entre les deux, mais l'essentiel de leur conversation porte sur le conflit avec les transhumants.

Les transhumants décrivent à la fois de bonnes et de mauvaises relations avec les populations sédentaires et les groupes armés, mais seul un groupe a fait référence à l'existence d'un accord entre différents groupes ethniques de transhumants et aucune des notes des groupes de transhumants ne fait référence à une alliance entre eux et les groupes armés.

#### **Conflits autour de la transhumance pré et post 2013**

Presque tous les groupes sédentaires font une distinction entre l'avant et l'après 2013 lorsqu'ils parlent de la transhumance. Avant la crise militaro-politique de 2013, les relations avec les transhumants étaient bonnes, tant sur le plan social que commercial. Les transhumants qui venaient dans la région de Birao étaient principalement des Tahacha soudanais et des Peulh Mbororo tchadiens. Ils étaient généralement plus âgés, venaient avec des membres de leur famille et se déplaçaient sans armes. Ils avaient des chefs locaux (Ardo/Katchalla). La transhumance était bien organisée et les structures décentralisées de l'État exerçaient un contrôle strict. Chaque année, le ministère de l'élevage organisait une conférence nationale avec tous les chefs traditionnels (sultans), les préfets, les sous-préfets et les maires ainsi que les techniciens de la FNEC et de l'ACDA pour discuter des problèmes pertinents dans toutes les régions du pays et convenir des modalités de la transhumance pour la nouvelle saison. Avant que les transhumants n'entrent en RCA, une délégation

dirigée par le sultan de Birao et accompagnée de représentants du FNEC, de l'ANDE, des services vétérinaires et de la gendarmerie se rendait à la frontière pour identifier et enregistrer les transhumants et le nombre de têtes de bétail par propriétaire. Les transhumants ne venaient que vers la fin du mois de décembre, après que les agriculteurs aient récolté les champs. Les transhumants respectaient les champs des populations sédentaires et étaient prêts à collaborer en cas de conflit. Ils faisaient des achats importants, ce qui avait un impact positif sur les conditions sociales et de vie des populations sédentaires. Les femmes transhumantes vendaient du lait de vache et collaboraient bien avec les femmes sédentaires.

Depuis 2013, les groupes sédentaires affirment que les relations se sont détériorées. L'absence de l'État a entraîné des violences de la part des transhumants à l'encontre des sédentaires. Il existe toujours une relation commerciale, mais pas de relation sociale. Les participants sédentaires expliquent cette situation par l'arrivée d'un autre groupe de transhumants, des éleveurs arabes d'origine soudanaise, dont le comportement est décrit comme totalement différent. Ils sont issus de groupes ethniques tels que les Misseriya, Salamat (certains du Soudan, d'autres du Tchad), Tahacha, Rachid, Hemat, Bornou, Amiteria / Almitera, Iram, Sahadi, Djerara, Nadimia, Salmania (du Tchad), Haoulat-rabat, Lyalacheck, Ben-hassane et Ben-halba. Certains viennent avec des membres de leur famille, femmes et enfants, mais d'autres viennent seuls. Ceux qui viennent sans leur famille seraient jeunes et auraient de mauvais comportements, notamment de l'agressivité et certains consommeraient de la drogue. Certains participants mentionnent des vols de bétail et des actes de violence, y compris sexuelle, à l'encontre des femmes, parfois lorsqu'elles sont seules dans les champs.

L'affirmation selon laquelle il existe une relation commerciale mais pas de relation sociale entre certaines communautés sédentaires et transhumantes est étayée par certains résultats de la recherche quantitative. Dans la région de Birao, près de 20 % des sédentaires interrogés déclarent qu'ils refuseraient sans hésiter de participer à un mariage ou à des funérailles organisées par l'autre communauté. Cela diffère selon l'ethnie : presque tous les Gula et les Sara disent qu'ils accepteraient une invitation à des funérailles sans hésitation (75%) ou qu'ils accepteraient probablement (25%), tandis que près de 30% des Runga disent qu'ils refuseraient sans hésitation, tout comme près de 25% des Kara (notez que la taille des échantillons est faible). En revanche, aucun répondant sédentaire de Boromata et de Sikikédé ne déclare qu'il refuserait sans hésiter une invitation à un mariage ou à des funérailles. Près de 30% des femmes sédentaires de la région de Birao déclarent qu'elles refuseraient certainement ou probablement de participer à une danse traditionnelle organisée par l'autre communauté, et plus de 40% donnent la même réponse pour une cérémonie religieuse.

Certains groupes de discussion transhumants, mais pas tous, font également une distinction entre l'avant et l'après 2013 lorsqu'ils parlent de la transhumance. Dans le passé, la transhumance fonctionnait normalement et les transhumants et les populations sédentaires avaient de très bonnes relations. Les transhumants pouvaient mener leurs activités en toute quiétude. Les groupes attribuent cela à la présence de l'Etat et à la sécurité qui en découle : les services de l'Etat tels que la police et la gendarmerie patrouillaient régulièrement, à titre

dissuasif, sur les routes principales et les militaires poursuivaient tout assaillant, de sorte qu'ils ne se sentaient pas en insécurité et pouvaient mener leurs activités en toute quiétude.

Avec la crise de 2013, la transhumance a changé. Un groupe dit que toutes les difficultés ont commencé avec la crise. Comme les groupes sédentaires, les transhumants parlent de l'arrivée depuis 2013 d'un autre groupe de transhumants. Pendant la crise, il y a eu des cas de vol de bétail par des transhumants de l'ethnie Misseriya. Les femmes Misseriya semi-sédentaires de Safra affirment que les nouveaux arrivants, y compris d'autres Misseriya, ont un comportement agressif qui affecte les relations entre les populations sédentaires et transhumantes. Ces Misseriya sont craints par la population locale comme étant les plus dangereux et sont également craints par les autres Misseriya. Un groupe de Misseriya transhumants reconnaît que certains Misseriya sont agressifs et ne coopèrent pas lorsqu'il s'agit de régler un conflit lié à la destruction d'un champ. Les femmes arabes soudanaises Rachid déplorent le comportement des autres transhumants, en particulier des Misseriya, qui ne respectent pas les champs des agriculteurs. La population sédentaire ne fait pas la différence entre eux et les autres transhumants, ce qui fait qu'elle n'accepte plus aucun transhumant. Les transhumants reconnaissent que le bétail est souvent près des champs et justifient cela par le fait qu'il y a des champs partout, avec des couloirs occupés par les agriculteurs et aucune démarcation entre les zones agricoles et les zones d'élevage, et que les camps doivent être proches des champs en raison de l'emplacement des points d'eau. Un groupe de femmes soudanaises transhumantes issues d'un mélange de groupes ethniques affirme que les conflits liés à la destruction des champs sont causés par les transhumants qui arrivent tôt, avant que les champs n'aient été récoltés, en raison de la concurrence pour l'accès aux ressources, en particulier aux points d'eau. D'autres difficultés sont liées à la présence de groupes armés et de bandits dans les villages et dans la brousse, qui les attaquent soit pour extorquer de l'argent (taxes illégales), soit pour s'emparer du bétail par la force. Depuis 2013, il y a de nombreux collecteurs d'impôts, y compris des groupes armés, et il n'est pas clair qui a le droit de collecter les impôts. Les feux de brousse sont également mentionnés par plusieurs groupes de transhumants dans la région de Birao : ils disent qu'ils sont causés délibérément par les populations sédentaires, contribuant à rendre les pâturages de plus en plus rares et secs, et que cela est également une source de conflit.

Certains transhumants ne font pas de distinction entre l'avant et l'après 2013. Ils disent qu'ils ont toujours eu des problèmes avec les agriculteurs en RCA et au Soudan. D'autres disent qu'ils viennent depuis de nombreuses années parce qu'ils coexistent pacifiquement avec la population sédentaire : des groupes de transhumants arabes Tahacha disent qu'ils reviennent chaque année depuis plus de 20 ans sans problème particulier et qu'il y a une bonne cohésion et aucun conflit entre les éleveurs et la population de Délembé ; un groupe de Misseriya dit aussi qu'il passe sa transhumance dans cette région sans problème particulier et qu'il a une bonne relation avec la population de Bougaye.

### **Conflits autour de la transhumance entre 2019 et 2021**

Certains affirment que la situation sécuritaire s'est améliorée, suite au retour progressif des autorités politico-administratives et militaires dans la sous-préfecture de Birao. Avant, il n'y

avait pas de sécurité sur les corridors, les Seleka étaient partout. Certains attribuent ce calme relatif au déploiement des forces de sécurité intérieure en décembre 2020, tout en reconnaissant qu'elles sont restées cantonnées à Birao, ou à la présence des forces spéciales internationales. Pour d'autres, malgré le déploiement des forces de sécurité et les sensibilisations menées par les organisations humanitaires sur la transhumance, les difficultés persistent. Les autorités locales et les leaders de la jeunesse de Délembé affirment que, bien que la situation sécuritaire soit relativement calme, la population vit dans la peur, redoutant un éventuel retournement de situation.

### **Causes de conflits lors de la transhumance**

Les transhumants n'ont pas de mal à comprendre pourquoi il y a des conflits au sujet du bétail : étant donné son importance économique et sociale (le bœuf fournit de la nourriture et de l'argent pour d'autres besoins et le fait de posséder ou d'entretenir un grand troupeau d'animaux en bonne santé donne du prestige), il est inévitable qu'il soit convoité par d'autres personnes. Il existe des cas d'abattage de bétail qui aggravent les relations avec les agriculteurs.

Les transhumants reconnaissent également que leur bétail est souvent près des champs, mais ils se justifient en disant qu'il y a des champs partout. Les conflits sont fréquents sur les axes désormais occupés par les champs, comme ceux entre Amdafock et Birao en passant par Roukoutou, car les transhumants ne peuvent pas accéder aux points d'eau indispensables à leur bétail. Ils disent réduire les risques de conflits en arrivant après toutes les récoltes et en repartant avant les semailles. La présence de champs sur les corridors est un problème plus important en RCA qu'au Soudan car au Soudan, il est formellement interdit aux agriculteurs d'installer des champs sur les corridors et autour des points d'eau.

### **Utilisation d'armes pendant la transhumance**

Les participants sédentaires affirment que les transhumants arrivés depuis 2013 sont souvent armés, certains avec des couteaux, des arcs, des flèches et d'autres avec des armes à feu, notamment des fusils d'assaut et des armes automatiques telles que des kalachnikovs, ce qui signifie que les conflits liés à la destruction des champs débouchent souvent sur des violences, souvent mortelles. Certains racontent qu'ils ont été menacés avec des armes à feu lorsqu'ils ont osé se plaindre de la destruction des champs. Les jeunes sédentaires disent que ceux qui ont les armes détiennent le pouvoir : la plupart des éleveurs qui détruisent les champs sont bien armés d'armes à feu et les jeunes ne peuvent pas les confronter pour faire valoir leurs droits.

Les représentants des autorités locales affirment que les porteurs d'armes sont des transhumants étrangers, notamment les Hanagamba, les Mbarala et les Hontorbe. Elles reconnaissent que les éleveurs portent des armes pour se protéger. Ils reconnaissent l'insécurité dans laquelle vivent les éleveurs, notamment à cause des bandits armés, mais ils affirment que le port d'armes par les éleveurs est très inquiétant pour les agriculteurs car il crée un déséquilibre entre les deux communautés. Ils admettent également que les éleveurs peuvent ne pas être conscients qu'ils ne respectent pas les couloirs, car les couloirs officiels n'existent pas et les transhumants viennent par les routes qu'ils connaissent. Certains

participants reconnaissent qu'ils ont peut-être tort d'accuser les éleveurs de braconnage et de banditisme.

Certains transhumants affirment ne pas porter d'armes. D'autres disent que la plupart des transhumants ont des armes, mais qu'ils ne les portent que pour se protéger et protéger leur bétail, et qu'ils ne les utilisent que lorsqu'ils sentent que leur vie ou celle de leurs animaux est en danger. Un groupe de femmes Hemat affirme que leur communauté possède des machettes, des arcs et des flèches pour se protéger. Les transhumants rapportent que les fermiers sont également armés d'armes similaires qu'ils utilisent lorsqu'ils attrapent un bœuf dans leur champ. Un groupe de femmes transhumantes soudanaises d'ethnies mixtes affirme que les conflits avec la population sédentaire surviennent lorsque des accusations sans fondement sont portées contre les transhumants : des bandits armés non identifiés commettent des vols et s'enfuient ensuite dans la brousse, poursuivis par des villageois qui suivent les traces et, lorsqu'ils atteignent un campement, accusent les habitants du délit.

### **Dynamiques des conflits avec des groupes ethniques particuliers**

Certaines populations sédentaires font état d'une bonne dynamique de conflit avec des groupes ethniques particuliers de transhumants, y compris certains d'origine arabe. Un groupe d'autorités locales et d'animateurs de jeunesse à Délembé, par exemple, a du mal à régler les conflits avec les Arabes soudanais Tahacha, qu'ils décrivent comme armés et agressifs, mais trouve un groupe de transhumants Awlad-Rachid (également des Arabes soudanais) modéré et disposé à collaborer lorsqu'il s'agit de régler des conflits liés à la destruction des champs, au vol et à l'abattage du bétail. Les agropasteurs Kara de Dahal, en revanche, affirment que la cohabitation avec les Arabes Tahacha a toujours été pacifique, malgré les conflits liés à la destruction des champs.

Les transhumants font également état de bonnes relations avec certains groupes. Un groupe de Misseriya affirme que, chaque année, le village de Safra, avec sa population d'origine Kara, accueille les transhumants étrangers. Les Arabes Salamat semi-sédentaires disent avoir de bonnes relations avec les Sara, les Runga, et même les Gula et les Arabes du Tchad. Ils affirment que les Kara commercent et se marient avec les Salamat. Un groupe de transhumants arabes Tahacha à Terfel semble vivre en harmonie avec leurs hôtes Kara : depuis plusieurs décennies, ces deux communautés cohabitent pacifiquement.

En revanche, un autre groupe de transhumants arabes soudanais Salamat affirme que les Kara sont hostiles aux transhumants, les Sara moins. Les zones encore hostiles aux transhumants sont les villages Kara au nord-est de Birao. Les litiges avec les Sara sont réglés à l'amiable, tandis que ceux avec les Kara donnent lieu à des demandes d'indemnisation supérieures aux dommages causés. Les obstructions des couloirs de transhumance sont plus fréquentes et plus intenses dans les villages Kara.

Les éleveurs arabes Misseriya sont les plus critiqués, par les groupes sédentaires et les autorités locales, accusés de conduire délibérément leur bétail dans les champs pour détruire les récoltes et d'avoir un comportement belliqueux. Ils sont décrits comme les plus dangereux, portant des armes en brousse, menant des attaques armées, volant et tuant. Les

jeunes de Manou rapportent qu'en 2013, trois hommes Gula se sont fait voler leurs possessions par des Arabes Misseriya sur l'axe Birao - Delembe et un a été tué. Les Gula de Manou affirment que les Misseriya sont accompagnés de bandits armés qui volent des motos et d'autres véhicules et tuent les gens à leur guise. Les femmes de Toumou affirment que les Misseriya ont la réputation de voler du bétail, de porter des armes et même de violer les femmes de la localité. On leur reproche également de ne pas faire de commerce dans la Vakaga et d'aller plutôt acheter ce dont ils ont besoin au Soudan.

Interrogés sur leur réputation, les Misseriya déclarent que, comme dans toute société, la communauté Misseriya compte quelques brebis galeuses, mais que les autres groupes ethniques devraient éviter de généraliser leur comportement. Dès qu'un Misseriya commet des erreurs, comme la destruction de champs ou le banditisme, ils généralisent et disent que tous les Misseriya sont mauvais. Ils ont l'impression d'être confrontés à des relations très difficiles avec les communautés sédentaires depuis bien avant la crise de 2013. Un groupe de Misseriya à Ferick Bougaye a déclaré qu'en 2019, lorsque les Runga et les Gula étaient en conflit, les Gula accusaient tous les Misseriya d'être complices de leurs ennemis. Le conflit a empêché les Misseriya de se déplacer vers la zone de Tiringoulou ou le centre de Birao, les obligeant plutôt à se rendre à Amdafock pour acheter de la nourriture et des médicaments vétérinaires. La situation déjà difficile s'est aggravée depuis le conflit de mars 2020 à Ndiffa à propos de la vente d'un véhicule par un Gula à un Misseriya au Soudan. Leur perception est que les Gula sont maintenant en coalition avec d'autres groupes ethniques pour nuire aux Misseriya. Ils estiment que leur sécurité n'est plus garantie car ils sont rejetés par les autres communautés qui les assimilent à des groupes armés et à des bandits. Ils ne peuvent pas se rendre au marché de Birao de peur d'être arrêtés.

### **Relations entre transhumants**

Les femmes semi-sédentaires disent qu'elles ont également des conflits avec d'autres transhumants parce que leurs champs sont endommagés par leur bétail.

Les femmes Salmania semi-sédentaires parlent d'un conflit survenu en 2013 entre les Salamat et les Misseriya. Ce conflit a entraîné une perte de bétail pour les Salmania, qui ont dû partir rapidement. Un groupe d'hommes semi-sédentaires Salamat a déclaré avoir conclu un accord avec cinq autres tribus arabes, dont les Misseriya et les Hemat, afin de ne pas se faire de l'argent ou de ne pas se faire de mal. Un groupe de transhumants Hemat dit s'être fait voler deux bœufs par des bergers Misseriya il y a trois ans.

Les différents groupes de transhumants expriment des points de vue différents sur les éleveurs de chameaux. Un groupe de participants arabes Salamat semi-sédentaires affirme que les éleveurs de chameaux ne posent aucun problème : ils ne volent pas, ils ne détruisent pas les cultures, lorsqu'un chameau se casse une patte, ils vendent la viande au village. Un groupe de femmes transhumantes arabes soudanaises d'ethnies mixtes affirme que les éleveurs de chameaux profitent des puits pastoraux en secret pendant la nuit mais ne contribuent pas à leur entretien.

### **Relations avec les groupes armés**

Les observateurs notent une réticence de la part des participants sédentaires à parler de leurs relations avec les groupes armés et les autorités locales indiquent que les gens ne voudront pas en parler. Un groupe de Gula déclare simplement qu'il n'y a pas de groupes armés à Birao car ils sont engagés dans le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) incorporé dans les Unités spéciales mixtes de sécurité (USMS) et les accords de Khartoum. Un groupe de Kara à Terfel déclare n'avoir aucune relation avec les groupes armés. Un représentant des autorités locales a déclaré que les groupes armés ne jouaient plus un rôle important, mais quelques heures après l'entretien, plusieurs soldats des FACA ont été abattus lors d'une embuscade près de la frontière soudanaise. Les jeunes de Manou affirment qu'il n'y a pas d'altercations avec les groupes armés dans la région : les relations avec les groupes armés sont uniquement familiales. Certains participants à un groupe de jeunes à Nguene Boura disent qu'ils ont été obligés par la relation entre les groupes armés et les transhumants de prendre les armes et de former un groupe d'autodéfense afin de sécuriser le village. Un autre groupe affirme que, pendant la crise, en l'absence des autorités militaires, les groupes armés ont pris de force le bétail des habitants locaux. Le coordinateur régional de la FNEC affirme que les agriculteurs ne choisissent pas d'avoir des relations avec les groupes armés : ils craignent ces groupes, sont appauvris par leurs extorsions et préféreraient s'en débarrasser.

Certains groupes les décrivent comme entretenant des relations avec les groupes armés ou comme des alliés de ces derniers et affirment qu'ils entretiennent de bonnes relations en raison de leur appartenance ethnique commune. D'autres affirment que les transhumants n'ont aucune relation ou conflit avec les groupes armés.

Interrogés sur leurs relations avec les groupes armés, les participants semi-sédentaires déclarent qu'il s'agit de bandits armés qui volent le bétail des autres et que leur communauté n'a aucune relation avec eux.

Certains transhumants disent avoir de très bonnes relations avec les groupes armés ou ne pas avoir d'affrontements avec eux, d'autres disent que les relations avec les groupes armés ne sont pas sans problèmes. Ils ne soutiennent aucun groupe armé : ces groupes prennent leur bétail par la force et leur imposent des taxes exorbitantes. Des conflits éclatent souvent à propos de la perception des taxes et parfois de l'arbitrage suite à la destruction des récoltes. Les agriculteurs qui veulent faire pression sur les transhumants pour obtenir des compensations plus élevées ont recours aux groupes armés. Certains disent que les groupes armés sont meilleurs que les FACA et les gendarmes : les FACA et les gendarmes mettent leurs enfants en prison à Birao et ils doivent payer pour les faire libérer. Certains disent ne payer des taxes aux groupes armés que lorsqu'ils sont en petit nombre dans le camp ou qu'ils ne sont pas armés. Les groupes armés viennent rarement dans le camp car ils risquent de créer des tensions. Pour éviter les conflits, l'essentiel est de payer les taxes.

### **Bénéfices de la transhumance pacifique**

Les groupes sédentaires reconnaissent et décrivent les avantages de la transhumance, principalement le commerce et la disponibilité d'animaux de trait. Un groupe de jeunes dit avoir de bonnes relations avec tous les transhumants (y compris plusieurs groupes ethniques arabes soudanais) à l'exception des Misseriya. Pour eux, la transhumance est une

activité importante pour leur village dans le sens où le commerce contribue à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La nécessité pour les jeunes d'être économiquement actifs est l'une des raisons pour lesquelles les leaders de la jeunesse de Délembé appellent au retour de la ZCV. L'embauche de jeunes pour effectuer des travaux à haute intensité de main d'œuvre dans ces zones de chasse a non seulement contribué à réduire le chômage et la pauvreté, mais aussi à diminuer les conflits entre agriculteurs et éleveurs, car les jeunes occupés n'auraient pas l'idée de voler ou de tuer le bétail des transhumants.

Les transhumants reconnaissent également les avantages du commerce avec les populations sédentaires, car c'est grâce à elles que les transhumants trouvent des produits alimentaires pour nourrir leur famille et leur bétail.

### **Recommandations issues des consultations pour améliorer les dynamiques de conflit à Birao**

En termes de remèdes et de recommandations pour améliorer les dynamiques des conflits, les populations sédentaires indiquent que l'absence d'autorité de l'Etat (sécurité) est le plus grand obstacle à l'amélioration de leur situation à court terme.

Les populations sédentaires mentionnent également l'absence d'un cadre de gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs.

Pour les transhumants, seul le zonage permettra d'éviter les conflits entre les différents acteurs de la transhumance, car il permettra aux agriculteurs, aux éleveurs et aux gestionnaires des parcs de rester dans leurs zones respectives.

Selon les autorités locales, la source de la plupart des problèmes est le non-respect des couloirs de transhumance, ce qui entraîne des problèmes de destruction des champs et d'intrusion dans les parcs nationaux. Ils reconnaissent que la principale raison pour laquelle les éleveurs choisissent d'autres itinéraires est l'insécurité liée au vol de bétail.

Les transhumants affirment que les autorités locales, les agriculteurs et les éleveurs doivent tous partager la responsabilité des conflits liés à la transhumance. Les services tels que l'ANDE et la FNEC doivent à nouveau être fonctionnels, les agriculteurs doivent éviter de cultiver partout et d'abattre le bétail, les éleveurs doivent chercher des solutions négociées aux conflits.

Il est important de résoudre le problème de l'insécurité pour pouvoir demander aux transhumants de venir sans armes à feu.

Comme à Ouanda-Djallé, les autorités locales doivent communiquer avec les communautés transhumantes. Les éleveurs doivent envoyer des représentants auprès des autorités locales dès leur arrivée, afin de se présenter et d'être informés des règles locales et des accords de partage des ressources naturelles. Le coordinateur régional de la FNEC a également exprimé un fort soutien au système des gourniers, inopérant depuis la crise de 1996, dont le rôle était d'informer et d'accompagner les éleveurs venant de l'étranger ainsi que de surveiller les couloirs.

Les autorités locales recommandent une réunion entre les autorités et les chefs des différentes communautés, avec la collaboration de l'ACDA et de la FNEC, afin de déterminer les zones réservées aux éleveurs et celles réservées aux agriculteurs, et de définir la marche à suivre par les éleveurs, notamment l'enregistrement avant l'arrivée, la présentation aux autorités locales, le paiement des droits et la coopération en matière de port d'armes. Ils acceptent que des autorités militaires soient nécessaires pour faire respecter les accords.

Les transhumants Misseriya demandent à Concordis d'organiser un dialogue intercommunautaire pour la paix et la réconciliation entre les communautés sédentaires et les Misseriya, en présence de leurs chefs et des autorités locales.

Les transhumants recommandent une réunion des leaders des différents groupes de transhumants afin de parvenir à un consensus sur le comportement à adopter pendant la transhumance.

### **Zone de Tiringoulou**

Tous les transhumants qui ont participé aux groupes de discussion dans la région de Tiringoulou sont des Falata, y compris Oudda, Ekaher, Ekaye et Dankoe. Ce sont des éleveurs soudanais (Peulh, pas arabes) qui transhument en RCA autour de Tiringoulou, Ouandja et Gordil. Comme indiqué ci-dessous, les éleveurs Falata sont le seul groupe accueilli dans certaines parties de cette zone, mais il y a des transhumants d'autres groupes ethniques dans d'autres parties : les hommes sédentaires du village de Madao disent qu'en plus des Falata qui sont les plus courants, ils voient des groupes arabes, y compris des Salamite, Misseriya, Tahacha, Rizegat et Hemat.

Tous les participants des groupes de discussion sédentaires de la région de Tiringoulou dont le groupe ethnique est mentionné sont des Gula. Certaines communautés sédentaires de la région de Tiringoulou, comme le village de Boldja, sont à majorité chrétienne.

### **Relations entre groupes sédentaires et transhumants**

Certains transhumants affirment que les relations entre les agriculteurs et les éleveurs transhumants de l'ethnie Falata sont bonnes. Ils ont établi de bonnes relations avec la communauté sédentaire par le biais de contacts, d'échanges économiques et d'une volonté de collaboration amiable. Ils n'ont aucun conflit avec les populations sédentaires car ils respectent les champs et s'en éloignent pour faire paître leur bétail. Ils connaissent la valeur des champs car ils en dépendent pour leur subsistance pendant la transhumance, et c'est pourquoi ils les protègent de la destruction pendant la période de pâturage. Si, par erreur, le bétail pénètre dans les champs, ils sont toujours prêts à conclure des accords à l'amiable pour éviter les conflits avec les agriculteurs.

D'autres disent qu'il y a toujours des conflits avec les communautés sédentaires, mais qu'ils restent loin des villages, ce qui réduit la destruction des cultures et des points d'eau, et donc les conflits avec les populations sédentaires. Un groupe affirme qu'en restant à environ 30 km des villages, il n'a pas eu de conflit avec la population sédentaire au cours des cinq dernières années. Certains agriculteurs aggravent les conflits en faisant appel à des groupes

armés ou aux autorités locales qui compliquent le problème là où il devrait être possible de le gérer à l'amiable sans impliquer une tierce partie.

Plusieurs groupes de transhumants disent avoir des problèmes avec les agriculteurs de Ndiffa. Certains ont quitté la zone pour s'installer dans le village de Vakaga, en raison de désaccords sur les dégâts causés aux cultures qui empêchent les communautés sédentaires de Ndiffa de les accepter. Ils disent qu'il y a eu tellement de déclarations de destruction qu'ils "ne pouvaient pas respirer". Ils ont accepté de payer pour les dégâts, mais les prix fixés étaient excessifs. Un participant a déclaré que son enfant, qui surveillait le bétail, a été battu par le fils d'un agriculteur.

Certains participants sédentaires ont un point de vue différent sur les raisons pour lesquelles les transhumants ont quitté Ndiffa, en disant que c'est à cause des groupes armés qui leur imposent des taxes, y compris des montants irréalistes pour les dommages causés aux récoltes. Certains décrivent cependant des conflits avec les transhumants et font référence à l'attaque d'Arabes soudanais en 2020 pour la vente d'une voiture. Un groupe sédentaire de Ndiffa fait la distinction entre les transhumants qui viennent chercher des pâturages pour leur bétail et qui sont prêts à collaborer pour parvenir à un accord après la destruction des récoltes, et ceux qui ne viennent pas pour transhumer mais avec des armes pour tuer ou voler des animaux et les vendre au Soudan, ou pour faire du banditisme et des vols. Les participants plus âgés affirment que les éleveurs Falata sont différents des autres : ils se présentent aux autorités locales dès leur arrivée, restent aussi loin que possible des villages et des zones cultivées pour éviter la destruction des récoltes, sont prêts à collaborer lorsque les récoltes sont endommagées et à prendre en compte les motivations et les intérêts des agriculteurs, et n'utilisent des armes que lorsque cela est nécessaire pour empêcher le vol de leur bétail. Une minorité plus jeune affirme que les Falata sont malhonnêtes et prêts à violer les femmes qui se rendent seules aux champs : lorsque les transhumants n'étaient pas autorisés dans la région, ils n'avaient aucun problème avec la destruction des récoltes et le viol de leurs femmes. Selon un groupe de femmes Gula de Ndiffa, les éleveurs soudanais ne respectent pas les règles de la RCA et sont toujours impliqués dans la destruction des récoltes et, pire encore, dans le viol des femmes du village. Ce sont les actes de viol qui ont poussé les femmes de Ndiffa à rejeter la présence des éleveurs. Elles reconnaissent les avantages économiques et sociaux de la transhumance - les transhumants paient de bons prix pour les produits récoltés, ce qui permet aux populations sédentaires d'acheter des produits de première nécessité pour la saison des pluies et lorsque des enfants disparaissent dans la brousse, ils sont retrouvés et ramenés à leurs parents dans les villages - mais le risque de viol les empêche de s'occuper de leurs cultures et de réparer leurs maisons.

Au-delà de Ndiffa, les transhumants Falata sont présents et acceptés par la population, bien que les relations ne soient pas exemptes de conflits. A Bamara, des hommes Gula sédentarisés confirment les avantages des échanges économiques avec les éleveurs, mais décrivent de sérieux problèmes liés à leur présence : destruction des cultures, braconnage d'espèces protégées, manque de respect pour les autorités locales. Un groupe de fermiers Gula à Madao parle également des avantages du commerce avec les transhumants, mais dit que les transhumants contribuent à l'insécurité alimentaire dans la région parce que les villageois ont peur de commencer à cultiver jusqu'à ce que les transhumants aient quitté la

région, les cultures sont détruites et la source réservée de la pêche dans le cours d'eau de la Vakaga est perturbée. Une femme de Madawa raconte que la femme de son frère a été harcelée par un éleveur Falata alors qu'elle lavait son linge au bord d'une rivière.

Les participants sédentaires font la distinction entre différents groupes de transhumants Falata. Certains font preuve de civilité envers les autorités locales et entretiennent de bonnes relations avec les agriculteurs en respectant les champs cultivés. D'autres ne se présentent pas aux autorités lorsqu'ils arrivent dans un village et se querellent toujours pour la destruction des cultures. Les Oudda et les Moulmoul sont les plus belliqueux. Ils se comportent comme les transhumants arabes Misseriya ou Hemat, refusant de prendre la responsabilité de trouver une solution à la destruction des cultures, toujours prêts à utiliser les armes comme moyen de dissuasion. Ceux qui sont prêts à dialoguer pour trouver une solution au conflit sont les Falata Kouri et les Dankoe. Les différents groupes arrivent à des moments différents, mais c'est leur comportement qui pose problème : Les Falata Moulmoul arrivent en décembre, après les récoltes, mais causent toujours "plus de problèmes qu'on ne peut l'imaginer". Ils ne respectent pas les autorités, ne paient pas d'impôts et ne veulent pas s'asseoir pour trouver un accord à l'amiable sur la destruction des récoltes. Les Oudda consultés confirment qu'ils ont des problèmes avec les agriculteurs, mais disent qu'ils se tiennent à l'écart des villages pour y remédier, tandis que les Dankoe parlent de leur proximité avec la communauté et de leur volonté de gérer les conflits liés à la destruction des récoltes dans un esprit de collaboration.

Dans la région de Tiringoulou, il y a quelques mentions de relations antérieures et postérieures à la crise de 2013. Les agriculteurs de Gula affirment que le village de Boldja était entouré de transhumants soudanais depuis 2013, ce qui a créé un climat d'insécurité et de peur. Mais depuis 2019, la communauté vit en parfaite harmonie avec les éleveurs Falata venus du Soudan. Ils se font l'écho des transhumants en affirmant qu'il n'y a pas de destruction des récoltes car les éleveurs restent à l'écart du village. Les villageois de Boldja notent également les avantages de la transhumance, notamment le commerce et les services fournis aux éleveurs, qui renforcent l'économie et la cohésion sociale, et le paiement d'une redevance de 15 000 à 20 000 francs CFA par chaque éleveur, qui est utilisée pour aider les personnes les plus vulnérables du village avec des produits de première nécessité comme le savon et le sucre et pour aider à payer les parents enseignants à l'école.

### **Utilisation d'armes pendant la transhumance**

Les transhumants et les groupes sédentaires affirment que tous les éleveurs portent des armes. Un groupe d'agricultrices de Madawa affirme que les Falata sont les seuls à ne pas être militarisés.

Les transhumants disent faire confiance à la population de Tiringoulou, en particulier aux autorités locales, pour assurer leur sécurité et celle de leurs animaux. Ils disposent d'armes pour se défendre si leur campement est attaqué par des bandits non identifiés. Certains ont des chiens pour assurer la sécurité de leur bétail la nuit. Un groupe dit avoir perdu plus de 200 bêtes en 2013, soit près de la moitié de son cheptel, lorsque des bandits armés de nationalité soudanaise ont profité du désordre pour attaquer les camps. Ils ont décidé de

s'armer dans le seul but de protéger leur bétail. Un autre groupe affirme ne pas avoir été attaqué depuis la crise de 2013.

Les groupes sédentaires reconnaissent que les transhumants ont besoin d'armes pour se défendre et qu'on ne peut pas leur demander de venir sans elles sous peine d'être attaqués par des bandits armés. Ils citent la circulation des armes comme l'un des inconvénients de la transhumance. Les femmes sédentaires à Madawa disent que les éleveurs soudanais se promènent librement avec des armes de guerre obtenues au Soudan et qu'elles ont peur de vaquer à leurs occupations. Les hommes sédentaires de Madao affirment que les transhumants possèdent des armes illégales, notamment des AK47, et qu'ils les utilisent pour commettre des crimes contre la population sédentaire, notamment des tentatives d'agression sexuelle sur des femmes. Les transhumants préfèrent également recourir aux armes et aux menaces plutôt que de gérer le problème de la destruction des récoltes dans un esprit de collaboration. Des bandits armés de nationalité soudanaise et tchadienne dévalisent les communautés villageoises.

### **Relations entre transhumants**

Les transhumants Falata disent qu'ils choisissent leurs itinéraires en fonction de leur appartenance ethnique, en évitant tout contact avec les autres groupes de transhumants avec lesquels ils ont des conflits interethniques, notamment les Misseriya, les Salamat, les Rizegat et les Hemat. Plusieurs groupes décrivent comment ils ont perdu du bétail en 2020 à la suite de l'attaque de Terfel par les Misseriya et un groupe armé soudanais (Janjawid), au cours de laquelle plus de 20 de leurs membres ont été tués. L'année dernière, ils n'ont pas été attaqués. Les groupes sédentaires décrivent également des conflits entre transhumants. Les participants sédentaires de Bamara affirment que les éleveurs de Falata ont été contraints de modifier leur itinéraire à la suite d'un conflit avec les Tahacha. Les femmes sédentaires de Madawa décrivent un conflit entre les groupes ethniques Falata et Salamat et disent que c'est pour cette raison que les Falata se trouvent du côté de Tiringoulou et que les autres groupes ethniques se trouvent vers Vodomassa, Boromata et Sikikédé.

Certains groupes sédentaires décrivent les relations entre transhumants comme moins conflictuelles. Un groupe de Ndiffa affirme que les transhumants ont créé une union sacrée appelée "Oudai Arabia" et que la règle d'or de cette union est que tous les éleveurs, quelle que soit leur ethnie, doivent se soutenir mutuellement chaque fois qu'il y a un problème entre les agriculteurs et les éleveurs. Les transhumants de Tiringoulou ne font aucune mention de cette coopération et apportent de nombreuses preuves du contraire.

### **Plus de conflits au Soudan**

Les transhumants Falata de la région de Tiringoulou disent qu'il y a trop de désordre au Soudan, où ils sont en conflit avec d'autres groupes de transhumants d'ethnie arabe, notamment les Misseriya, les Salamat, les Rizegat et les Hemat, qui essaient de voler leur bétail. Ils aimeraient rester en RCA pour éviter l'insécurité croissante causée par les conflits intercommunautaires et interethniques en l'absence d'autorité de l'État dans la région du

Darfour au Soudan, mais certains disent que cela est conditionné au retour de l'État pour assurer la sécurité en RCA.

### **Relations avec les groupes armés**

Certains groupes de transhumants affirment que les groupes armés présents dans la région ne les dérangent pas. Ils peuvent mener leurs activités en toute tranquillité. En restant à l'écart des villages, les transhumants sont à l'abri des groupes armés. Pour éviter les problèmes, ils donnent 100.000 XFA au groupe armé dès qu'ils arrivent dans une zone. Certains disent qu'il s'agit d'une relation forcée basée sur l'extorsion d'argent, d'autres parlent d'un paiement pour garantir le calme. Certaines communautés sédentaires affirment qu'il n'y a pas de querelle entre les groupes armés et les transhumants, mais que la Séléka perçoit une taxe de sécurité pendant la transhumance auprès des éleveurs de leur région. Là encore, certains parlent de perception de taxes, d'autres de paiements forcés. D'autres disent que les éleveurs n'ont pas de bonnes relations avec les groupes armés parce qu'ils ne paient pas les taxes d'immigration ou parce qu'ils portent tous des armes et savent les dégâts qu'elles peuvent causer.

Certains témoignages font état d'extorsions. Un agriculteur Falata à Gordil dit qu'on lui a demandé une compensation de 900.000 francs CFA pour des dommages qui ne s'élevaient pas à 10.000 francs CFA. Sous la pression des groupes armés, il a été obligé de payer.

Les transhumants affirment qu'aucun membre de leur famille n'appartient à un groupe armé, mais les participants sédentaires à Ndiffa font référence aux transhumants qui ont des membres de leur famille dans les groupes armés en RCA, affirmant qu'ils leur font entièrement confiance et qu'ils pensent que rien ne peut leur arriver en raison de leur association avec le groupe armé.

Il est fait mention de personnes sédentaires qui soutiennent les groupes armés parce qu'elles sont toutes issues de la même communauté et de la population sédentaire qui considère les groupes armés comme des protecteurs en l'absence de l'autorité de l'État.

Certains groupes sédentaires disent se sentir encore menacés après des attaques de groupes armés, comme celle de la LRA de Joseph Kony, au cours de laquelle deux personnes ont été tuées et trois autres prises en otage.

Un groupe de femmes sédentaires de Boldja a déclaré que les transhumants s'étaient retirés de la région récemment en raison de rumeurs sur la présence de forces russes à Birao et Tiringoulou.

### **Recommandations issues des consultations pour améliorer les dynamiques des conflits à Tiringoulou**

Les transhumants Falata souhaitent que l'État assure la sécurité et demandent son retour dans la Vakaga sous la forme de forces de défense intérieure (FACA, gendarmerie, police) afin d'assurer la sécurité de toutes les communautés et de promouvoir une transhumance pacifique. Ils attendent notamment de l'État qu'il empêche le paiement de compensations excessives pour les dégâts causés aux cultures sous la pression des groupes armés.

## **Zone de Ouanda-Djallé**

La région de Ouanda-Djallé est principalement habitée par des communautés sédentaires du groupe ethnique Yulu, bien que des Runga, Sara, Peulh, Mbororo, Banda, Bornou et d'autres soient également présents. Les participants sédentaires affirment que la plupart des transhumants de la région sont des Peulh du Soudan, notamment des groupes ethniques Afe-djam, Babero, Dagnogne, Danedja, Dankoe, Djedja, Dotankoé, Foulbe, Mandjaro, Ndongnongne, Ouda, Ouda Nara, Sankara, Wela et Welankoy, mais qu'il y a aussi quelques Misseriya.

Ouanda-Djallé bénéficie de sa situation de carrefour important et de la proximité des mines d'or de la préfecture voisine de la Haute-Kotto : les mines d'or situées à moins de 15 km de Ouanda-Djallé attirent un grand nombre de personnes.

## **Rôle des groupes armés**

Toutes les communautés de la région de Ouanda-Djallé, à l'exception des femmes Gula du village de Sergobo dont l'expérience particulière est décrite séparément ci-dessous, affirment que les groupes armés jouent un rôle dans le contrôle de la région. Les jeunes Kara rapportent qu'après la création d'un groupe d'autodéfense composé de ressortissants de Ouanda-Djallé pour repousser les attaques de la LRA, la ville est toujours sous le contrôle d'un groupe rebelle, composé principalement de fils de la région, qui prélève des taxes et des amendes par le biais d'une administration parallèle en l'absence de prélèvements de l'État. Les transhumants Falata disent que les jeunes qui font partie du groupe armé sont pour la plupart originaires de Ouanda-Djallé et qu'ils n'ont pas de problèmes avec eux parce que leurs parents, avec lesquels les transhumants Falata ont de bonnes relations, leur conseillent de ne pas les déranger. Les bouchers Yulu et Bornou affirment que ce sont des éléments du groupe armé FPRC (Front patriotique pour la révolution en Centrafrique), dont certains sont originaires de Ouanda-Djallé, qui assurent la sécurité de la ville. Les populations sédentaires semblent soutenir ou du moins tolérer ces groupes armés dont la présence comble le vide sécuritaire laissé par l'absence de l'Etat. Les autorités locales, y compris les membres de l'Agence de développement rural (ADR), de la FNEC et du Comité de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs, affirment qu'ils n'ont pas de problème avec les groupes armés. Ils ont des parents dans les groupes armés et, comme aucune force de sécurité interne n'est déployée à Ouanda-Djallé pour protéger les gens, ce sont ces groupes armés qui assurent la sécurité de la ville. Les hommes Gula de Koumbal affirment que le village est toujours sous le contrôle d'un groupe rebelle.

## **Une décennie de conflits violents**

Les hommes Gula de Koumbal disent que le conflit a commencé lorsque la coalition rebelle Seleka a occupé le village en 2012. Toutes les institutions, y compris les forces de sécurité intérieure qui étaient chargées de protéger la population, se sont effondrées, laissant les groupes rebelles libres de semer la terreur et la désolation parmi la population.

Une décennie de violence armée a vu la ville se vider de sa population et frôler la ruine à plusieurs reprises. Les populations sédentaires font état de dix années de vie avec ces rébellions armées : les attaques et les enlèvements de la LRA, y compris de femmes et

d'enfants, et les conflits intercommunautaires, et des exactions par un groupe nommé la CPJP (Convention des patriotes pour la justice et la paix) et par la Seleka. Des femmes parlent de l'impact d'avoir été témoins d'un conflit violent entre les groupes rebelles, l'UFDR (l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement) des Gula et le MLCJ (*Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice*) des Runga. Une victime d'une attaque nocturne de la LRA raconte comment elle a été enlevée alors qu'elle était enceinte et portait un enfant sur son dos. Obligée de porter les bagages de ses ravisseurs, elle a marché de nombreux kilomètres avant d'être libérée par le groupe d'autodéfense des jeunes Ouanda-Djallé.

### **Relations entre groupes sédentaires et transhumants**

Un groupe de bouchers de Ouanda-Djallé affirme qu'après une décennie de conflit violent aggravé par le manque d'infrastructures de transport, d'éducation et de santé, l'activité économique a repris dans la région grâce à la présence de transhumants qui approvisionnent la ville. Les bouchers affirment que leurs relations avec les transhumants sont commerciales, amicales et sans conflit. C'est grâce aux éleveurs que les bouchers peuvent exercer leurs activités commerciales et parfois les éleveurs leur donnent des bœufs à crédit.

Les transhumants soudanais Peulh Djounaye affirment qu'il existe une bonne collaboration entre eux et les sédentaires de Ouanda-Djallé, les échanges commerciaux et économiques fonctionnant bien et renforçant cette collaboration. Ils font confiance aux sédentaires et se tournent vers eux en cas d'attaque armée et de vol de bétail. Ils ont des conflits liés à la destruction des cultures car les sédentaires cultivent partout et occupent désormais tous les couloirs traditionnels, mais ils coopèrent avec le comité de gestion des conflits et paient le montant convenu pour les dégâts.

Les hommes Gula à Koumbal disent que les agriculteurs et les éleveurs avaient de très bonnes relations avant la crise de 2013, les transhumants respectant les champs des agriculteurs et se conformant aux normes sociales régissant la transhumance en RCA. Seuls les éleveurs Falata Mbororo pâturaient dans la zone et ils étaient respectueux, modérés et prêts à coopérer. Les autorités locales, y compris le chef de l'agence de développement rural (ADR) et la FNEC, affirment que les agriculteurs et les transhumants avaient de bonnes relations dans le passé et qu'il en est de même aujourd'hui. Depuis 2004, il existe à Ouanda-Djallé une structure qui effectue des contrôles auprès des éleveurs pour s'assurer qu'ils ne s'approchent pas des champs et auprès des agriculteurs pour éviter qu'ils ne cultivent sur les couloirs traditionnels de transhumance.

Alors que les autorités locales sont positives quant aux relations actuelles entre agriculteurs et transhumants, d'autres communautés sédentaires décrivent une vision plus nuancée de la transhumance, reconnaissant les avantages mais s'indignant aussi de certaines conséquences. Les bouchers reconnaissent que même s'ils ont de bonnes relations avec les transhumants, des conflits surviennent entre agriculteurs et éleveurs. Les femmes Gula de Koubale peuvent vendre leurs produits agricoles aux transhumants, mais ces mêmes transhumants les empêchent d'aller seules au fleuve ou aux champs en raison de leur comportement violent à l'égard des femmes. Elles n'ont aucune relation sociale avec les transhumants en raison de leur mauvais comportement. Le personnel de Yulu et les

membres de l'Organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Ouanda-Djallé affirment que les femmes sédentaires voient leur vie liée à la transhumance, qui leur permet de vendre ce qu'elles produisent, de s'approvisionner en viande de bœuf et de faire de petits commerces, mais les problèmes liés à la destruction des récoltes ne sont parfois pas résolus parce que les femmes se taisent de peur d'être violées ou maltraitées.

Les jeunes reprochent aux transhumants soudanais Falata d'être indisciplinés. Les affrontements liés à la destruction des récoltes sont fréquents et la situation est aggravée par la réticence des éleveurs à dédommager leurs victimes, parfois accompagnée de menaces de violence. Les hommes Gula de Koumbal constatent que les transhumants ne respectent plus les normes sociales qui régissent la pratique et le fonctionnement de la transhumance en RCA, alors que ces normes sont les mêmes que celles qu'ils observaient avant la crise, lorsque les forces de sécurité intérieure de l'Etat étaient présentes dans la zone. Selon eux, c'est le chaos qui a suivi la crise de 2013 qui a conduit les transhumants arabes soudanais, notamment les Hemat, Charafa, Ben-Hassane, Ben-Halba et Misseriya, à venir à Koumbal. Ils les décrivent comme mauvais et agressifs, coupant les arbres, détruisant les ruches et conduisant les bœufs dans les champs, menaçant quiconque ose leur faire des reproches. Il est également fait mention de transhumants qui volent les moutons et les chèvres qu'ils ont vendus à la population sédentaire lorsque ceux-ci s'égarent et reviennent dans leur camp. Les femmes disent que ce sont généralement les Misseriya qui abusent des femmes.

### **Relations entre transhumants**

Les hommes sédentaires à Koumbal affirment que les transhumants Falata Mbororo se sont repliés à Ouandja et Ouanda-Djallé pour éviter les conflits avec les transhumants arabes suite à l'arrivée de ces derniers dans la zone après la crise de 2013.

### **Utilisation d'armes pendant la transhumance**

Les autorités locales de Ouanda Djallé affirment que les transhumants portent des armes pour se protéger et protéger leur bétail contre les attaques. Les hommes Gula affirment que, depuis la crise de 2013 et l'effondrement des forces de sécurité intérieure qui en a résulté, les transhumants sont désormais tous armés de fusils automatiques.

### **Dynamiques de conflit dans le village de Sergobo**

Un groupe d'autorités locales et de jeunes leaders du village de Sergobo décrivent les dynamiques conflictuelles particulières qui existent dans ce village. L'histoire des conflits violents entre les transhumants arabes soudanais Misseriya et la population sédentaire a laissé à cette dernière une perception totalement négative de la transhumance. En 2007, les transhumants Misseriya ont incendié le village à la suite de conflits liés à la destruction des récoltes. Les habitants sédentaires ont quitté le village pendant plusieurs mois. La médiation et le dialogue ont amélioré les relations et celles-ci ont survécu à la crise de 2013, mais en 2020, les tensions ont refait surface avec de violents affrontements entre les sédentaires et les groupes arabes soudanais Misseriya au sujet de la destruction des récoltes et des rapports de violence physique et sexuelle qui ont forcé les autorités locales de Sergobo à bannir les transhumants du village.

Certains habitants sont catégoriques sur le fait que les transhumants ne devraient pas être autorisés à revenir. Ils remettent en question les avantages potentiels des échanges économiques avec les éleveurs, affirmant que les transhumants arabes s'approvisionnent au Soudan plutôt que de s'approvisionner auprès de la communauté locale. D'autres sont ouverts à la reprise du commerce et à l'achat de lait, de beurre et de viande. Après un débat animé, les hommes du groupe disent qu'un retour pourrait être possible après une réunion pour discuter de la réconciliation, mais les femmes continuent d'exprimer leur haine des transhumants et ne veulent pas qu'ils reviennent.

### **Autres causes de conflit à Ouanda-Djallé**

L'accès à l'eau est une cause de conflit à Ouanda-Djallé. Avec trop peu de forages, les rivières Voukouma et Nguesse sont utilisées à la fois par les sédentaires et les transhumants et les conflits autour des points d'eau sont fréquents.

Les transhumants citent comme risques à Ouanda-Djallé la présence de groupes armés et les taxes qu'ils imposent, l'insécurité dans la zone et la peur des vols.

### **Recommandations issues des consultations pour améliorer la dynamique du conflit à Ouanda-Djallé**

Les transhumants Falata de Ouanda-Djallé recommandent aux autorités de la zone de la sous-préfecture de Birao d'améliorer les relations entre les communautés sédentaires et transhumantes.

### **Zone de Boromata**

Le premier adjoint au maire de la commune de Ouandja raconte que les Misseriya ont attaqué Boromata en 2020 et brûlé le village après un affrontement entre le PRNC *Parti du rassemblement de la nation centrafricaine* de Gula et les Misseriya arabes soudanais, qui a commencé lorsqu'un Misseriya a été accusé par un Gula d'avoir volé une voiture qu'ils avaient achetée à un parent du Gula au Soudan.

Ce qui est le plus frappant ici est l'absence d'impact plus large de cet événement important sur les dynamiques des conflits dans la région de Boromata. Les agricultrices Gula d'Oulou disent que les Misseriya ne sont plus acceptés dans la région à cause de leur comportement, car ils sont la cause d'incendies à Boromata. En revanche, elles considèrent les autres transhumants, notamment les Arabes soudanais Salamat, Rachid et Charafa, comme totalement différents et comme les meilleurs clients des femmes. Les agricultrices Gula de Vodomassa disent que les relations sociales sont hostiles entre les transhumants et les agriculteurs à cause du comportement de certains transhumants comme les Misseriya, mais les hommes Gula de Vodomassa, tout en critiquant le comportement des Misseriya, disent que les relations sociales et économiques sont bonnes et que le commerce avec les transhumants est essentiel parce que l'état des routes fait que personne d'autre n'apporte les produits de première nécessité. Aucune personne sédentaire interrogée à Boromata ne déclare qu'elle refuserait définitivement une invitation à un mariage ou à des funérailles transhumantes, bien que plus de 40% des femmes sédentaires déclarent qu'elles

refuseraient probablement de participer à une danse traditionnelle organisée par l'autre communauté.

Les Misseriya sont considérés comme des nouveaux venus dans la région, arrivés depuis la crise de 2013. En revanche, les transhumants Falata Outman viennent ici depuis plus de 50 ans et connaissent bien la population. Ils disent qu'il y a toujours des problèmes avec les Misseriya, mais que cela ne les concerne pas. Ils n'ont aucun problème avec les agriculteurs. S'ils ont des problèmes, ils les résolvent de manière pacifique, en payant le prix des dégâts causés aux cultures. Un chef de camp arabe Rachid vient ici depuis plus de 40 ans. 50 à 60 membres d'une même famille voyagent ensemble, évitant les problèmes ou les résolvant à l'amiable s'ils surviennent. Les Zaghawa disent qu'ils viennent depuis 25 ans, toujours au même endroit. Il y a des problèmes avec les agriculteurs, mais lorsqu'une vache endommage les récoltes, ils paient pour éviter les ennuis. Les Arabes Hemat disent que s'ils arrivent avant la récolte, ils gardent leurs distances et éloignent les vaches des cultures. En cas de destruction des récoltes, ils se rendent chez les agriculteurs, évaluent la situation et paient. Ils n'ont pas eu de vol de bétail depuis que les Misseriya ne sont plus présents à Boromata.

### **Facteurs contribuant à l'absence de conflit violent**

Il existe des conflits entre les sédentaires et les transhumants - les transhumants et les sédentaires mentionnent tous la destruction des récoltes et les sédentaires ajoutent le non-paiement intégral des dégâts, le fait que les transhumants n'annoncent pas leur arrivée et portent des armes, l'agression des enfants lorsqu'ils se promènent avec les animaux - mais les conflits violents sont étonnamment absents, compte tenu de l'histoire de la région.

Les groupes mentionnent les facteurs qui peuvent contribuer à l'absence actuelle de conflit violent à Boromata.

1. **Cohésion sociale.** Certains transhumants viennent annoncer leur arrivée aux autorités locales et les maires et vétérinaires entretiennent des relations avec les éleveurs. Deux Arabes Hemat plus âgés disent que leurs parents les ont élevés pour qu'ils s'entendent avec les communautés sédentaires. Un chef de camp arabe Rachid, explique que le maire de Boromata les a sensibilisés en leur conseillant de venir après la récolte. Ils l'ont fait cette année et n'ont eu aucun problème. Ils devront venir plus tôt dans l'année s'il n'y a pas assez de pluie et que l'herbe sèche beaucoup plus vite.
2. **Impact du Groupe de Conseil.** Le point focal du Groupe de Conseil de la zone affirme que les gens comprennent le rôle du Groupe de Conseil et qu'il a très bien fonctionné cette saison, résolvant les conflits quotidiennement. Après la formation organisée à Tiringoulou en octobre 2020, les choses ont changé pour le mieux. Les messages de la formation ont été partagés et les gens sensibilisés. Les Misseriya sont partis. Avant il y avait beaucoup de destruction de cultures, maintenant ils ont créé une sorte de zonage. Les éleveurs doivent rester à au moins 15 km des villages, comme à Tiringoulou. En cas de problème, les gens le résolvent sans recourir à la violence.

### **Conflit liés aux chameaux**

Une communauté sédentaire regroupe les chameliers avec les Misseriya car ils ne respectent pas les conventions locales relatives à la transhumance. Certains éleveurs de bétail sont également critiques : un Arabe Rachid affirme que les éleveurs de chameaux ne collaborent

pas et un Arabe Hemat que tous les éleveurs de chameaux ont de mauvaises intentions et une mauvaise moralité. Les éleveurs de chameaux arabes de Rizegat, cependant, disent qu'ils restent loin des villages et des cultures, n'amenant leurs chameaux qu'à l'abreuvoir, et qu'ils n'ont pas eu de problèmes depuis qu'ils ont commencé à venir dans la région de Boromata.

### **Relations entre transhumants**

Un groupe de Peulh (Falata Outman) dit voyager avec des tribus arabes (Beni Halba et Hemat) et se réunir avec d'autres tribus pour collecter de l'argent en cas d'incident. Les Arabes Rachid n'ont pas de problèmes avec les autres transhumants, bien qu'ils soient en désaccord avec le comportement des Arabes Rizegat et des Mahariya qui, selon eux, coupent les plantes, l'herbe et les arbres et volent la population sédentaire. Les Arabes de Rizegat disent qu'ils ne coupent pas les arbres, car ils ont besoin qu'ils continuent à pousser pour les années à venir, mais ils laissent leurs chameaux en manger.

Interrogé sur un conflit récent au Soudan entre Tahacha et Falata, où un Falata a tué un Tahacha, un Arabe Rachid dit que les autres ethnies ne veulent pas être impliquées dans quelque chose qui concerne ces deux tribus. Un Arabe Hemat, explique que, même si le conflit est né d'un vol, l'accès à la terre est également un problème pour les Falata et les Tahacha. Ce qu'il faut, c'est séparer les deux groupes. Les Arabes Hemat disent qu'ils n'ont pas été affectés par le conflit entre Kara, Runga et Gula parce qu'ils n'ont pas pris parti. Ils préfèrent ne pas être impliqués. Les Hemat ont de bonnes relations avec tout le monde, sauf avec les Misseriya, qui volent le bétail des autres transhumants

### **Utilisation d'armes pendant la transhumance**

Les Falata Outman disent qu'ils ont des couteaux et d'autres armes pour se protéger dans le camp. Les Arabes rachid disent qu'ils se protègent avec des bâtons et des flèches, mais un autre groupe de Rachid affirme que tous les transhumants arabes ont des armes, même s'ils disent qu'ils n'en ont pas. Ils n'utilisent des armes que s'ils sont attaqués, mais cela ne s'est pas produit depuis le retour de l'État à Birao. Les Zaghawa disent qu'ils n'ont pas besoin d'armes. Ils se protègent en se déplaçant en groupes de quatre ou cinq familles, en plaçant le bétail au milieu lorsqu'ils campent. Les Rizegat disent qu'ils ont besoin d'armes au Soudan mais pas en RCA, bien que les groupes armés soient bien armés et les attaquent.

### **Relations avec les groupes armés**

Les villageois d'Oulou disent qu'ils n'ont pas été attaqués par des groupes armés. Les agricultrices Gula de Vodomassa affirment que les groupes armés sont des gens de la région qui n'ont pas d'affrontements avec la communauté locale. Les hommes Gula ajoutent que les groupes armés assurent leur sécurité. Les groupes sédentaires estiment que certains transhumants n'ont aucune relation avec les groupes armés, mais que les Misseriya ont des relations avec les groupes armés du Soudan. Ils reconnaissent que les transhumants doivent payer des taxes illégales aux groupes armés pour éviter d'être attaqués par eux.

Les transhumants disent n'avoir aucune relation avec les groupes armés. Certains disent que les groupes armés se déplacent mais ne les dérangent pas. D'autres disent qu'il y a de l'extorsion - des groupes armés viennent dans le camp pour demander de l'argent et du

bétail - mais que la situation s'est beaucoup améliorée depuis le désarmement. Ils ne demandent pas de protection aux groupes armés.

### **Zone de Sikikédé**

Sikikédé est devenu un important centre d'échanges commerciaux en raison du nombre de transhumants dans la région. Les transhumants achètent de la nourriture et des produits de première nécessité aux groupes sédentaires et leur vendent du bétail, créant ainsi un bon lien avec leur population d'accueil. Les éleveurs affirment que Sikikédé est une zone accueillante pour tous les transhumants en raison du comportement de la population sédentaire. Certains d'entre eux semblent moins accueillants, attribuant l'instabilité dans la région de Sikikédé à la transhumance massive d'éleveurs soudanais venant par milliers en RCA.

### **Relations avec les groupes armés**

Tous les groupes de Sikikédé parlent de leurs relations avec les groupes armés, mais les rapports sur la dynamique de ces relations sont mitigés. Les Arabes Hemat affirment avoir des relations parfaites avec les groupes armés du FPRC, ex-Séléka, qui contrôlent la région. Les groupes armés ne font pas pression sur eux et n'exigent pas le paiement de taxes, et ils n'ont pas de conflit avec eux. Ils rencontrent parfois des bandits armés sur leur route de transhumance, mais ils sont protégés par le fait qu'ils voyagent en grands groupes.

Les Misseriya décrivent une relation moins amicale. Ils ont souffert après la crise de 2013, lorsque des groupes armés ont pris leur bétail par la force. Une famille raconte qu'elle a perdu plusieurs membres de son groupe aux mains de bandits armés non identifiés, dont deux de ses frères, et plus d'une centaine de têtes de bétail. Aujourd'hui, ils n'ont pas de conflit avec les groupes armés parce qu'ils voyagent en grands groupes pour des raisons de sécurité et quand ils arrivent, ils respectent les règles de la région, mais ils affirment n'avoir aucune relation avec les groupes armés et ne prendre part à aucun conflit avec la communauté sédentaire parce qu'ils ne veulent pas avoir de problème avec qui que ce soit. L'un d'entre eux affirme que son frère a rejoint un groupe armé en 2016 après que la famille ait été victime d'agressions physiques et de rançons pendant la transhumance, et qu'il en est resté membre pour protéger les pâturages de la famille.

Les relations des transhumants arabes de Tahacha avec les groupes armés sont loin d'être parfaites. Selon eux, toutes les forces de sécurité présentes dans la région de Sikikédé appartiennent soit à des groupes armés, soit à des bandits armés non identifiés, et on ne peut faire confiance à aucun d'entre eux. Pour éviter les conflits, ils respectent les règles de la transhumance, en se tenant à l'écart des agriculteurs et en ne portant pas atteinte aux populations sédentaires. Leur relation avec le groupe armé est une relation forcée, basée sur l'extorsion. Un groupe de Tahacha dit qu'il n'a pas été attaqué ces derniers mois en raison de la sensibilisation à la paix qu'il a menée avec les groupes armés. Un individu a déclaré que presque tous les hommes de sa famille avaient rejoint le groupe armé depuis trois ans après avoir été victimes de vols, de pillages et d'autres actes d'agression de la part des groupes armés.

Les Arabes Salamat sont confrontés à des groupes de bandits armés non identifiés, tant au Soudan qu'en RCA, qui leur tendent des embuscades pour voler leur bétail.

Les semi-nomades de Runga affirment que la présence de transhumants dans la région est parfois liée à l'arrivée de bandits armés en provenance du Soudan, ce qui amène la population sédentaire à accuser les éleveurs de couvrir les bandits parce qu'ils sont de la même ethnie et de la même origine. Les fermiers de Runga le démontrent en disant qu'ils vivent dans une insécurité croissante causée par des bandits armés d'origine soudanaise du groupe ethnique Misseriya et aussi de certains Tchadiens. Les bandits armés soudanais se déguisent en transhumants et se réfugient dans les camps de transhumance, camouflés par leurs frères de l'ethnie Misseriya.

Contrairement au conflit avec les bandits armés, les groupes sédentaires de Sikikédé ne signalent aucun conflit avec les groupes armés. En effet, les groupes armés interviendraient en ville dans les incidents créés par les bandits armés et, parce que leurs membres sont des jeunes de la région, défendraient les intérêts des femmes Runga contre les comportements agressifs des transhumants.

### **Relations entre groupes sédentaires et transhumants**

Les Misseriya disent que les zones habitées par le groupe ethnique Gula leur posent des problèmes en raison du comportement hostile des Gula à l'égard des éleveurs. Ils ont connu des conflits avec les Gula à Boromata, Vodomassa, Gordil, Ndiffa et Tiringoulou. Ils restent dans la région de Sikikédé parce qu'ils se sentent mieux dans la communauté ethnique des Runga. Ils avaient de bonnes relations avec leurs hôtes de Sikikédé et certains affirment que c'est encore le cas aujourd'hui. D'autres pensent que la population sédentaire leur reproche toutes les attaques récentes dans la région de Sikikédé. En conséquence, les Misseriya estiment que la population locale leur fait payer des prix trop élevés au marché, ce qui entraîne une détérioration des relations. En cas de litige, ils recourent au dialogue et à la médiation, car l'usage de la violence dans un conflit ne ferait qu'inciter les autres à se défendre en se vengeant. Ils continuent de penser que la population d'accueil est la mieux placée pour les défendre, car ils sont habitués à coexister dans le cadre de la transhumance.

La population d'accueil ne défend guère le comportement des Misseriya. Les fermiers Runga disent qu'ils sont les pires éleveurs, qu'ils détruisent les récoltes et qu'ils agissent comme des voleurs et des meurtriers, contrairement aux éleveurs d'autres groupes ethniques, notamment les Salamat, les Hemat et les Falata, qui seraient en paix avec la population sédentaire.

Les transhumants Falata se trouvent également à Sikikédé après avoir déménagé à Gordil à la suite de désaccords, en l'occurrence avec la population sédentaire de Ndiffa qui, selon eux, a occupé toutes les zones destinées à leur subsistance, y compris les couloirs et les camps, ne laissant aucun espace pour le bétail.

Les Arabes Hemat décrivent leurs relations avec la population sédentaire comme parfaites. Il n'y a pas de conflit car les deux groupes ont besoin l'un de l'autre. Les Charafa soudanais affirment que la situation s'est vraiment améliorée cette année, la communauté locale étant plus tolérante et disposée à collaborer. Ils ont des conflits avec les agriculteurs au sujet de

la destruction des récoltes, mais ils essaient de les gérer à l'amiable. Ils décrivent leurs relations avec les autorités locales comme parfaites, mais ils ont eu besoin de leur aide pour calmer la situation lorsque des bandits armés ont tué un jeune conducteur de moto-taxi à Sikikédé et que la population a pensé qu'ils étaient complices. Les Arabes Tahacha disent aussi qu'ils font de leur mieux pour éviter les conflits, mais qu'ils règlent ceux qui surviennent par un dialogue pacifique avec la population locale. Les Salamat se disent également proches des chefs de communauté, ce qui leur permet d'accéder aux marchés pour acheter des marchandises et vendre du bétail.

Les femmes Runga considèrent que leurs relations avec les transhumants sont loin d'être parfaites. Elles décrivent la vie quotidienne avec les éleveurs depuis la crise de 2013 comme hostile. Les transhumants arrivent sans prévenir, portent des armes, ne contrôlent pas leur bétail, sont agressifs envers les femmes et abusifs envers les hommes. Ces femmes Runga sont également le seul groupe sédentaire de toute la Vakaga à reprocher aux éleveurs de brûler l'herbe, précisant que c'est l'objet de conflits fréquents dans la localité de Sikikédé.

### **Relations entre transhumants**

Un groupe de semi-nomades Runga affirme que les liens entre les Runga et les Salamat sont les plus forts de tous les groupes d'éleveurs en raison d'un pacte de non-agression signé avant même la naissance des transhumants d'aujourd'hui.

Les transhumants Falata peuvent actuellement utiliser la zone du parc autour de Gordil pour leur transhumance, en restant à l'écart des Arabes Hemat, Misseriya, Salamat et Tahacha autour de Sikikédé avec lesquels ils ont un risque potentiel de conflit. Un groupe Falata rencontré à Sikikédé fait partie des groupes Falata qui, selon eux, ont été attaqués l'année dernière dans le village de Terfel par les Misseriya et les Salamat.

Les Arabes Charafa affirment que les Misseriya se comportent mal, qu'ils volent les autres transhumants et que leur bétail détruit les cultures. Les semi-nomades Runga affirment également que les Misseriya volent les autres transhumants, ainsi que les semi-nomades, et qu'ils sont toujours au centre des crises entre éleveurs et agriculteurs. Les Misseriya ne s'expriment pas sur leurs relations avec les autres transhumants, mais affirment qu'ils sont partisans de la paix et qu'ils ne veulent pas de problèmes avec qui que ce soit.

### **Utilisation d'armes pendant la transhumance**

Les Misseriya se protègent des attaques qui ont suivi la crise de 2013 avec des armes blanches<sup>12</sup> - bâtons, couteaux, arcs et flèches. Ils n'ont besoin de personne d'autre dans leurs camps pour les protéger. Ils n'ont pas été attaqués au cours des 12 derniers mois.

Les Arabes Tahacha se protègent et protègent leur bétail avec des armes blanches (bâtons, flèches et couteaux). Ils se disent obligés de porter des armes à feu pour se défendre s'ils sont attaqués par des groupes armés.

Les Salamat affirment que des bandits se procurent des armes au Soudan et les utilisent pour voler les communautés sédentaires, notamment celles de Sikikédé et de Boromata. Les

---

<sup>12</sup> Les armes blanches sont des objets tranchants ou contondants qui peuvent être utilisés comme instruments d'agression. Elles n'impliquent pas de feu ou d'explosion.

transhumants souffrent non seulement des attaques directes de ces bandits, mais aussi du fait qu'ils sont impliqués dans les attaques contre les communautés sédentaires, ce qui nuit à leurs bonnes relations avec la population sédentaire.

Les agriculteurs Runga affirment que la transhumance amène les armes automatiques portées par les éleveurs transhumants soudanais à se protéger et à protéger leur bétail. Les groupes armés interdisent strictement aux éleveurs transhumants de détenir leurs armes à feu dans la ville de Sikikédé.

### **Recommandations issues des consultations pour améliorer les dynamiques de conflit à Sikikédé**

Les transhumants arabes Misseriya de Sikikédé veulent que des forces de sécurité de l'État soient déployées dans la région pour assurer la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens. Les Tahacha disent qu'ils ont besoin de protection pendant la transhumance et que le gouvernement serait le mieux placé pour les défendre car ils le considèrent comme neutre.

### **Recommandations des ateliers pour améliorer les dynamiques des conflits dans la Vakaga**

1. Les ateliers recommandent que l'Etat garantisse la sécurité des éleveurs transhumants à l'intérieur de la République Centrafricaine.
2. Les ateliers recommandent aux éleveurs transhumants d'éviter de se promener avec des armes automatiques, de ne pas laisser les troupeaux à la garde d'enfants et de rester à environ 15 km des champs cultivés.



**Les éleveurs de chameaux Arabes Rizegat affirment qu'ils se tiennent à l'écart des villages et des cultures et qu'ils n'ont pas eu de problèmes depuis qu'ils ont commencé à venir dans la région de Boromata.**

## MECANISMES DE RESOLUTION DES CONFLITS

Tous les groupes sédentaires qui s'expriment affirment que la résolution des conflits était meilleure dans le passé. Les conflits étaient résolus à l'amiable, généralement entre les agriculteurs et les éleveurs eux-mêmes, les chefs de village et les chefs d'éleveurs servant d'intermédiaires dans les cas les plus graves. Aujourd'hui, cette pratique n'existe plus. Les agricultrices affirment qu'autrefois, les transhumants respectaient les autorités locales. En cas de destruction des récoltes, ils acceptaient de s'asseoir et de régler le conflit. Les jeunes font remarquer que les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, basés sur la médiation et l'arbitrage des autorités locales (chef de village, maire), ne fonctionnent plus car les transhumants ne collaborent pas.

Quelques groupes de transhumants évoquent la résolution des conflits dans le passé. Un groupe de Tahacha à Assafi affirme que la résolution des conflits avec la communauté sédentaire était et reste bonne. Depuis plusieurs décennies, les deux communautés cohabitent pacifiquement grâce, en partie, à un mécanisme de gestion des conflits basé sur des règlements à l'amiable. Les soudanaises arabes Rachid transhumantes affirment que la transhumance fonctionnait beaucoup mieux dans le passé parce qu'il existait un bon mécanisme de résolution des conflits par des moyens pacifiques sans recours à la violence. Lorsqu'il y avait un problème de destruction des récoltes, le propriétaire venait voir l'Ardo et expliquait le problème de manière pacifique, en proposant une somme pour couvrir le coût des dégâts. Si les deux parties ne parvenaient pas à se mettre d'accord, le problème était soumis aux chefs de village. Les soudanais arabes Hemat affirment que si un conflit survenait à propos de la destruction des récoltes avant la crise de 2013, il serait réglé à l'amiable entre l'agriculteur et l'éleveur, le litige étant soumis au sultan-maire pour évaluation en cas de désaccord. Les Misseriya décrivent trois niveaux de résolution des conflits avant la crise de 2013 : le règlement à l'amiable par les populations locales, le règlement avec les autorités locales par la conciliation, ou le règlement avec les autorités judiciaires, à savoir la gendarmerie, le commissariat de police et le parquet. Les Arabes soudanais Tahacha à Delembe affirment que, avant la crise de 2013, les litiges liés aux dégâts causés aux champs étaient gérés par des structures judiciaires spécialisées, mais celles-ci ne sont plus opérationnelles.

A la question de savoir qui a joué le rôle d'intermédiaire dans un conflit récent, 46% des personnes interrogées répondent le chef de village et 3% l'Ardo. 34% répondent personne, 9% mentionnent un comité de paix local et 8% une autorité religieuse musulmane. 61% déclarent ne pas avoir été satisfaits de la solution trouvée, les problèmes les plus importants étant que l'auteur de l'infraction n'a pas tenu sa promesse (45%) ou que la compensation n'était pas suffisante (25%).

## Eviter le conflit

Plusieurs groupes de transhumants évoquent les mesures qu'ils prennent pour éviter les conflits avec les communautés sédentaires. La principale consiste à s'éloigner le plus possible des villages, jusqu'à 30 km dans le cas d'un groupe de Peulh Ekaher, afin d'éviter la destruction des champs. Le respect des règles et des principes pour éviter les altercations avec les groupes armés est également mentionné à plusieurs reprises.

Les groupes sédentaires mentionnent aussi la nécessité pour les éleveurs transhumants de respecter les règles et les principes, mais ne mentionnent pas de mesures spécifiques à prendre pour éviter les conflits avec les éleveurs transhumants.

## Règlement à l'amiable / Dialogue

Plusieurs groupes d'éleveurs transhumants prônent le règlement à l'amiable ou le dialogue, estimant souvent qu'il est plus susceptible de déboucher sur une solution que l'alternative du recours à la violence. Certains disent qu'il faut y recourir avant que les autorités locales n'interviennent, d'autres que les autorités locales peuvent participer à la recherche d'un règlement à l'amiable. Comme ci-dessus, les Tahacha à Assafi décrivent une gestion réussie des conflits basée sur le règlement à l'amiable. D'autres éleveurs transhumants affirment que le règlement à l'amiable est la seule approche qui fonctionne. Un groupe de femmes Peulh préfère dialoguer directement avec les propriétaires d'un champ pour trouver une solution à l'amiable, tandis qu'un groupe de Peulh Dankoe affirme que la façon dont ils se sont fait accepter par la communauté est avant tout due à leur volonté de gérer les conflits de manière collaborative et à l'amiable. Un autre groupe de Peulh dit qu'il est toujours disponible pour des arrangements à l'amiable afin d'éviter les conflits avec les fermiers, tandis qu'un quatrième déplore que certains fermiers n'optent jamais pour des arrangements à l'amiable mais fassent appel à des groupes armés ou aux autorités locales qui compliquent un problème qui devrait être géré à l'amiable entre les deux parties, sans recours à une tierce personne. Un groupe de Charafa dit avoir signé un accord avec le Maire de Sikikédé pour essayer d'abord de régler un conflit à l'amiable et de s'adresser ensuite aux autorités locales (maire, chef de village) si nécessaire.

Un groupe de Misseriya affirme qu'il faut une responsabilité partagée concernant les conflits liés à la transhumance : certains éleveurs ne coopèrent pas dans la recherche de solutions négociées pour les conflits liés aux dégâts causés aux cultures ou au vol ou à l'abattage du bétail. Un groupe de semi-nomades affirme que si certains éleveurs sont favorables à des accords de collaboration à l'amiable qui satisfont les intérêts de tous, il existe des éleveurs transhumants belliqueux qui refusent de s'asseoir avec les propriétaires des champs pour trouver des accords à l'amiable.

Quelques groupes de communautés sédentaires évoquent également le règlement à l'amiable par la négociation entre les deux parties en conflit, mais ils l'associent plus volontiers à l'intervention des autorités locales. Le coordinateur régional de la FNEC à Birao affirme que la solution idéale est le règlement à l'amiable, accompagné si nécessaire par les techniciens de la FNEC et de l'ACDA. Les personnes clés pour la résolution des conflits et une meilleure gestion de la transhumance sont les maires des communes d'élevage, qui ont de bonnes relations avec les autres communes ainsi qu'avec les éleveurs transhumants.

Les équipes de rapporteurs s'accordent à dire que, en général, les groupes sédentaires et transhumants préfèrent parvenir à un accord à l'amiable. Cela peut aider les deux groupes s'ils sont honnêtes. Lorsque des problèmes de confiance se posent, par exemple lorsqu'un éleveur estime qu'un agriculteur lui demande une indemnisation excessive, on fait appel à un tiers, tel qu'un chef traditionnel, pour évaluer et estimer les dommages.

### **Comités de résolution des conflits et Groupe de Conseil**

A Ouanda Djallé, un groupe de jeunes Kara et un autre de représentants des autorités locales parlent positivement d'un comité de résolution des conflits, mis en place par la MINUSCA en 2016 et composé de représentants des communautés sédentaires et transhumantes, qui gère les conflits résultant de la destruction des champs ou du vol et de l'abattage du bétail. Un autre groupe de jeunes affirme que les mécanismes de résolution des conflits sont inexistantes dans leur région. Le chef de l'agriculture à Birao affirme que le comité de résolution des conflits mis en place par la MINUSCA ne fonctionne plus, mais qu'il préparait les gens à gérer les conflits par le biais de la médiation et d'ateliers intercommunautaires.

Ceux qui connaissent et ont recours au Groupe de Conseil dans leur région décrivent son rôle dans la résolution des conflits comme celui d'un intermédiaire pour faciliter le dialogue en vue de trouver une solution non-violente aux conflits.

Les groupes de transhumants considèrent le Groupe de Conseil comme une bonne initiative qui permet de bien gérer les conflits entre éleveurs et agriculteurs grâce à un médiateur neutre qui peut surveiller les deux parties et les aider à comprendre comment gérer le conflit par le dialogue.

Une communauté sédentaire a fait remarquer que les éleveurs transhumants n'ont pas beaucoup confiance dans les autorités locales et que le Groupe de Conseil peut servir de lien entre les agriculteurs et les éleveurs.

## Autorités locales

Les groupes de communautés sédentaires, semi-sédentaires et transhumantes parlent de l'implication d'une autorité locale dans le cadre de la résolution des conflits. Il y a ici une certaine ambiguïté de langage : différents groupes utilisent le terme d'autorités locales pour signifier ou inclure les chefs de village, les chefs de groupe / quartier, les chefs de canton et les maires.

La majorité des groupes sédentaires déclarent s'adresser aux chefs de village pour résoudre les conflits liés à la destruction des champs. Les femmes sédentaires déclarent qu'en cas de conflit, c'est le chef de village qui doit trancher. Les mécanismes de résolution des conflits sont considérés par ces groupes comme existants, fonctionnant normalement en présence du chef de village. L'identification et la saisie des bœufs à l'origine des dégâts augmentent les chances de recevoir une compensation. Les femmes sédentaires disent que le chef de village envoie des personnes pour constater et rapporter les dégâts. Le chef de village convoque l'éleveur, qui est amené devant lui pour réparer les dégâts. Les agro-pasteurs disent que le conflit est réglé après que les deux parties aient constaté l'ampleur des dégâts : une médiation bipartite est faite avec réconciliation devant le chef de village pour arriver à une solution rapide.

Quelques groupes de transhumants parlent positivement du rôle des chefs de village, décrivant des situations où la médiation des chefs des deux parties aboutit à une solution à l'amiable. Les femmes semi-nomades Salamat disent que la résolution des conflits agriculteurs/éleveurs se fait avec le chef de village. Le dialogue avec les autorités locales et les chefs de canton ou les maires est la meilleure méthode pour résoudre les conflits. Un groupe de Misseriya, cependant, affirme que le système de compensation utilisé aujourd'hui par les autorités locales ne fonctionne pas : au lieu de partir d'une évaluation indépendante des dommages causés aux cultures, on demande à l'agriculteur de fixer le montant des dommages et à l'éleveur de payer ce montant. Cela pousse les transhumants à fuir sans payer car les compensations sont exorbitantes.

Les opinions divergent quant à l'utilisation des mécanismes de résolution des conflits des autorités locales. Plusieurs groupes sédentaires, principalement des femmes et des jeunes, affirment que les chefs de village n'ont plus d'autorité. L'absence d'autorité aurait créé un large fossé entre les parties en conflit, les mécanismes traditionnels de résolution des conflits ne fonctionnant pas car les éleveurs transhumants ne collaborent pas. Un groupe d'agricultrices Kara affirme que, depuis la crise de 2013, la situation s'est détériorée et que l'autorité locale n'est plus respectée par les transhumants. Un groupe sédentaire décrit comment le propriétaire d'un champ a été obligé d'abandonner un cas de litige sans compensation parce que le transhumant ne voulait pas reconnaître les dommages causés par son bétail et a refusé de répondre à une convocation émise par le maire pour réconcilier les deux parties. Un groupe

d'autorités locales Kara affirme cependant que les transhumants sont toujours disponibles pour aller voir les autorités locales, ainsi que le propriétaire du champ, afin de trouver un arrangement à l'amiable.

Certains représentants des autorités locales ressentent le poids de leur rôle : un groupe du Bachama affirme que les innombrables altercations avec la population locale à la suite de plaintes pour destruction réelle ou supposée de champs sont difficiles à résoudre.

Dans les cas les plus graves de destruction de champs ou d'abattage de bétail, le processus passe des autorités locales (arbitrage, conciliation) aux autorités judiciaires (police, gendarmerie, tribunal). Cela se produit lorsqu'il n'y a pas de consensus, que ce soit sur les faits ou sur les remèdes à apporter. Un groupe de femmes transhumantes Hemat affirme que la résolution des conflits se fait par la gendarmerie, mais cette forme de justice est souvent injuste, les transhumants étant plus lourdement sanctionnés.

### **Autorités militaires**

Plusieurs groupes sédentaires (tous des femmes) ont évoqué le rôle des autorités militaires dans la résolution des conflits. Le recours aux autorités militaires est utilisé lorsque la médiation par le chef de village n'aboutit pas et est couronné de succès parce que les autorités militaires peuvent utiliser leur pouvoir pour forcer les éleveurs à payer des compensations pour les dommages subis. Les femmes sédentaires à Birao affirment que le recours aux autorités militaires est la méthode la plus fréquemment utilisée pour régler les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Un groupe de semi-nomades Salamat (également des femmes) affirme que la présence de l'autorité militaire est nécessaire pour établir la discipline et la sécurité.

### **Groupes armés<sup>13</sup>**

Certains groupes sédentaires et transhumants parlent en termes positifs du rôle des groupes armés dans la prévention et la résolution des conflits. Les groupes sédentaires disent que les groupes armés empêchent les transhumants de porter des armes à feu en ville, qu'ils viennent en aide aux communautés sédentaires lorsqu'elles sont en conflit avec les transhumants et qu'ils interviennent lors d'incidents provoqués par des bandits armés. Un groupe d'éleveurs transhumants déclare se tourner vers les groupes armés en cas de destruction des récoltes car les membres des groupes armés sont des fils des villages concernés.

---

<sup>13</sup> Il convient de faire attention aux définitions utilisées dans les groupes de discussion. Selon les animateurs, certains participants définissent les groupes armés comme des bandits armés.

D'autres éleveurs transhumants sont cependant moins positifs quant au rôle des groupes armés dans la médiation des conflits. Un groupe de Misseriya affirme que les groupes armés sont désormais les seuls habilités à régler tout litige survenant dans leur zone de juridiction, alors qu'auparavant les autorités locales et judiciaires appliquaient la loi dans le but principal de "moraliser les protagonistes du conflit" : "moraliser les protagonistes afin de construire une vie harmonieuse dans la société à laquelle ils appartiennent". Un groupe de Tahacha affirme que ceux qui ont des affinités avec les groupes armés sont capables de gagner par la force. Plusieurs groupes décrivent les relations avec les groupes armés comme forcées car ils doivent donner de l'argent aux groupes armés lorsqu'ils arrivent dans chaque village pour rester en paix pendant la transhumance. Ce point de vue n'a pas été universellement exprimé : un groupe a déclaré que l'ex-Seleka, aujourd'hui groupe FPRC, n'imposait pas de telles taxes. Un autre groupe de Misseriya a déclaré que les groupes armés sont des personnes imprévisibles qui peuvent changer de comportement d'un moment à l'autre et n'ont jamais été des interlocuteurs crédibles dans la gestion des conflits.

Les groupes sédentaires et transhumants parlent des groupes armés qui imposent des amendes pour la destruction des champs. Les participants des deux communautés affirment que ces amendes peuvent être excessives (voir la section ci-dessous sur les amendes et les paiements pour plus de détails). Un groupe de Misseriya affirme que le niveau des frais et des pénalités à payer a au moins triplé partout depuis l'arrivée de l'ex-Seleka en 2013.

## **Violence**

Aucun groupe n'a préconisé la violence comme mécanisme de résolution des conflits. Un groupe de Misseriya a verbalisé le raisonnement sous-jacent au rejet de la violence pour résoudre les conflits en ces termes unanimes : « tout le monde essaiera de se défendre en utilisant la vengeance comme arme, ce qui ne fera qu'aggraver la situation ».

La violence - ou la menace de violence - a été mentionnée par les groupes sédentaires et transhumants comme influençant le comportement des personnes impliquées dans les conflits. Un groupe de Peulh a déclaré que certains éleveurs transhumants sont forcés de payer une somme d'argent sans tenir compte de leurs souhaits, par peur, tandis qu'un groupe de semi-nomades a déclaré que certains éleveurs transhumants refusent de s'asseoir avec les propriétaires des champs pour un arrangement à l'amiable parce qu'ils ont confiance dans les armes qu'ils possèdent et sont prêts à les utiliser comme moyen de dissuasion pour effrayer les propriétaires des champs. Les femmes transhumantes arabes soudanaises Rachid ont déclaré que les agriculteurs sont aujourd'hui tous armés de machettes et d'autres armes qu'ils utilisent lorsqu'ils attrapent un bœuf dans leur champ et que, le plus souvent, l'animal finit par mourir alors que le problème aurait pu être résolu de manière pacifique.

## Amendes et compensation

Le règlement des conflits est souvent suivi d'une compensation en nature ou en argent.

Deux gammes d'amendes et de compensations sont détaillées dans les groupes.

La première prévoit ce qui est décrit dans certains groupes comme des forfaits pour les dommages aux cultures qui varient de 10.000 à 25.000 XFA (15 à 40 euros) ou 60.000 à 100.000 XFA (90 - 150 euros), bien que, dans le cas de la destruction d'un champ par un grand nombre de bœufs, il est fixé à 200.000 XFA (300 euros). Il est également fait mention de la fixation de la somme d'argent par le propriétaire du champ en présence de l'autorité locale ou de l'évaluation des dégâts par les deux parties qui, après discussion, se mettent d'accord sur un prix raisonnable (l'indemnité étant proportionnelle aux dégâts subis, équivalente à la valeur de la récolte détruite ou pillée), et du paiement en espèces ou en nature (mil, chèvres, bœufs - bien que ces derniers ne seraient remis par les transhumants qu'à titre de prix du sang).

Le deuxième problème est celui des fourchettes de paiement, jugées déraisonnables par les groupes de sédentaires et de transhumants. Un groupe d'agriculteurs Gula affirme que les groupes armés profitent des problèmes liés à la destruction des champs pour imposer aux transhumants des amendes allant de 400.000 à 900.000 XFA (600 à 1400 euros), tandis qu'un groupe d'éleveurs transhumants Peulh affirme que le propriétaire a demandé 900.000 XFA (1400 euros) en compensation alors que les dommages n'étaient même pas de 10.000 XFA (15 euros). Un groupe de femmes Peulh rapporte qu'elles ont accepté une compensation pour les dommages causés par leur bétail mais que le prix fixé dépassait même une parcelle dévastée. Un groupe de jeunes hommes et femmes sédentaires raconte comment un chasseur sédentaire a tué le bœuf d'un transhumant. Le propriétaire a demandé 3.000.000 XFA (4.500 euros) et les populations de cinq villages se sont cotisées pour réunir cette somme afin d'éviter les représailles des éleveurs Misseriya. Un groupe de Misseriya, à son tour, affirme que lorsque des dommages sont causés par un ou deux de leurs animaux, les groupes armés fixent des prix de compensation qui sont complètement disproportionnés par rapport aux dommages causés. Les groupes armés ne sont pas les seuls responsables de ces paiements déraisonnables : un groupe de Peulh Dankoe affirme que les autorités locales fixent également des indemnités qui ne sont pas proportionnelles aux dommages causés. Un participant Peulh rapporte qu'au cours du mois précédent, il a dépensé plus de 450.000 XFA (700 euros) pour des dommages et estime qu'il s'agit d'un prix fixe injuste dont les autorités locales de cette localité ne sont pas les seules à se rendre complices.

## Recommandations des consultations sur les mécanismes de résolution des conflits

1. Etablir des règles et des principes clairs pour toutes les parties impliquées dans la transhumance : 100% des transhumants et 97% des communautés sédentaires se disent prêts à dialoguer avec l'autre communauté. Un groupe de jeunes sédentaires demande la mise en place d'un atelier d'échange et de dialogue initié par les autorités.
2. Étudier les obstacles au respect des règles et principes existants en matière de transhumance : Les focus groups recommandent de chercher à comprendre pourquoi les éleveurs n'utilisent pas les couloirs identifiés pour leur permettre de mener leurs activités. Les Misseriya recommandent de sensibiliser les communautés sédentaires à ne pas voler ou tuer le bétail appartenant aux transhumants.
3. Renforcer les cadres inclusifs de dialogue et de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs.
4. Créer des mécanismes de résolution des conflits basés sur le règlement à l'amiable entre l'éleveur et l'agriculteur, avec aussi peu d'assistance extérieure que nécessaire pour parvenir à un règlement, en commençant par la médiation et l'arbitrage par les autorités locales (chef de village, maire) avant de recourir aux autorités judiciaires. Les Misseriya recommandent que le mécanisme de résolution des conflits soit représentatif des agriculteurs et des éleveurs et qu'il comprenne un mécanisme permettant de s'assurer que l'auteur de l'infraction respecte le règlement convenu. L'influence des autorités militaires dans l'application des accords, mentionnée plus haut, peut être pertinente ici. Un groupe de jeunes hommes et femmes sédentaires recommande de renforcer la présence des forces de sécurité intérieure qui sont en mesure de faciliter le règlement des différends entre agriculteurs et éleveurs. Un groupe de transhumants Hemat affirme que la gestion actuelle des conflits est biaisée : comme au Soudan, le système mis en place doit être neutre et inclusif. Les participants à l'atelier ont identifié que la structure de gestion des conflits liés à la transhumance doit être neutre, impartiale et inclusive.
5. Apporter un soutien aux communautés transhumantes et sédentaires afin d'augmenter leurs chances de parvenir à un règlement à l'amiable, par exemple en les formant au dialogue et à la négociation pacifiques. Les éleveurs transhumants demandent à Concordis de leur montrer une stratégie pour éviter les conflits entre les éleveurs transhumants et les agriculteurs. Les bouchers de Ouanda-Djallé disent que certains agriculteurs ne collaborent pas et que certains transhumants créent des conflits : il y a un besoin d'éducation et de sensibilisation pour gérer les conflits de manière collaborative, y compris en sensibilisant les populations sédentaires à respecter les couloirs de transhumance et à ne pas voler ou tuer le bétail des transhumants. Les autorités locales recommandent de former les membres des comités de résolution des conflits à la médiation et à la facilitation du dialogue

communautaire. Les ateliers ont recommandé de former les membres du Groupe de conseil à l'analyse et à la gestion pacifique des conflits, tout en mettant l'accent sur la médiation en tant que moyen non violent de résolution des conflits.

6. Apprendre des mécanismes efficaces de résolution des conflits antérieurs, par exemple ce qui peut être appris du succès du comité de résolution des conflits mentionné dans les groupes de discussion qui a été mis en place par la MINUSCA en 2016 à Ouanda Djallé, composé de représentants des communautés sédentaires et transhumantes, pour gérer les conflits résultant de la destruction des champs ou du vol et de l'abattage du bétail.
7. Établir un barème cohérent et proportionné de compensation des dommages causés par la transhumance. A noter que, plus largement, les ateliers ont reconnu la nécessité de réglementer / harmoniser les taxes municipales.
8. Faire connaître l'existence du Groupe de Conseil. Plusieurs groupes sédentaires déclarent ne pas être au courant de l'existence du Groupe de Conseil, mais ils saluent l'initiative et espèrent que cette approche contribuera à la résolution pacifique des conflits entre les parties par le biais de la facilitation. Un groupe d'éleveurs transhumants trouve très intéressant et pertinent d'avoir un médiateur neutre pour surveiller les deux parties pendant qu'elles mènent un dialogue pacifique. Un autre groupe propose que le règlement se fasse par le biais d'un comité de gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Les éleveurs transhumants souhaitent connaître le point focal du Groupe de Conseil dans leur zone.
9. Équiper le Groupe de Conseil pour qu'il puisse gérer davantage de conflits. Un groupe de femmes sédentaires déclare connaître l'existence du Groupe de Conseil, mais celui-ci n'a pas encore géré de conflit dans leur localité. Elles pensent que l'initiative contribuera énormément à la résolution des conflits entre éleveurs et agriculteurs. Les éleveurs semi-sédentaires demandent un soutien pour aider le Groupe de Conseil à mener à bien sa mission : renforcement des capacités, moyens de déplacement, visibilité et fournitures de bureau. Les ateliers recommandent que l'État soutienne les actions du Groupe de Conseil en facilitant la libre circulation de ses membres.
10. Veiller à ce que tous les groupes se sentent représentés au sein du Groupe de Conseil. Les éleveurs transhumants (Misseriya) souhaitent qu'un de leurs chefs fasse partie du Groupe de Conseil pour les représenter lors des discussions sur la transhumance et disent qu'il devrait en être de même pour les autres groupes ethniques impliqués dans la transhumance. Les Salamat disent aussi que le Groupe de Conseil serait encore meilleur s'ils avaient leur propre leader pour les représenter et parler aux autorités de leurs préoccupations.



**Les groupes de transhumants parlent des mesures qu'ils prennent pour éviter les conflits avec les communautés sédentaires, notamment en s'éloignant le plus possible des villages.**

## SECURITE

### Dans quelle mesure les gens se sentent-ils en sécurité ?

Lorsqu'on leur demande comment ils décriraient la sécurité aujourd'hui, deux tiers des personnes interrogées la qualifient de bonne (57 %) ou d'excellente (9 %). Une minorité significative la décrit comme mauvaise (32%) ou très mauvaise (1%). Il existe une différence entre les réponses des éleveurs transhumants et celles des communautés sédentaires : près de 90% des éleveurs transhumants la qualifient de bonne (80%) ou d'excellente (7%), et seulement 13% la qualifient de mauvaise. Il n'y a pas de différences significatives entre les hommes et les femmes sur cette question et tous les groupes d'âge répondent de manière similaire.

Dans certains groupes de discussion, les éleveurs transhumants déclarent que la sécurité s'est améliorée. Un groupe dit que l'insécurité n'empêche plus la population sédentaire avec laquelle ils font du commerce de cultiver, un autre que les groupes armés dans la zone ne les dérangent plus et qu'ils mènent leurs activités paisiblement sans souci de sécurité, un troisième que le phénomène de la transhumance considérée comme dangereuse à cause des bandits de grand chemin a pratiquement disparu depuis 2013. Un groupe de Charafa affirme également que la transhumance commence à s'améliorer après une période où de nombreuses personnes avaient peur de traverser la frontière en raison des différents types de conflits en RCA. Un groupe de Salamat près de Birao dit qu'il n'y avait pas de sécurité sur les corridors, avec la présence répandue de la Seleka, mais que maintenant l'État est revenu. Un Arabe Rachid près de Vodomassa dit qu'il y a eu un changement dans la sécurité depuis le retour de l'Etat à Birao et qu'à cause de cela, il n'y a pas eu d'attaque au cours des 12 derniers mois. Un groupe de Misseriya déclare que le contexte sécuritaire s'est légèrement amélioré depuis décembre 2020, bien qu'ils parlent de la peur et de la méfiance qu'ils ressentent de la part des autres communautés à la suite des incidents de Ndiffa et de la variété d'individus, dont certains ont des liens avec les autorités locales, y compris les FACA et la police, qui poursuivent les Misseriya dans la brousse pour les escroquer.

Peu de groupes sédentaires affirment que la sécurité s'est améliorée. Un groupe de Gula à Birao affirme que la situation sécuritaire a commencé à se rétablir après le déploiement des forces de sécurité intérieure en décembre 2020. Cela a permis aux personnes déplacées de rentrer chez elles. Un groupe de jeunes Kara à Nguene-Boura affirme que la situation sécuritaire s'est améliorée suite au retour progressif des autorités politico-administratives et militaires dans la sous-préfecture de Birao. Les agriculteurs de Toumou disent se sentir désormais en sécurité grâce aux patrouilles des forces de sécurité intérieure et à la connexion au réseau téléphonique qui leur permet d'informer les autorités de sécurité de Birao lorsqu'ils se sentent en danger.

La plupart des groupes de discussion sédentaires et plusieurs groupes d'éleveurs transhumants sont plus négatifs quant à la situation actuelle en matière de sécurité. Un groupe de femmes transhumantes Hemat déclare que, avant 2013, la sécurité était assurée par la présence de l'État. Aujourd'hui, il y a des cas de vol de bétail par d'autres transhumants de l'ethnie Misseriya. Un groupe de Misseriya dit que la présence de la MINUSCA à Birao a peu d'impact sur la situation sécuritaire dans la région de Birao. Ils ont un sentiment général d'insécurité causé par l'hostilité d'autres personnes qui pensent qu'ils ont des liens avec des bandits armés. Un groupe d'hommes Hemat près de Kidkidji affirme que le retour du gouvernement dans cette région améliorerait vraiment leur sécurité. Les participants expriment un désir général de sécurité en RCA afin qu'ils puissent garantir leur propre sécurité et vaquer librement à leurs occupations. Les questions soulevées au-delà des problèmes de sécurité inhérents aux déplacements de grands groupes de personnes et d'animaux sont les suivantes :

1. **Comportement des éleveurs transhumants.** Le chef du département de l'agriculture à Birao affirme que la situation s'est aggravée. L'insécurité est surtout due à la présence des transhumants qui ne respectent pas les couloirs. D'autres autorités locales affirment que les transhumants ont changé de comportement et sont aujourd'hui plus ou moins militarisés pour se protéger et protéger leur bétail car ils font face à des attaques de groupes armés qui s'emparent de leur bétail par la force ou de villageois qui volent et tuent les animaux.
2. **La violence installée.** Les jeunes disent que le chômage et la pauvreté influencent négativement les jeunes et accentuent la violence communautaire.
3. **Les armes.** Les inconvénients de la transhumance sont principalement l'insécurité et la circulation des armes dans la région de la Vakaga. Les communautés sédentaires affirment que les transhumants qui quittent le Soudan portent un bâton, un arc, une flèche et même un fusil. Les autorités locales affirment qu'ils viennent tous armés et qu'ils refusent de se conformer aux règles de la société. Lorsque la communauté veut soulever un problème tel que la destruction d'un champ, les éleveurs transhumants les menacent avec des armes, préférant brandir des armes et des menaces. Le chef de service de Birao reconnaît que les groupes armés autour des couloirs de transhumance sont la raison pour laquelle les éleveurs portent des armes qui effraient les habitants.
4. **Le banditisme armé.** Les incidents de banditisme armé sont récurrents. Les personnes interrogées affirment que la population de Sikikédé, en particulier les hommes, vit dans une insécurité croissante causée par des bandits armés d'origine soudanaise du groupe ethnique Misseriya et aussi quelques Tchadiens qui volent et extorquent.
5. **Groupes armés.** Les bouchers de Ouanda Djallé affirment que la sécurité dans la sous-préfecture a été ébranlée par des événements violents, notamment les rébellions armées de la CPJP et de la Seleka et les enlèvements de la LRA. Dans une conversation privée, un agriculteur sédentaire dit que l'insécurité a augmenté

depuis 2013 et plus encore avec la présence des groupes armés soudanais depuis 2018. Un groupe de Misseriya dit que la transhumance n'a pas bien évolué depuis 2013 à cause de l'insécurité sur l'axe à travers les groupes armés qui ont pris leur bétail par la force.

6. **Impact de l'insécurité sur les services fournis.** Les éleveurs transhumants affirment que, avant la crise, le personnel de la FNEC soignait et vaccinait le bétail, mais qu'aujourd'hui il ne fait plus son travail comme avant en raison des problèmes d'insécurité dans la région. Bien que la situation s'améliore aujourd'hui, l'insécurité qui règne depuis 2013 a ravagé et dépouillé la population sédentaire avec laquelle ils faisaient du commerce. Les communautés sédentaires commentent également comment les effets de l'augmentation de l'insécurité au cours des dernières années (manque de médicaments ou de médecin, vol de bétail) ont affecté leur bétail.
7. **L'exploitation minière.** Un groupe d'éleveurs transhumants a mentionné un groupe armé de 30 personnes sur des motos qui ont fait irruption dans le village de Vakaga à la recherche de sites aurifères.

Les résultats de la recherche quantitative reflètent des problèmes très similaires. Lorsqu'on leur demande d'énumérer les obstacles les plus importants à la transhumance pacifique, les personnes interrogées mentionnent (par ordre d'importance) :

<b>Quels sont les principaux obstacles à la transhumance pacifique ?</b>	
Bandits armés	178
Circulation des armes	128
Transhumants étrangers	61
Arabes soudanais	61
FACA	48
Absence de l'état	10
Arabes tchadiens	8
FPRC	7
Seleka Rénové	5
MINUSCA	5

La plupart des différences de réponses entre les communautés sédentaires et transhumantes sont évidentes. Les réponses des transhumants se concentrent sur les bandits (38%), la circulation des armes (21%) et les FACA (16%), sans aucune mention des éleveurs transhumants étrangers et avec une seule mention des Arabes soudanais. Les transhumants sont plus susceptibles que les communautés sédentaires de mentionner l'absence de l'État (7 % contre moins de 1 %).

Les femmes sont presque deux fois plus nombreuses que les hommes à citer les FACA (10% contre 6% des mentions) et plus nombreuses à blâmer la circulation des armes, l'absence de l'État ou les Arabes soudanais. Les 18-25 ans sont moins enclins que les autres groupes d'âge à citer les bandits armés ou la circulation des armes, et proportionnellement plus enclins à mentionner des groupes armés spécifiques, bien que le nombre de mentions de ces derniers soit faible. Les deux groupes d'âge de plus de 25 ans sont les plus susceptibles de mentionner les bandits armés, tandis que les plus de 50 ans sont légèrement plus nombreux que les deux autres groupes d'âge à mentionner les FACA et les éleveurs transhumants étrangers.

### **À qui les gens font-ils confiance pour assurer leur sécurité ?**

Lorsqu'on leur demande de citer le meilleur acteur pour garantir leur sécurité, les personnes interrogées sont plus susceptibles de mentionner les FACA. 50% des personnes vivant dans des communautés sédentaires ne citent que les FACA et près de 90% mentionnent les FACA. 50% des éleveurs transhumants ne citent également que les FACA, et près de 90% mentionnent à nouveau les forces armées de la RCA. Moins de 2% de toutes les personnes interrogées citent uniquement la MINUSCA, mais 15% mentionnent la MINUSCA. Il y a également quelques mentions des autorités étatiques (non spécifiées), des forces de sécurité intérieure, de la police, de la gendarmerie et des groupes armés, y compris le FPRC, la Seleka Renové et le FDPC (Front démocratique du peuple centrafricain).

Un tiers des personnes interrogées ont également répondu à la question : qui est responsable de l'insécurité ? Les réponses comprenaient les éleveurs transhumants étrangers (inclus par 70% des répondants), les bandits armés (39%), la Seleka Renové (4%) et les forces internationales (1%).

### **Dieu**

Il y a très peu de références à la religion dans la consultation de la Vakaga. La plupart des références sont faites par les éleveurs transhumants en relation avec la sécurité. Un groupe déclare que personne n'assure sa sécurité pour le moment : "C'est dans la main de Dieu". Un autre groupe affirme ne pas avoir subi de pertes de bétail ou de visites de groupes armés dans leurs camps. Ils affirment que c'est Allah qui les a protégés pendant cette période difficile, alors que certains de leurs proches parents ont subi des pertes considérables. Le chef arabe de Rizegat d'un campement de chameaux dit qu'il s'en remet à Dieu pour sa protection.

### **Eux-mêmes**

Les communautés sédentaires et transhumantes parlent des moyens qu'elles utilisent

pour assurer leur propre sécurité. Les Misseriya disent que la protection pendant la transhumance est personnelle. Ils n'ont besoin de personne, même dans les camps, pour assurer leur protection. Un groupe sédentaire de jeunes hommes et de jeunes femmes explique que certains d'entre eux ont été obligés de prendre les armes et de former un groupe d'autodéfense en raison des relations entre les groupes armés et les éleveurs transhumants.

Les éleveurs transhumants se déplacent en grands groupes pour des raisons de sécurité. Les Misseriya disent qu'ils viennent avec un grand nombre de personnes du même groupe ethnique pour des raisons de sécurité et qu'ils savent aussi se défendre. Les éleveurs Hemat disent que leur grand nombre, quittant le Soudan pour la RCA, garantit déjà leur sécurité et leur protection, même s'il y a souvent des bandits armés en chemin qui essaient de voler les marchandises et les bœufs. Les Charafa voyagent en groupe pour assurer leur sécurité et celle de leur bétail. Les Peulh Moulmoul préfèrent voyager avec des membres de leur propre groupe ethnique pour plus de sécurité et pour réduire le risque d'attaque par des bandits armés. Les Salamat affirment que la situation actuelle les met dans une position difficile et les oblige à s'armer davantage. Leur force réside dans le fait qu'ils viennent en transhumance en très grand nombre, jusqu'à plus de 3 000 personnes, et qu'en cas d'agression, ils s'unissent pour se défendre par tous les moyens à leur disposition. Un groupe estime que la proximité entre les éleveurs transhumants des campements dans un rayon de 5 km leur permet de s'entraider en cas d'attaque. Cette proximité peut également permettre d'éviter une attaque : le groupe dit ne pas en avoir connu depuis 2011.

Les éleveurs transhumants décrivent les armes qu'ils utilisent pour se protéger. Les Misseriya utilisent des armes blanches (flèches, arcs, bâtons et couteaux) et disent que si aujourd'hui les éleveurs se sont armés, c'est pour garantir leur sécurité lors de leurs déplacements. Les Tahacha se protègent et protègent leur bétail avec des armes blanches (bâtons, flèches, couteaux). Les Charafa disent utiliser des flèches et même des chiens comme moyen de défense dans le campement. Les Peulh rapportent qu'ils utilisent les mêmes armes, y compris les flèches et les chiens de garde, pour assurer leur sécurité et celle de leur bétail contre les attaques des hommes et des animaux sauvages et pour se défendre dans les campements.

### **Communautés sédentaires**

Certains transhumants disent que la défense idéale est une bonne relation avec la population d'accueil, même s'ils ont toujours des armes pour se protéger et protéger leur bétail. Les Salamat disent que Sikikédé est accueillante pour tous les transhumants en raison du comportement des habitants du village. Un groupe reste près de Matala pour des raisons de sécurité car ils ont de bonnes relations avec les villageois. Un groupe de Misseriya dit que les personnes idéales pour les défendre sont les

populations d'accueil car ils ont l'habitude de vivre ensemble depuis qu'ils ont commencé la transhumance.

En revanche, un groupe de Salamat affirme que certaines communautés sédentaires, en particulier les jeunes, mettent le feu à la brousse pour manifester leur colère et rendre la vie difficile aux éleveurs.

### **Éleveurs transhumants**

Certains groupes sédentaires disent vivre en parfaite harmonie avec les éleveurs transhumants. Bien que cela ne signifie pas que les éleveurs transhumants assurent la sécurité, cela signifie que ces groupes leur font confiance pour ne pas créer d'insécurité.

Les groupes sédentaires comprennent pourquoi les éleveurs transhumants portent des armes mais disent que cela crée un sentiment d'insécurité. Un groupe sédentaire explique que les éleveurs arabes portent des AK47 pour leur propre sécurité contre les groupes armés, mais que cela crée un déséquilibre lors des négociations et des échanges avec les agriculteurs, qui se sentent le plus souvent menacés par ces armes.

La perception qu'ont les communautés sédentaires du rôle des éleveurs transhumants en matière de sécurité est fortement influencée par leur association avec les bandits armés. Cette question est abordée plus loin, en relation avec les bandits armés.

Les groupes de transhumants ne se font pas toujours confiance pour assurer la sécurité. Plusieurs groupes ont évoqué un conflit survenu en 2020, lorsque des éleveurs Peulh ont été attaqués par des Misseriya et des Salamat (ainsi que par un groupe armé soudanais, les Janjawid) et que de nombreuses personnes ont été tuées. Un groupe Peulh a déclaré que cette attaque était due à la mauvaise foi des Misseriya à l'égard des Peulh. Un autre groupe affirme que les groupes Peulh Oudda et Moulmoul sont toujours prêts à utiliser des armes comme moyen de dissuasion. Les semi-nomades affirment que certains éleveurs transhumants volent leur bétail : les Misseriya sont cités comme étant beaucoup plus impliqués dans ce phénomène, ainsi que pour le vol du bétail des autres éleveurs soudanais appartenant à d'autres groupes ethniques que les leurs. Un rapport de groupe de discussion indique que la question du vol par les Misseriya a été confirmée à plusieurs reprises par les éleveurs transhumants eux-mêmes.



**Les agriculteurs fertilisent les champs en y déposant des herbes qu'ils allument ensuite; les éleveurs transhumants se plaignent que des feux sont allumés pour leur barrer le passage.**

## **Parcs**

Les parcs sont mentionnés comme ayant un rôle à jouer dans la sécurité. Comme indiqué dans le chapitre sur les parcs, les personnes interrogées dans les groupes de discussion ne font pas de distinction entre les parcs nationaux et les zones de chasse. Là où les parcs fonctionnent bien, ceux qui les utilisent (probablement des zones de chasse) disent qu'ils n'ont pas besoin de chercher de l'eau et de l'herbe pour leur bétail et qu'ils sont en sécurité. Les éleveurs transhumants s'inquiètent cependant du fait que si les éleveurs sont chassés lors de la restauration des parcs nationaux, il y aura un surplus d'éleveurs dans les zones situées immédiatement à l'extérieur des parcs et un risque potentiel d'insécurité causé par des conflits parce que les éleveurs Hemat, Misseriya et Tahacha ne s'entendent pas avec les éleveurs Peulh qui utilisent actuellement la zone du parc.

## **Autorités locales**

Lors d'une conversation privée, un agriculteur exprime l'importance des autorités locales pour assurer la sécurité régionale.

Les éleveurs transhumants de Charafa parlent de l'utilisation des autorités locales pour la sécurité. Avant de partir en transhumance, ils contactent les autorités locales, notamment les maires des communes, pour obtenir des informations sur la sécurité. Pour garantir leur sécurité et leur neutralité, un groupe de Charafa a signé un engagement avec le maire. En cas de nouveau conflit, ils essaieront d'abord de le régler

à l'amiable et s'adresseront si nécessaire aux autorités locales (maire, chefs de village). Ils souhaitent que les autorités étatiques prennent effectivement le relais afin de garantir leur sécurité.

### **Forces de sécurité intérieure**

Les communautés sédentaires et les éleveurs transhumants utilisent un langage qui suggère la confiance dans les forces de sécurité intérieure pour assurer la sécurité. La plupart des références sont des demandes. Un groupe de femmes sédentaires souhaite le retour des forces de sécurité intérieure pour garantir leur sécurité. Un groupe d'hommes transhumants a besoin de protection pendant la transhumance et le gouvernement serait le meilleur acteur pour les défendre car ils le considèrent comme neutre. Un groupe de Misseriya espère le rétablissement de l'autorité de l'État avec le déploiement de forces de sécurité dans la région pour assurer la sécurité et la libre circulation des personnes et des biens. Un autre groupe dit qu'il compte sur le gouvernement et la population centrafricaine pour assurer sa sécurité. Un groupe d'autorités locales suggère que les forces de sécurité intérieure ont été efficaces dans le passé lorsqu'il affirme que les éleveurs transhumants refusent de se conformer aux règles de la société, alors que ce sont les mêmes qu'ils observaient avant la crise, lorsque les forces de sécurité intérieure de l'Etat étaient présentes dans la zone. De même, le Chef d'Antenne de la CAMDCA (Coopération agro-pastorale et minière pour le développement) affirme que la situation des transhumants portant des armes pour leur propre sécurité n'existerait pas si les autorités étatiques étaient efficaces.

L'absence de forces de sécurité intérieure est parfois décrite de manière plus critique. Un groupe d'éleveurs transhumants affirme que la situation sécuritaire est fragile en RCA, notamment dans la Vakaga, car personne ne peut assurer la sécurité d'un pays en dehors de l'Etat qui en est le seul garant. Ils souhaitent le redéploiement de l'Etat dans la Vakaga, notamment des forces de défense intérieure (gendarmerie, police) et des FACA, pour assurer la sécurité de toutes les communautés et favoriser une transhumance pacifique. Ceci est partagé par les groupes d'éleveurs transhumants peulh qui affirment que, avant de parler de sécurité, il faut d'abord sécuriser le pays et restaurer l'exercice de l'autorité de l'Etat. Cela permettrait aux éleveurs d'être en sécurité et de mener leurs activités librement. Ils n'ont pas les moyens d'assurer leur sécurité et souhaitent le retour des autorités étatiques pour la garantir. Un groupe d'autorités locales affirme que les forces de sécurité intérieure ne sont pas déployées à Ouanda-Djallé pour assurer la protection des populations.

### **Autorités militaires**

Les autorités militaires ne sont mentionnées que par quelques groupes. Les communautés sédentaires affirment que les éleveurs transhumants ont plus de respect pour les autorités militaires en raison des sanctions qu'elles appliquent à ceux qui sont

indisciplinés. Les autorités militaires utilisent leur pouvoir pour obliger les éleveurs à payer des compensations pour les dommages causés.

### **Groupes armés<sup>14</sup>**

Certains membres des communautés sédentaires font confiance aux groupes armés pour assurer la sécurité. Ils interviennent en ville en cas d'incidents provoqués par des bandits armés. Entre autres, ils interdisent formellement aux éleveurs transhumants de détenir leurs armes à feu à Sikikédé. Ils viennent également en aide aux communautés lorsqu'il y a un conflit entre les agriculteurs et les éleveurs. Les populations locales entretiennent des relations avec les groupes armés pour sécuriser leurs champs. Certains affirment que les communautés sédentaires soutiennent les groupes armés parce qu'elles sont toutes issues de la même communauté et partagent les mêmes réalités. Elles considèrent les groupes armés comme des protecteurs en l'absence de l'autorité de l'Etat dans la région, raison pour laquelle elles sont beaucoup plus favorables aux groupes armés. Les bouchers de Ouanda-Djallé affirment que ce sont les éléments du FPRC, dont certains sont originaires de Ouanda-Djallé, qui assurent la sécurité de la ville. Les autorités locales, interrogées sur les liens entre les groupes armés et la sécurité de la ville, disent ne pas avoir de problème avec les groupes armés. De fait, ces représentants des autorités locales ont certains de leurs parents dans les groupes armés qui assurent en même temps la sécurité de la ville. Les éleveurs transhumants qui ont des membres de leur famille dans les groupes armés en RCA ont également une confiance totale envers ces groupes armés.

D'autres communautés sédentaires parlent de l'insécurité causée par les groupes armés. L'insécurité a augmenté davantage avec la présence de groupes armés soudanais depuis 2018. Les groupes armés autour des corridors sont la raison pour laquelle les éleveurs portent des armes, ce qui provoque un sentiment d'insécurité parmi les villageois. Certains groupes armés portent des armes uniquement pour provoquer les agriculteurs. La sécurité d'une communauté peut être affectée par l'attaque d'un groupe armé sur un village voisin : les habitants d'Oulou disent que l'attaque de Boromata en 2020 a eu des répercussions sur Oulou où la population a fui car le village est situé à seulement 7 km de Boromata.

Un groupe d'éleveurs transhumants Hemat affirme que leurs relations avec les groupes armés qui contrôlent la localité sont désormais parfaites. Les groupes armés sont des ex-Seleka, maintenant avec le FPRC, et ils n'exercent aucune force et ne provoquent pas d'altercations. Les équipes qui ont conduit cette enquête notent que le chef du FPRC vit au Soudan, ce qui pourrait expliquer que le FPRC de Sikikédé soit accueillant pour les éleveurs soudanais. D'autres groupes décrivent également une coexistence pacifique. Les groupes armés ne les dérangent plus et ils mènent leurs activités

---

<sup>14</sup> Il convient de faire attention aux définitions utilisées dans les groupes de discussion. Selon les animateurs, certains participants définissent les groupes armés comme des bandits armés.

pacifiquement sans aucun problème de sécurité. Ils n'ont pas été attaqués ces derniers mois en raison d'une entente croissante entre eux et les groupes armés sur la paix. Ils restent également aussi loin que possible des villages pour être à l'abri des groupes armés. Un groupe de Misseriya déclare ne pas avoir d'altercation avec les groupes armés parce qu'ils ne violent pas les principes établis pour la paix et la sécurité de la région. Un autre affirme qu'il n'a aucune relation avec les groupes armés parce qu'il est partisan de la paix et qu'il ne veut pas avoir de problèmes avec qui que ce soit.

La coexistence est parfois décrite de manière moins positive. Un groupe affirme que les groupes armés sont des bandits armés qui volent le bétail des autres et que leur communauté n'a aucune relation avec eux. Ce manque de contact ne crée pas toujours un sentiment de sécurité pour les éleveurs transhumants. Un coordinateur régional de la FNEC a déclaré que les éleveurs n'avaient aucune relation avec les groupes armés et l'enquêteur a déclaré avoir ressenti une grande peur et de l'insécurité de la part du coordinateur. Plusieurs groupes d'éleveurs transhumants ont noué des liens avec des groupes armés pour réduire l'insécurité : un participant a déclaré que presque toute sa famille était dans un groupe armé depuis trois ans parce qu'elle avait été victime de vols, de pillages et de disparitions de bœufs. D'autres font état de relations forcées avec les groupes armés basées sur l'extorsion : ils donnent de l'argent pour éviter les visites à tout moment afin de rester en paix pendant la transhumance. Ils sont forcés de payer, par peur, indépendamment de leurs souhaits.

Plusieurs rapports font état d'incidents de sécurité spécifiques impliquant des groupes armés : des groupes de Misseriya affirment que des groupes armés prennent leur bétail de force et, dans un cas, les dépouillent avant de les laisser poursuivre leur voyage ; des hommes et des femmes Peulh affirment qu'un groupe armé soudanais (Janjawid) a été impliqué dans l'attaque de Terfel en 2020, au cours de laquelle plus de 20 éleveurs ont été tués et près de 100 têtes de bétail ont été emportées.

### **Bandits armés<sup>15</sup>**

Dans les groupes de discussion, rien n'indique que les gens fassent confiance aux bandits armés pour assurer leur sécurité.

Les communautés transhumantes et sédentaires mentionnent souvent que les bandits armés sont à l'origine de l'insécurité.

Les Misseriya disent que, lors de la crise de 2013, ils ont perdu plus de 100 têtes de bétail à cause de bandits armés non identifiés qui ont profité du chaos pour organiser des vols à main armée dans les campements d'éleveurs. Les éleveurs Hemat parlent de bandits armés sur la route entre le Soudan et la RCA qui tentent de voler des biens et

---

<sup>15</sup> Selon les rapporteurs, les définitions données par les participants aux groupes de discussion montrent une confusion entre les « groupes armés » et les « bandits armés ».

des bœufs. Les Salamat affirment que la prolifération des armes du côté du Darfour, due à l'absence d'une présence effective de l'Etat soudanais dans cette zone, a conduit à l'émergence d'une multitude de bandits armés qui profitent de cette situation pour semer la désolation tant du côté centrafricain que du côté soudanais. Un groupe de Salamat affirme que, depuis quelque temps, ils sont confrontés à des groupes de bandits armés non identifiés qui savent qu'ils vont passer par un certain chemin et leur tendent souvent des embuscades pour leur voler leur bétail. Un groupe de Peulh Ekaher a perdu plus de 200 bœufs à la suite d'attaques armées menées dans les camps par des bandits de nationalité soudanaise. Un autre groupe de Salamat affirme qu'il n'a pas été visité par des groupes armés lors de la crise de 2013, ni par des bandits armés, mais que pour vaincre la peur, il a été obligé de s'enfoncer dans la brousse, abandonnant le couloir habituel vers le Soudan. Malheureusement, au moment de l'enquête, l'absence d'autorité étatique au Darfour a conduit à l'émergence de groupes de bandits armés qui s'organisent pour saboter l'ordre social établi entre les éleveurs soudanais et les communautés sédentaires. Certains éleveurs transhumants disent rester le plus loin possible des villages pour les protéger des groupes armés et des bandits armés non identifiés.

Les participants sédentaires de Sikikédé affirment que la population, en particulier les hommes, vit dans une insécurité croissante causée par des bandits armés d'origine soudanaise du groupe Misseriya et aussi par certains Tchadiens qui volent et extorquent des biens à la communauté.

Le lien, réel ou imaginaire, entre les éleveurs transhumants et les bandits armés est évoqué par plusieurs groupes et considéré par les communautés sédentaires et transhumantes comme affectant la perception des personnes à qui il est possible de faire confiance pour assurer la sécurité. Certains participants sédentaires, qui définissent les groupes armés comme des bandits armés, affirment que les éleveurs transhumants, en particulier ceux de la tribu Misseriya, ont des relations avec les groupes armés parce qu'ils sont des groupes ethniques alliés. Les représentants des autorités locales affirment que les éleveurs transhumants sont accompagnés de bandits armés qui volent les motos et les véhicules et tuent les gens à leur guise. D'autres groupes sédentaires affirment que les éleveurs transhumants sont assimilés à des bandits armés soudanais, qui se déguisent en éleveurs transhumants. Après avoir commis un crime, ils se réfugient dans les camps de transhumants et sont camouflés par leurs frères de l'ethnie Misseriya. Selon les participants aux groupes, il s'agit de bandits de grand chemin qui volent les motos des commerçants ambulants ou des taxis-motos, extorquent des biens et assassinent la population de Sikikédé, les hommes étant leur principale cible. D'autres groupes sédentaires affirment que les éleveurs transhumants savent très bien qu'il y a des personnes qui ne sont pas venues pour la transhumance mais plutôt pour le banditisme, mais ils préfèrent les accueillir quand même sans s'en préoccuper.

Les éleveurs transhumants reconnaissent et réfutent leur lien supposé avec les bandits armés. Les Misseriya disent que la population sédentaire pense que les éleveurs transhumants sont les auteurs des attaques qui sévissent dans la région, et qu'ils portent des armes pour protéger leurs troupeaux. Les Charafa font référence à un groupe de bandits armés soudanais qui ont tué un jeune conducteur de moto-taxi. La tension était telle que la population a voulu les considérer comme des complices. Les Salamat affirment que les bandits armés sont organisés pour voler les communautés sédentaires et que cette pratique détruit la bonne collaboration entre les éleveurs soudanais en général. Les semi-nomades décrivent également le lien perçu, affirmant que certains accusent les éleveurs de couvrir les criminels parce qu'ils sont tous frères, parfois de la même ethnie et de la même région. Sur cette question, les éleveurs transhumants ont toujours clamé leur innocence et affirment qu'ils sont victimes de ces criminels parce qu'ils n'ont pas les moyens de les arrêter.

### **Recommandations des consultations pour la sécurité**

1. **La sécurité en RCA doit être assurée par l'Etat.** Les participants expriment un désir général de sécurité en RCA afin de pouvoir vaquer librement à leurs occupations. Tous les répondants citent les FACA comme le meilleur acteur pour garantir leur sécurité, tandis que 15% mentionnent la MINUSCA. Pour les éleveurs transhumants, afin de trouver une solution durable à cette situation d'insécurité qui n'a que trop duré, il est important que l'autorité de l'Etat centrafricain soit rétablie dans toute la zone de la Vakaga et que les autorités centrafricaines et soudanaises communiquent entre elles et mettent en place une stratégie commune de contrôle de la frontière entre les deux pays. La réduction de l'insécurité permettra également la reprise des services vitaux, notamment les services vétérinaires et la vaccination du bétail. Les jeunes de Kara recommandent que des unités policières et militaires soient déployées pour assurer la sécurité de la population. Les autorités locales et les jeunes leaders de Delembe demandent que la sécurité soit renforcée par le déploiement des forces de défense et de sécurité nationales (FACA, gendarmerie), y compris par des patrouilles régulières dans les villages et sur les routes périphériques de Birao. Les ateliers recommandent la restauration de l'autorité de l'Etat (déploiement des forces de défense et de sécurité, gendarmerie, police, FACA, gardes forestiers). Les autorités nationales pourraient fournir un cadre à cet effet en déployant les FACA, en formant les FACA à la communication non violente et en s'attaquant de manière proactive et visible aux perceptions de marginalisation de certains groupes. Les organisations internationales pourraient former les forces armées à la communication non violente.
2. **Réduire la nécessité de porter ses propres armes.** Le port d'armes est cité par près de la moitié (46%) des répondants comme l'un des obstacles les plus importants à la transhumance pacifique. Les ateliers citent la transhumance armée comme l'un

des problèmes. Les communautés transhumantes et, dans une moindre mesure, les communautés sédentaires, parlent des moyens qu'elles utilisent pour assurer leur propre sécurité. Pour réduire l'insécurité causée par les groupes portant des armes, les groupes doivent avoir confiance dans le fait que la sécurité sera assurée par l'État. Concrètement, si les transhumants ne pensent plus avoir besoin de porter des armes pour se protéger et protéger leur bétail des attaques des groupes armés, de la communauté sédentaire ou d'autres groupes de transhumants, ils seront prêts à laisser leurs armes au chef de village et les communautés sédentaires ne percevront plus leurs armes comme une menace. Les ateliers ont recommandé une action concertée entre les membres du Groupe de Conseil en RCA, au Soudan et au Tchad pour organiser des dialogues réguliers et sensibiliser les agriculteurs et les éleveurs en faveur de la transhumance non armée. Ils recommandent également d'organiser des patrouilles régulières dans les communes pour dissuader certains éleveurs transhumants d'utiliser les armes à feu pour résoudre les problèmes liés à la destruction des champs.

3. **Les autorités locales et les forces de sécurité intérieure doivent contribuer à la sécurité.** Les autorités locales et les forces de sécurité intérieure (gendarmerie, police) ont un rôle à jouer dans la sécurisation de la région et doivent s'en acquitter efficacement. Les ateliers recommandent d'augmenter le nombre de FACA, de gendarmes et de policiers pour les déployer dans toute la Vakaga, y compris dans la zone Sud.
4. **Les groupes armés ne doivent pas être un fournisseur de sécurité à part entière.** Les groupes armés sont actuellement considérés par certaines communautés, tant sédentaires que transhumantes, comme une source d'insécurité et par d'autres comme un facteur de sécurité. Comme indiqué ci-dessus, l'État doit assurer la sécurité en toute confiance : lorsque les groupes font partie de l'offre de l'État, cela doit être clair et compris ; lorsque les groupes ne font pas partie de l'offre de l'État, ils ne doivent pas jouer un rôle dans la fourniture de la sécurité. Les ateliers ont recommandé une réunion entre le Groupe de Conseil et les chefs des groupes armés pour plaider en faveur d'une transhumance sécurisée et pacifique, et le rôle des groupes armés dans la fourniture de la sécurité devrait faire partie de l'ordre du jour de la réunion. Les autorités nationales pourraient encourager le désarmement et la démobilisation des groupes armés ainsi que la réintégration des anciens combattants encore actifs et s'abstenir de recourir à des mercenaires.
5. **Attribuer la responsabilité exacte des actions qui causent l'insécurité.** Trouver les moyens de distinguer les actions des éleveurs transhumants de celles des bandits armés, afin que le comportement des bandits armés ne crée pas d'insécurité entre les éleveurs transhumants et les communautés sédentaires. Les éleveurs transhumants disent que les communautés sédentaires devraient faire la distinction entre les éleveurs et les bandits armés et s'associer aux éleveurs qui sont eux-mêmes victimes de vols de bétail à main armée. Les autorités nationales pourraient soutenir cette démarche en s'attaquant au banditisme par l'application de la loi.

6. **Réduire l'attrait de la criminalité.** Les ateliers recommandent de trouver des emplois pour les jeunes dans les zones situées autour des couloirs de transhumance afin qu'ils cessent de voler et de tuer du bétail. Les équipes chargées de l'enquête suggèrent d'étudier plus avant les motivations des voleurs de bétail : dans de nombreuses régions, le taux de chômage est élevé et les revenus sont très faibles, mais il n'y a pas de vol de bétail.
7. **Restaurer les parcs avec précaution.** Pour éviter l'insécurité, il faut veiller à restaurer les parcs de manière à ne pas provoquer de conflits entre ou avec les groupes de transhumants chassés des parcs.
8. **Renforcer la sécurité aux frontières.** Les ateliers recommandent la mise en place d'une unité mixte composée d'éléments des Forces armées de nationalité centrafricaine, soudanaise et tchadienne pour un contrôle strict aux frontières de la RCA, du Soudan et du Tchad et des points de contrôle frontaliers à Tissi, Aouk et Amdafock pour empêcher les transhumants de circuler avec des armes automatiques et pour contrôler les papiers des transhumants.

## VIOLENCE À L'ENCONTRE DE LA PERSONNE

Parmi les 28% qui ont déclaré avoir été victimes d'un groupe avec lequel ils étaient en conflit, 17% ont déclaré que l'abus incluait la violence physique. Dans les ateliers, le vol, l'abattage et le racket de bétail ont été cités comme l'un des problèmes de la transhumance. La violence contre la personne n'a pas été citée comme un problème à part entière, bien qu'elle ait pu être prise en compte dans la transhumance armée. Les participants aux ateliers ont demandé que l'État garantisse la sécurité des éleveurs transhumants en RCA : il n'est pas clair si cela se réfère à la sécurité personnelle, à la sécurité du bétail ou aux deux.

Dans les données qualitatives, plusieurs groupes d'éleveurs transhumants ont fait référence à la violence contre la personne. Certains ont mentionné des incidents spécifiques : un groupe de bandits armés soudanais qui a récemment tué un jeune conducteur de moto-taxi ; la résistance contre un groupe armé au cours de laquelle ils ont perdu plusieurs membres de leur groupe ethnique et en particulier deux de leurs frères ; la violence physique contre l'un de leurs enfants qui a été battu par le fils d'un agriculteur. Plusieurs groupes évoquent un conflit survenu en 2020 qui a entraîné des pertes humaines considérables : un groupe d'hommes Peulh et un autre groupe de femmes Peulh décrivent dans des termes presque identiques avoir été attaqués à Terfel par les Misseriya et un groupe armé soudanais (Janjawid) venus voler leur bétail. Au cours de cette attaque, plus de 20 éleveurs de leur camp ont été tués. Un groupe de Peulh déclare faire partie des groupes de Peulh attaqués à Terfel, au cours de laquelle de nombreuses personnes ont perdu la vie : ils accusent les Misseriya et les Salamat d'être à l'origine de cette attaque. Certains font référence de manière plus générale à la violence contre la personne : l'une des raisons pour lesquelles un frère a rejoint un groupe armé était qu'il était victime d'une agression physique ; les Peulh Ekaher ont perdu près de la moitié de leurs bœufs à cause d'attaques armées de bandits de nationalité soudanaise qui viennent à cheval, tous armés, et ne montrent aucune pitié lorsqu'ils veulent attaquer les éleveurs pour prendre leur bétail. Certaines violences sont liées à la crise de 2013. Un groupe de Tahacha affirme que des pertes en vies humaines ont été enregistrées du fait des bandits armés mais que le phénomène a pratiquement disparu depuis 2013, bien que les souvenirs soient encore vivaces. Certains Misseriya racontent avoir perdu deux frères lors de la crise de 2013 et affirment que des bandits armés non identifiés ont profité du désordre pour organiser des vols à main armée dans les campements d'éleveurs, emportant plus d'une centaine de bœufs.

Plusieurs groupes sédentaires font également référence à la violence à l'encontre de la personne. Celle-ci est énoncée en termes généraux. Les bandits armés soudanais assassinent la population de Sikikédé, les hommes étant leurs principales cibles. Les bandits armés tuent les gens à leur guise. De nos jours, la présence d'éleveurs transhumants dans les zones qui étaient auparavant des parcs signifie (selon deux groupes de discussion) la destruction des champs, le viol des femmes et des conflits

permanents avec leurs maris. Un groupe rapporte que les Misseriya ont la réputation de voler le bétail, de porter des armes et même de violer les femmes de la localité et un autre dit que les Misseriya ont même un comportement violent envers les femmes et les filles lorsqu'elles vont au champ ou au cours d'eau. Un groupe de femmes sédentaires a déclaré que, parfois, si les éleveurs transhumants rencontrent une femme seule dans la brousse, ils commettent des actes de violence sexuelle. Un autre groupe a déclaré que le conflit avec les éleveurs est dû à la destruction des champs et au harcèlement sexuel. Un groupe d'hommes indique qu'il y a eu des tentatives d'agressions sexuelles sur des femmes, un autre affirme que les éleveurs transhumants commettent également des actes de violence sexuelle sur les femmes.

Les participants font souvent référence à la violence qui menace la personne dans la même phrase que la violence qui menace les moyens de subsistance. Un groupe de femmes sédentaires affirme que les éleveurs transhumants qui viennent sans leur famille sont les auteurs de violences contre la communauté, telles que des attaques contre les femmes et même des vols de bétail. Étant donné que les communautés dépendent entièrement du bétail ou des cultures pour leur sécurité alimentaire, leur protection peut être considérée comme aussi importante que celle de la vie humaine. Les communautés sédentaires se donnent beaucoup de mal pour empêcher la destruction de leurs champs et les éleveurs transhumants font de même pour protéger leur bétail. La décision de rejoindre des groupes armés en est la preuve : le participant dont le frère s'est engagé parce qu'ils étaient victimes d'agressions physiques et qu'ils étaient rançonnés pendant la transhumance a ajouté qu'il s'était engagé pour protéger ses pâturages et ceux de sa famille qui continuent à faire la transhumance. Un Tahacha a déclaré que presque toute sa famille était dans le groupe armé depuis trois ans à cause des agressions commises contre eux par les groupes armés et parce qu'ils avaient été victimes de vols, de pillages et de disparitions de bœufs.

Il est sans aucun doute vrai que les communautés considèrent que la sécurité est nécessaire pour assurer plus que la sécurité personnelle. A titre indicatif, un groupe de femmes sédentaires exprime le besoin de sécuriser un champ pour protéger la récolte, tandis qu'un groupe d'hommes n'est pas le seul à dire qu'il détient des flèches pour assurer la sécurité du bétail pendant la transhumance.

### **Recommandations issues des consultations sur la violence à l'encontre des personnes**

Aucune recommandation spécifique ne ressort de l'étude sur la violence à l'encontre des personnes dans la région de la Vakaga, bien que toutes les recommandations énumérées dans la section sur la sécurité soient susceptibles d'aborder cette question.

## PRESTATION DE SERVICES

### Ce qui marche

Un seul des 22 groupes de discussion dont les résultats portaient sur les services comportait un commentaire positif. Un groupe d'éleveurs transhumants (Misseriya) a déclaré que, au cours des deux dernières années, la transhumance s'est améliorée grâce à l'intervention d'un ancien agent de la FNEC à Sikikédé qui les a aidés à prendre soin de leur bétail en diagnostiquant les animaux avant de les soumettre à un traitement.

Cela reflète les nombreux commentaires des groupes de discussion sur ce qui fonctionnait avant la crise. Plus de la moitié des transhumants ayant participé aux groupes de discussion ont déclaré que, avant la crise, la FNEC protégeait leur bétail en leur fournissant des médicaments efficaces. Le bétail était en parfaite santé avant la crise parce que la FNEC était sur le terrain et remplissait son rôle. Les médecins vétérinaires étaient présents partout dans les villages pour soigner le bétail. La vaccination du bétail était effectuée par un agent vétérinaire ou un service gouvernemental, les médicaments de vaccination étaient en abondance et il n'y avait pas de pénurie en cours de route. Certaines organisations telles que l'ONG Triangle sont intervenues dans la vaccination. Plusieurs groupes ont fait remarquer que, dans le passé, il était facile de trouver des vétérinaires dans les villages. Ils suivaient même les éleveurs transhumants dans la brousse pour donner des soins au bétail et des médicaments.

Afin de répondre à leurs besoins en **services vétérinaires**, les éleveurs transhumants essaient de trouver d'autres solutions. Les transhumants de Misseriya indiquent que, avant de partir en transhumance, ils se procurent une grande quantité de médicaments vétérinaires qu'ils vendent tout au long de leur voyage aller et retour et de leur séjour à Sikikédé. L'argent ainsi gagné leur permet d'acheter du bétail et d'autres transhumants afin d'augmenter le cheptel. Les éleveurs Hemat de Tiringoulou déclarent : « Nous ramenons une petite pharmacie vétérinaire du Soudan pour au moins répondre aux besoins sanitaires de notre bétail. »

En dehors des services vétérinaires, **l'accès au marché** est mentionné comme important pour les éleveurs transhumants. Un groupe de Salamat déclare être toujours proche des chefs de communauté, ce qui les aide à accéder au marché et à vendre leur bétail à Sikikédé.

Les communautés sédentaires ont mentionné à quelques reprises le fonctionnement des **services de l'État** et, en particulier, des autorités locales. Un groupe déclare que, en cas de danger, il informe les autorités chargées de la sécurité à Birao. Des autorités locales Kara affirment que la situation sécuritaire et la transhumance se sont relativement améliorées suite au retour progressif de l'Etat avec le déploiement de

forces de défense et de sécurité intérieure. Malheureusement, ces dernières sont restées confinées à Birao, ne patrouillant pas sur les axes et les villages environnants. Le chef d'exploitation agricole et le responsable du secteur ACDA à Birao affirment que l'une des raisons pour lesquelles Ouanda Djallé est un environnement plus stable est que les autorités locales se sont engagées à communiquer avec les éleveurs transhumants. Les agricultrices de Matala affirment que ce ne sont pas les autorités locales qui les avertissent de l'arrivée des transhumants, mais que, une fois que les transhumants sont arrivés, ils viennent rendre compte de leur arrivée aux autorités locales. Un groupe du marché de Matala affirme que, en cas de destruction de champs, ils avertissent l'autorité locale, c'est-à-dire le chef de village.

L'implication des autorités locales dans la transhumance est mentionnée davantage par les communautés sédentaires, et cela peut être considéré comme une preuve supplémentaire que les autorités locales fonctionnent. Certains groupes sédentaires font référence à des transhumants qui informent les autorités locales de leur présence, tandis qu'un nombre légèrement inférieur parle d'éleveurs transhumants qui n'informent pas les autorités locales. Il est fait mention d'autorités locales impliquées dans des conflits liés à la destruction de champs, d'éleveurs transhumants versant des paiements au chef de village, d'éleveurs bénéficiant de la protection des autorités locales.

Sept groupes de transhumants mentionnent le rôle positif des autorités locales dans la provision de services. La plupart des mentions sont liées à la gestion des conflits : certains éleveurs transhumants disent que la meilleure méthode pour résoudre les conflits est d'impliquer les autorités locales dans le dialogue. Après avoir essayé de gérer un nouveau conflit à l'amiable, les éleveurs transhumants se tournent vers les autorités locales (maire, chef de village) pour trouver un accord à l'amiable en leur présence. Avant leurs déplacements saisonniers, les transhumants Peulh du Soudan contactent également les autorités locales, notamment les maires des communes, par l'intermédiaire de leur ardo pour obtenir des informations sur la sécurité, l'accord et l'accessibilité des zones avant de partir. Un groupe d'éleveurs transhumants a déclaré qu'une relation "parfaite" existait entre eux et les autorités locales (maire, chefs de village et chef de la FNEC). Un autre a évoqué le rôle des autorités locales de toutes les communes de la Vakaga dans l'organisation d'une grande réunion en collaboration avec la MINUSCA, qui a permis d'identifier trois grands couloirs de transhumance.

Les communautés sédentaires citent des exemples où l'implication des autorités militaires fonctionne. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont résolus avec l'arrivée des autorités militaires car les transhumants les respectent davantage en raison des sanctions qu'elles appliquent à ceux qui sont indisciplinés. Un groupe de femmes affirme que le recours aux autorités militaires est la méthode la plus utilisée pour régler ces conflits car elle permet de contraindre les éleveurs à payer des compensations pour les dommages causés. Comme le dit un autre groupe : "quand ils verront les bérets rouges, ils comprendront."

## Ce qui ne marche pas

La réponse la plus fréquente des éleveurs transhumants à la question de savoir ce qui ne fonctionne pas est le manque de **services vétérinaires**. Cette question est soulevée dans tous les groupes de discussion des transhumants. Le récit qui justifie ce constat est similaire dans les 16 groupes de discussion : à l'arrivée en RCA, le bétail est menacé par des maladies inconnues à cause des nouvelles herbes qu'il broute, de l'eau contaminée ou des mouches<sup>16</sup> et des tiques. Il y a un manque de médicaments et de médecins vétérinaires qualifiés pour les traiter, tandis que les groupes de discussion rapportent l'absence quasi-totale de pharmacie vétérinaire. Les éleveurs transhumants pratiquent l'automédication sans diagnostic, en utilisant des médicaments qu'ils trouvent sur le marché et qui ne sont pas de bonne qualité. Le bétail retombe dans la même situation quelques jours plus tard et meurt.

De nombreux groupes soulignent que la méthode actuelle est totalement différente de celle d'avant la crise. Avant la crise, le bétail ne tombait pas malade comme aujourd'hui. La FNEC protégeait le bétail en lui fournissant des médicaments efficaces, mais aujourd'hui les éleveurs transhumants disent qu'ils se débrouillent pour les soigner eux-mêmes. Les personnes formées par l'ONG Triangle pour vacciner le bétail n'ont plus ces médicaments.

Les éleveurs transhumants décrivent le coût considérable. La santé du bétail est toujours menacée, le bétail ayant de graves problèmes de santé. Plusieurs groupes disent avoir perdu plus de bétail cette année à cause des maladies. Un groupe dit perdre parfois 30 à 35 bêtes par an à cause de maladies, un autre dit avoir perdu neuf bêtes à cause de maladies étranges qu'ils ne maîtrisent pas, un troisième dit que le nombre de bêtes a diminué à cause de l'absence d'un médecin vétérinaire qualifié chargé de soigner les bêtes.

Les éleveurs transhumants décrivent également la manière dont ils se débarrassent du bétail malade ou mort. Ils vendent parfois le bétail avant que la maladie ne s'aggrave, en le vendant à bas prix aux communautés sédentaires. Certains vendent le bœuf dès que possible, d'autres l'abattent et le mangent. Certains séparent le bétail malade des autres ou le tuent pour éviter la contamination, d'autres le brûlent pour éviter la propagation de la maladie, d'autres le laissent mourir.

Les communautés sédentaires évoquent également le manque de services vétérinaires. Comme les éleveurs transhumants, ils disent que la vie avant 2013 était meilleure ; un minimum d'assistance en matière de santé animale de la part de la FNEC était visible. La santé des animaux était meilleure, les conseils et le suivi des services vétérinaires

---

<sup>16</sup> Il s'agit probablement d'une référence aux mouches tsé-tsé qui transmettent la trypanosomiase, également connue sous le nom de maladie du sommeil chez l'homme et de nagana chez le bétail.

étaient assurés. Aujourd'hui, l'inexistence d'une structure de développement agropastoral (comme le FNEC, l'ANDE) fait que les maladies endémiques décimant le bétail persistent.

Si les éleveurs transhumants mettent tous l'accent sur l'absence de services vétérinaires, les communautés sédentaires évoquent plusieurs autres services qui ne fonctionnent pas. L'éloignement des services est un problème : pour les habitants de Bachama situés à 15 km de Birao, **l'absence totale de structure scolaire** et la difficulté pour les parents de trouver un tuteur à Birao pour héberger leurs enfants ont pour conséquence directe la non-scolarisation des enfants. **L'éloignement des services de santé** est également un problème. **L'état des routes** est évoqué : le manque d'infrastructures routières rend les populations particulièrement isolées, surtout en hiver.

Les jeunes s'expriment avec force sur le manque de services. Un groupe de jeunes Kara énumère les points suivants :

- **Absence d'autorité de l'État** - un vide dans tous les secteurs.
- **Formation** - manque d'accès à la formation professionnelle.
- **Écoles** - manque d'écoles et d'enseignants.
- **Santé** - manque de personnel de santé qualifié.
- **Infrastructures socioculturelles** - manque de centres de jeunesse, de centres culturels.
- **Projets pour la jeunesse** - manque de projets de ce type.
- **Routes** - dégradation des routes.
- **Aide humanitaire** - manque d'aide humanitaire.

Un autre groupe de jeunes hommes et femmes affirme que le **chômage** est le principal problème auquel sont confrontés les jeunes de Boura. Il y a plus d'opportunités à Birao (vu la présence massive d'ONG humanitaires) mais ni les responsables des organisations humanitaires ni les autorités de Birao ne se préoccupent de leur situation. Le chômage et la pauvreté qui en découle sont des facteurs qui influencent négativement le comportement des jeunes et accentuent la violence communautaire. Le groupe évoque également le **manque d'écoles, d'infrastructures sanitaires et de forages pour l'eau potable**.

**L'absence d'autorité de l'État** est évoquée par de nombreux groupes sédentaires au-delà des jeunes Kara. Elle serait à l'origine de problèmes de sécurité. L'absence de l'Etat (autorités politico-administratives, FACA, police, gendarmerie) dans la préfecture de la Vakaga, aggravée par les affrontements interethniques entre les Gula, les Runga et les Kara en septembre 2019, a porté un coup dur à la sécurité et à la cohésion des

différentes communautés de Birao et de Boura. Cela a en effet créé un grand fossé entre les parties conflictuelles d'agriculteurs et d'éleveurs, et cela a conduit à un nombre incalculable d'éleveurs transhumants étrangers qui viennent armés de fusils d'assaut, y compris d'armes automatiques. Plusieurs groupes sédentaires affirment que les transhumants portent des armes parce qu'ils risquent d'être attaqués par des bandits armés. Pour le Chef d'antenne du CAMDCA, cette situation ne se produirait pas si les autorités étatiques étaient efficaces, tandis que le coordinateur régional de la FNEC affirme que la dégradation de la situation sécuritaire et l'absence des autorités depuis 2013 ont provoqué l'anarchie sur les couloirs de transhumance. L'absence de présence sécuritaire est également mise en cause dans le comportement des éleveurs transhumants. Les autorités locales Kara affirment que les transhumants viennent tous armés et refusent de se conformer aux règles de la société, alors que ces règles sont les mêmes que celles qu'ils observaient avant la crise, lorsque les forces de sécurité intérieure de l'Etat étaient présentes dans la zone.

Le coût de l'absence de l'autorité et des services de l'État est noté. Les agriculteurs de Birao évoquent l'absence de système judiciaire et affirment que l'absence d'autorité de l'État dans la préfecture de la Vakaga est un obstacle à l'amélioration de leur situation à court terme. Les communautés sédentaires estiment que la principale raison de l'insécurité est l'absence d'autorités étatiques : elles considèrent les groupes armés comme des protecteurs en l'absence d'autorité étatique et reconnaissent que la pratique des groupes armés qui "obligent" les éleveurs transhumants à payer des compensations pour les dégâts causés aux champs, en demandant souvent un prix élevé, se poursuivra jusqu'à ce que l'autorité de l'État revienne dans l'ensemble de la région de la Vakaga.

Certains groupes de communautés sédentaires parlent de l'inefficacité de la présence de l'Etat ou des autorités locales. Plusieurs groupes commentent le manque de respect des transhumants envers les autorités locales. Les commentaires incluent que certains éleveurs transhumants, plus particulièrement ceux des sous-tribus arabes, n'ont de respect pour personne ni pour les autorités locales, qu'ils ne respectent plus les champs et que même les chefs de village n'ont pas d'autorité. Un groupe affirme que les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, qui étaient basés sur la médiation et l'arbitrage des autorités locales (chef de village, maire) ne fonctionnent pas car les transhumants ne collaborent pas. Ces transhumants bafouent le pouvoir des autorités locales qui n'ont pas les moyens de contraindre les transhumants et de faire respecter leurs accords.

Un nombre important de groupes de transhumants réclament le retour des autorités étatiques. Ils affirment que la transhumance n'est pas bien organisée à l'heure actuelle en raison de l'absence totale d'autorité de l'État. Ils souhaitent le retour des autorités étatiques pour garantir leur sécurité. Ils espèrent le rétablissement de l'autorité de l'Etat avec le déploiement de forces de sécurité pour assurer la sécurité et la libre circulation des personnes, des animaux et des biens. Ils demandent le redéploiement

de l'Etat dans la région de la Vakaga, notamment des forces de sécurité intérieure (gendarmerie, police) et des FACA, pour assurer la sécurité de toutes les communautés et favoriser une transhumance pacifique dans la Vakaga. Pour parler de sécurité, il faut d'abord que le pays soit sécurisé et que l'exercice de l'autorité de l'Etat soit rétabli. Personne d'autre que l'État ne peut assurer la sécurité d'un pays. Si le pays est en paix, ils seront eux aussi en sécurité.

Les groupes de transhumants reconnaissent également la nécessité de l'autorité de l'État de l'autre côté des frontières. Récemment, l'absence d'autorité de l'État au Darfour a conduit à l'émergence de groupes de bandits armés. Il est important que les autorités centrafricaines et soudanaises communiquent entre elles et mettent en place une stratégie commune pour contrôler la frontière entre les deux pays et assurer une migration saisonnière pacifique.

Plusieurs groupes de transhumants demandent l'intervention des autorités de l'État pour garantir le service d'élevage pour la santé de leur bétail. Ils souhaitent que l'Etat délimite une zone d'élevage. Il est également mentionné que le retour de l'autorité de l'Etat est nécessaire pour éviter que les éleveurs transhumants ne paient plus de taxes qu'ils ne le devraient (légalles et illégales).

### **Recommandations issues des consultations pour la fourniture de services**

1. **Fournir des services vétérinaires** : l'absence de services vétérinaires est une préoccupation à la fois pour les éleveurs transhumants, pour qui la santé de leur bétail est essentielle à leur subsistance, et pour les communautés sédentaires qui s'inquiètent de l'infection de leurs propres troupeaux.
  - Rétablir la présence de la FNEC et les services vétérinaires pour protéger la santé du bétail.
  - Rétablir / faire connaître la vaccination du bétail par les agents vétérinaires / les services gouvernementaux / les ONG, par exemple Triangle.
  - Fournir des installations de vaccination et d'autres services vétérinaires aux postes frontières. La vaccination du bétail à la frontière avant qu'il ne traverse le territoire centrafricain éviterait la contamination du bétail centrafricain par la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB) et d'autres maladies. Cela encouragerait également le passage aux endroits officiellement désignés et permettrait l'enregistrement et d'autres contrôles réglementaires.
  - Garantir la santé du bétail et délimiter une zone d'élevage.
  - Créer une commune d'élevage.
  - Le chef du service de l'élevage / FNEC doit délivrer des reçus de vaccination et des taxes de pâturage pour faciliter la libre circulation des éleveurs.

- Une bonne collaboration entre la FNEC et les éleveurs. La FNEC délivre les cartes d'éleveurs pour faciliter l'identification des éleveurs transhumants.
- Les organisations internationales pourraient offrir une expertise vétérinaire.
- Les organisations internationales pourraient partager des exemples de projets similaires entrepris ailleurs, dans lesquels la fourniture de services vétérinaires et d'installations de vaccination a fourni une incitation à participer à un processus réglementé de transhumance et des moyens pratiques de s'assurer que la fourniture répond aux besoins des communautés locales.

2. **Assurer la sécurité** : les communautés transhumantes et sédentaires sont unanimes pour demander la restauration de l'autorité de l'Etat afin de mettre en place et de faire respecter un système de transhumance pacifique.

- Restaurer l'autorité de l'Etat (déploiement des forces de défense et de sécurité, gendarmerie, police, FACA, gardes forestiers).
- Augmenter le nombre de FACA, gendarmes et policiers pour les déployer dans toute la Vakaga, y compris la zone Sud.
- Equiper les forces de sécurité intérieure (gendarmerie, police) et les FACA pour assurer la sécurité de toutes les communautés et promouvoir une transhumance pacifique dans la Vakaga.
- Etendre les patrouilles des forces de sécurité intérieure et de défense aux axes (de Birao) et aux villages environnants.
- Des patrouilles régulières des agents de sécurité intérieure pour favoriser la libre circulation des biens et des personnes.
- Augmenter le nombre de prestataires de sécurité intérieure pour couvrir l'ensemble de la zone.

3. **Fournir des services frontaliers** :

- L'organisation d'une réunion entre les services techniques (ANDE, ACDA, FNEC) de la RCA, du Soudan et du Tchad pour partager les expériences.
- Une bonne collaboration entre l'ANDE et le FNEC appuyés par les forces de sécurité intérieure.
- La mise en place par les autorités centrafricaines et soudanaises d'une stratégie commune de contrôle de la frontière entre les deux pays.
- Mettre en place une unité mixte composée d'éléments des Forces armées centrafricaines, soudanaises et tchadiennes pour un contrôle strict aux frontières de la RCA, du Soudan et du Tchad.
- Réviser la Convention de 1925 sur le secteur de l'élevage entre la RCA et le Soudan.

#### 4. Fournir des services commerciaux :

- Faciliter l'accès aux marchés pour les transhumants.

#### 5. Assurer l'accès à l'eau : l'accès à l'eau potable est un défi pour certaines communautés sédentaires et un critère pour les itinéraires choisis par les transhumants. Les forages et autres points d'eau sont également des lieux de rencontre entre sédentaires et transhumants.

- Les autorités nationales pourraient déclarer la réhabilitation des points d'eau partagés par les transhumants et les sédentaires comme une priorité nationale.
- Les autorités locales pourraient fournir des forages pour l'eau potable et l'accès à l'eau pour le bétail et établir un plan à moyen terme pour l'entretien des points d'eau.
- Les autorités nationales pourraient soutenir le développement d'infrastructures autour des points d'eau pour permettre le commerce, le partage d'informations - par exemple sur les mouvements de transhumance dans la région et sur les champs qui n'ont pas encore été récoltés - et l'interaction sociale.
- Les organisations internationales pourraient proposer aux décideurs politiques des exemples de projets similaires entrepris ailleurs, en notant les pratiques utiles et les écueils.
- Les organisations internationales pourraient soutenir le développement d'infrastructures autour des points d'eau.

#### 6. Fournir des services de transhumance :

- Les participants à l'atelier recommandent l'organisation d'un atelier de réflexion entre le Groupe de Conseil et les services techniques dont notamment le service de l'élevage, l'agriculture, les organisations paysannes d'éleveurs, les autorités administratives, et les maires afin de discuter des questions liées à la transhumance et faciliter une transhumance pacifique et bénéfique pour tous. Un groupe de discussion de jeunes hommes et femmes demande également un atelier d'échange et de dialogue initié par les autorités.
- Un groupe de discussion de jeunes hommes et de femmes recommande de renforcer la présence des forces de sécurité intérieure, qui est en mesure de faciliter le règlement des litiges entre agriculteurs et éleveurs.
- Les autorités nationales et locales doivent agir efficacement autour de la transhumance, notamment : communiquer efficacement avec les éleveurs transhumants, partager avec eux des informations actualisées sur leurs itinéraires prévus, informer les communautés sédentaires de l'arrivée imminente des éleveurs transhumants, gérer les litiges autour de la transhumance.
- Les autorités militaires doivent être impliquées, le cas échéant et par exemple pour faire respecter les accords de règlement des conflits.

- Les organisations internationales pourraient lancer des projets de collaboration pour aider à identifier, diagnostiquer et combler les lacunes qui peuvent se produire lorsque les informations échangées aux postes frontières n'atteignent pas les agriculteurs et les commerçants visés dans les communautés sédentaires.

#### 7. Fournir des services au-delà de la transhumance :

- Fournir une structure scolaire, un accès pratique aux services de santé et un personnel de santé qualifié, des infrastructures routières, une formation professionnelle, des infrastructures socioculturelles (par exemple, des centres de jeunes, des centres culturels), des projets pour les jeunes, des opportunités d'emploi pour les jeunes, un système judiciaire.
- La création d'écoles et la mise à disposition d'enseignants qualifiés pour les enfants des transhumants et des sédentaires dans la région de la Vakaga.
- La création d'activités génératrices de revenus (groupements agro-pastoraux) dans les zones affectées par les couloirs de transhumance afin de trouver des emplois pour les jeunes et d'éviter qu'ils ne volent et tuent le bétail.



**Drapeau de Concordis sur le terrain**

## METHODOLOGIE

Les consultations de Concordis ont cherché à explorer les défis et les dilemmes de la transhumance du point de vue des acteurs locaux, ainsi que les mécanismes vers lesquels ils se tournent pour gérer les conflits.

La consultation de référence dans le Nord de la RCA, englobant les préfectures de la Vakaga, Bamingui-Bangoran, Ouham-Pendé et l'Ouest de l'Ouham, a impliqué 2.583 personnes, dont 1.007 femmes et 1.576 hommes.

En 2021, les consultations ont compté, au total, 4.600 rencontres avec des personnes dans le cadre de groupes de discussion, d'entretiens individuels et de questionnaires, dont 1.922 femmes et 2.678 hommes. Sur ce total, les consultations en Vakaga ont concerné 1.427 personnes (536 femmes, 891 hommes).

### Données démographiques des participants

Les échantillons utilisés pour l'analyse des données quantitatives et qualitatives étaient volontairement diversifiés afin de garantir une participation et une représentation inclusives dans les données. Les participants aux consultations 2021 dans la Vakaga étaient les suivants :

- 31 groupes ethniques, dont : Gula, Bournou, Tahacha, Imar, Kara, Yulu, Khadjakhsa, Haoussa, Sara, Massalite, Rachid, Misseriya, Charafa, Runga, Salamat, Tahacha, Peuhl, Hemat ;
- personnes qui se sont identifiées comme étant en situation de handicap (aveugles, mutilés) ;
- les personnes déplacées ;
- divers moyens de subsistance parmi les communautés sédentaires (agriculteurs, cultivateurs-vendeurs, bouchers, agropasteurs, commerçants, restaurateurs, pharmaciens, vétérinaires, sages-femmes) ;
- des dirigeants de différents niveaux de la hiérarchie traditionnelle et de l'État (chefs de village, de groupe, de district et chefs religieux, maires, maires adjoints et Ardo/ Katchalla) ;
- des représentants des structures officielles (la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), l'Agence centrafricaine de développement agricole (ACDA) et l'Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE)) ;
- les membres des coopératives et des associations, y compris les associations de femmes, d'éleveurs et d'agriculteurs ;

- des villes et villages de différentes tailles (Birao, Boromata, Takandja, Tissi) ainsi que des quartiers à l'intérieur des grandes villes (Manou ou Tango à Birao) et des campements de transhumants (Bachama1, Al-Harra, Safra).

Les résultats présentés incluent les voix de nombreuses personnes qui sont rarement entendues, notamment les femmes et les éleveurs nomades. Cela se fait sans jugement et avec la ferme conviction que la transformation de tout conflit est possible dans la mesure où les mesures sont déterminées, conçues et mises en œuvre par ceux qui vivent dans le contexte du conflit. Des déclarations spécifiques des personnes interrogées figurent tout au long de ce rapport afin de permettre aux acteurs locaux de raconter les réalités. Les résultats de l'analyse des données des questionnaires complètent leurs récits.

### **Mise en place des équipes**

Concordis et IPIS ont mis en place une équipe de Centrafricains ayant des compétences et une expérience avérées en matière de promotion du dialogue et de la cohésion sociale. Les deux organisations ont dispensé une formation dans divers domaines, notamment la collecte de données, l'animation de groupes de discussion, la médiation, la cartographie participative et les connaissances techniques requises pour utiliser l'application Fulcrum sur smartphone pour la collecte de données et l'appareil Garmin InReach nécessaire pour le suivi des mouvements et de la sécurité.

Pendant la formation, les équipes de Concordis et d'IPIS ont travaillé avec les participants pour affiner les questions utilisées dans les questionnaires et dans les groupes de discussion, en veillant à ce qu'elles soient applicables et appropriées à chaque contexte local, et à ce qu'elles ne provoquent pas de conflit ou ne causent pas de dommages involontaires.

L'équipe de recherche a mené des entretiens individuels structurés à l'aide de questionnaires fixes comportant des questions fermées adaptées à chaque groupe. En outre, l'équipe a eu recours à des entretiens non structurés, menés dans le cadre de groupes de discussion et de discussions informelles, avec des questions plus approfondies et plus ouvertes. Pour trianguler les résultats et créer des cartes des itinéraires utilisés pour la transhumance saisonnière, l'équipe a eu recours à la cartographie participative.

Les responsables du projet Concordis ont passé du temps dans les villages, se déplaçant à moto dans les zones plus rurales et rendant visite aux éleveurs dans leurs campements. Cela a permis aux conversations d'évoluer de manière naturelle : les membres de l'équipe ont pu gagner la confiance des gens et explorer les sujets de manière plus approfondie et nuancée, au-delà des réponses superficielles. Avec les éleveurs transhumants en particulier, les données obtenues ont été jugées plus fiables

parce qu'elles ont été recueillies grâce à un mélange de techniques d'entretien informelles et de méthodologie de recherche plus structurée que si des entretiens formels avaient été menés.

Un certain nombre de questions ont guidé le processus de consultation :

- Quels sont les itinéraires empruntés par les différents groupes d'éleveurs lors de la dernière migration saisonnière, qu'ils soit officiels ou clandestins ?
- Comment sont prises les décisions concernant les itinéraires de migration et le choix des cultures à semer ?
- Quels sont les dynamiques et les facteurs de conflit évidents dans chaque zone et dans chaque groupe ?
- Quels sont les points de vue minoritaires et les valeurs aberrantes rencontrés dans les données désagrégées ?
- Quelle est la confiance ou la méfiance ressentie entre les différents groupes ?
- Qui fait confiance à qui pour la protection et les conseils ?
- Qui craint qui et à qui chaque groupe attribue-t-il la responsabilité de l'insécurité ?
- Quels sont les griefs les plus courants et qui est blâmé pour quoi ?
- Quelle est l'étendue des interactions sociales et commerciales entre les différents groupes dans les différentes zones ?
- Comment les gens maintiennent-ils leurs moyens de subsistance et qu'est-ce qui les rendrait plus durables ?
- Quels mécanismes de résolution des conflits ont été utilisés dans le passé, quels sont ceux qui fonctionnent actuellement et quelles initiatives ou quels mécanismes la population soutiendrait-elle ; comment pouvons-nous évaluer ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, et pourquoi ?

Toutes les données ont été ventilées par sexe, âge et moyens de subsistance.

Sur cette base, les consultations ont cherché à identifier des recommandations locales, proposées par les différents groupes de subsistance eux-mêmes, et des options qu'ils envisagent pour promouvoir une collaboration pacifique et bénéfique pour tous.

### **Méthodes quantitatives**

L'équipe de recherche a mené 302 entretiens individuels avec 147 hommes et 155 femmes de la région de la Vakaga. Au début de chaque entretien, l'équipe a informé

les participants de la raison des questions et leur a demandé s'ils acceptaient d'être interrogés.

Afin de produire un ensemble de données quantitatives, les questionnaires ont été conçus pour fournir des données mesurables sur les points de vue des membres de chaque groupe de subsistance sur un certain nombre de questions importantes. Certaines de ces questions ont servi d'indicateurs pour mesurer les aspects de la cohésion sociale entre les groupes, notamment la confiance, la peur et l'interdépendance économique. Parmi les indicateurs, on trouve des questions sur la volonté d'assister à un mariage organisé par l'autre groupe ou d'autoriser son enfant à jouer avec un enfant de l'autre groupe. Afin de garantir la désagrégation de l'ensemble des données, les questionnaires demandaient également des informations détaillées sur l'âge, l'appartenance ethnique, le sexe et les moyens de subsistance des personnes interrogées - ce dernier point permettant de mettre en évidence la mesure dans laquelle les personnes entreprennent simultanément de multiples options de subsistance. Pour des raisons de rapidité et de cohérence, les réponses attendues aux questions ont été enregistrées sous forme de choix multiples ; les réponses possibles n'ont pas été montrées aux personnes interrogées, afin d'éviter de les induire en erreur, et lorsqu'elles ont donné une réponse qui n'était pas disponible, celle-ci a été saisie séparément.

L'équipe de recherche a téléchargé des questionnaires sur des smartphones robustes en Français et en Sango à l'aide de l'application de collecte de données Fulcrum. Cela a permis de poser des questions préparées à l'avance mais personnalisées à chaque personne interrogée, en ne posant que les questions pertinentes correspondant aux réponses déjà données. Elle a également permis de poser des questions sur chacun des moyens de subsistance des personnes qui s'identifient à plusieurs d'entre eux. Par exemple, les personnes s'identifiant comme agriculteurs ont été interrogées sur leurs cultures et leur bétail. Les éleveurs ont été interrogés sur leur zone d'attache (lieu de résidence habituelle), leurs itinéraires de migration passés et présents, et les relations qu'ils entretiennent avec les éleveurs semi-sédentaires. Les responsables de programme ont été formés pour sélectionner des échantillons représentatifs de personnes interrogées dans chacun des groupes de moyens de subsistance.

Les responsables de programme de Concordis sont formés et expérimentés dans la sélection d'échantillons représentatifs de personnes interrogées dans chacun des groupes de moyens de subsistance. L'équipe a toujours demandé l'autorisation des autorités locales et traditionnelles avant d'approcher qui que ce soit et a expliqué aux autorités et aux personnes consultées pourquoi la consultation était importante et comment les données seraient utilisées.

Les ensembles de données désagrégées ont été téléchargés dans une feuille de calcul pour analyse, et les données démographiques de base sont indiquées dans le tableau suivant :

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>Communautés sédentaires</b>	85	102	187
<b>Eleveurs transhumants</b>	62	53	115
<b>Total</b>	<b>147</b>	<b>155</b>	<b>302</b>

*Données quantitatives désagrégées : Participation aux questionnaires, Vakaga 2021*

### **Méthodes qualitatives**

Alors que le questionnaire a permis d'obtenir un ensemble de données quantitatives, les groupes de discussion et une série d'entretiens individuels ont fourni des données qualitatives, révélant les craintes, les besoins et les espoirs des parties prenantes, explorant les lignes de causalité possibles et apportant plus de profondeur et de détail à l'analyse.

Bien que des efforts aient été faits pour limiter les groupes de discussion à 12 ou 13 participants, l'événement a suscité la curiosité, de sorte que certains groupes comptaient 19, voire 20 participants. Des groupes de discussion distincts ont, pour la plupart, été organisés pour les hommes et les femmes. Il n'y a pas eu de tentative de séparation par appartenance ethnique : cela n'était pas nécessaire car la population est déjà assez ségréguée. L'équipe s'est également efforcée d'homogénéiser les groupes de discussion en fonction de l'âge et de la profession. Au moins deux membres du personnel de Concordis étaient présents dans tous les groupes de discussion, afin que l'un puisse s'engager pleinement en tant qu'animateur, tandis que l'autre prenait des notes.

L'équipe a toujours demandé l'autorisation des autorités locales et traditionnelles avant d'approcher qui que ce soit, et a expliqué aux autorités et aux personnes consultées pourquoi la consultation était importante et comment leur confidentialité serait respectée. Les participants n'ont pas été rémunérés (seules des boissons fraîches ont été offertes). Les consultations ont été menées dans plusieurs langues couramment utilisées, notamment le Sango, l'Arabe et le Français.

L'équipe a également eu recours à diverses méthodes pour renforcer le caractère inclusif de la consultation et donner la parole à des personnes qui auraient pu être exclues. Des groupes de discussion avec des femmes et des jeunes ont été organisés en marge de la consultation générale qui se déroulait dans un autre village. Concordis

a également consulté directement des coopératives de femmes et des groupes de jeunes.

Les animateurs ont veillé à ce que tous les participants aient la possibilité d'exprimer leur point de vue, et pas seulement les plus bruyants. L'équipe a également encouragé les participants à réfléchir aux récits et à la rhétorique simplistes et à mettre au jour les problèmes sous-jacents propres à leur groupe ou à leur localité.

Des questions spécifiques ont également été posées pour trianguler les réponses données par d'autres personnes interrogées.

Les données démographiques de base concernant le sexe et les moyens de subsistance sont indiquées dans le tableau suivant :

	<b>Hommes</b>	<b>Femmes</b>	<b>Total</b>
<b>Communautés sédentaires</b>	298	303	601
<b>Eleveurs transhumants</b>	453	85	538
<b>Total</b>	<b>751</b>	<b>388</b>	<b>1139</b>

*Données qualitatives désagrégées : Participation aux groupes de discussion et aux entretiens, Vakaga 2021.*

## **Cartes**

Concordis a fait appel à International Peace Information Service (IPIS) pour concevoir et mettre au point des outils sophistiqués permettant de tracer les routes migratoires décrites par les personnes interrogées sur leurs cartes interactives préexistantes. Cet exercice cartographique permet d'identifier des routes migratoires nouvelles ou clandestines en plus des couloirs officiels. Il permet également de comparer les résultats de cette recherche avec d'autres facteurs dans les mêmes lieux, notamment l'accès à l'eau et les incidents violents. IPIS a également fourni des cartes montrant la répartition des lieux où se sont tenus les groupes de discussion et où ont été menées les enquêtes.

## LISTE DE RÉFÉRENCE

### Sources primaires

Les groupes de discussion et les entretiens cités ici sont basés sur des données et des rapports reçus des responsables du projet Concordis, rassemblés, classés par lieu, organisés par thèmes et finalement archivés électroniquement. Dans certains cas, fournir des détails sous la forme d'une citation aurait risqué de compromettre la sécurité des personnes consultées. Il a donc été décidé de n'en citer aucune, tout en conservant suffisamment de détails dans le texte pour donner des données précises issues de la consultation et en veillant à ce que les archives soient conservées et mises à disposition, sur demande et conformément à l'engagement de Concordis en matière de protection des données.

### Sources secondaires

#### Citées dans le texte :

- Bouché, P., Nzapa Mbeti Mange, R., Tankalet, F., Zowoya, F., Lejeune, C. and Vermeulen, C. (2011). *Game over! Wildlife collapse in northern Central African Republic*. Springer Science+Business Media B.V.
- Jenson, J. (2010). *Defining and measuring social cohesion*. Commonwealth Secretariat and United Nations Research Institute for Social Development, Commonwealth Secretariat.
- Roulet, P.A. (2005) *Etude socio-économique dans les préfectures de Vakaga et Bamingui-Bangoran, Nord-est de la République centrafricaine*. Bangui : ECOFAC and PDZSV.
- United Nations Development Programme (2020), *Strengthening Social Cohesion: Conceptual framing and programming implications*, UNDP, New York. <https://www.undp.org/publications/strengthening-social-cohesion-conceptual-framing-and-programming-implications>

#### Autres références :

- Agger, K. (2015). *Warlord business: CAR's violent armed groups and their criminal operations for profit and power*. The Enough Project. <https://enoughproject.org/reports/warlord-business-cars-violent-armed-groups-and-their-criminal-operations-profit-and-power>
- Amadou, A. (2018). Bonee and Fitina. *Conflict and Society*, 4(1), 245-258. doi:[10.3167/arcs.2018.040118](https://doi.org/10.3167/arcs.2018.040118)
- Ankogui-Mpoko, G.-F & Vircoulon, T. (2018). *La transhumance en Centrafrique : Une analyse multidimensionnelle*. Bangui : Union européenne - Fond Bekou/Landell Mills.

- Ankogui-Mpoko, G.-F., Passingring, K., Ganota, B., & Kadekoy-Tigague, D. (2009). *Insécurité, mobilité et migration des éleveurs dans les savanes d'Afrique centrale*. Savanes africaines en développement: innover pour durer.
- Archamnaud, L., & Tidjani, I. (2016). *Étude des réalités agricoles et pastorales en Ouham*. London/Bangui: UKAid/Action contre la Faim/DRC/Solidarités.
- Betabelet, J. R., Ababa, A. M., & Tidjani, I. (2015). Élevage bovin et conflits en Centrafrique. *Les Cahiers d'outre-mer*, 68(272), 557-575. [doi.org/10.4000/com.7655](https://doi.org/10.4000/com.7655)
- Bierschenk, T., & De Sardan, J. O. (1997). Local powers and a distant state in rural Central African Republic. *The Journal of Modern African Studies*, 35(3), 441-468. doi:[10.1017/S0022278X97002504](https://doi.org/10.1017/S0022278X97002504)
- Bonnet, B., Anvrouin, M., Dufumier, M., Mahamadou, A., & Mogba, Z. (2017). *Contribution à la relance du dialogue local à Berbérati*. IRAM.
- Boutrais, J. (2001). Du pasteur au boucher : Le commerce du bétail en Afrique de l'Ouest et du Centre. *Autrepart*, 19(3), 49-70. <https://www.cairn.info/revue-autrepart-2001-3-page-49.htm?contenu=article>
- Brégévon, J.-J. (1999). *Un rêve d'Afrique : Administrateurs en Oubangui-Chari*, Éditions Denöel.
- Chauvin, E. (2015). Pour une poignée de ressources. Violences armées et pénurie des rentes en Centrafrique. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 68(272), 481-500. [doi.org/10.4000/com.7621](https://doi.org/10.4000/com.7621)
- Chauvin, E., & Seignobos, C. (2013). L'imbroglie centrafricain. *Afrique contemporaine*, 248(4), 119. <https://doi.org/10.4000/com.764>doi:10.3917/afco.248.0119
- Chauvin, E., Lallau, B., & Magrin, G. (2015). Le contrôle des ressources dans une guerre civile régionalisée (Centrafrique). Une dynamique de décentralisation par les armes. *Les Cahiers d'outre-mer*, 68(272), 467-479. [doi.org/10.4000/com.7617](https://doi.org/10.4000/com.7617)
- Cobb, S. (2013). Narrative "braiding" and the role of public officials in transforming the public's conflicts. *Narrative and Conflict: Explorations of Theory and Practice*, 1(1), 4-30. doi:[10.13021/G8TG65](https://doi.org/10.13021/G8TG65)
- Coghe, S. (2017). *Extending the pastoral frontier: The introduction of cattle farming in Central Africa*. Commodities of Empire Working Paper No. 28.
- Conciliation Resources. (2015). *Analysis of conflict and peacebuilding in the Central African Republic*. Conciliation Resources.
- Conciliation Resources. (2017). Perspectives of non-state armed groups in the Central African Republic. Conciliation Resources.
- Concordis International (2019). Promoting peaceful and safe seasonal migration in northern Central African Republic Results of consultations with transboundary herders, semi-settled pastoralists and settled communities in Ouham-Pendé and Ouham. <https://concordis.international/new-report-from-car-promoting-peaceful-and-safe-seasonal-migration-in-northern-central-african-republic/>
- De Vries, L. (2020). Navigating violence and exclusion: The Mbororo's claim to the Central African Republic's margins. *Geoforum*, 109, 162-170. [doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.03.014](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.03.014)

- Debos, M. (2008). Fluid loyalties in a regional crisis: Chadian ex-liberators in the Central African Republic. *African Affairs*, 107(427), 225-241. doi:[10.1093/afraf/adn004](https://doi.org/10.1093/afraf/adn004)  
[doi.org/10.1111/plar.12008](https://doi.org/10.1111/plar.12008)
- Dufumier, M., & Lallau, B. (2015). Impossible développement agricole en République centrafricaine ? *Les Cahiers d'outre-mer*, 68(272), 535-555.  
[doi.org/10.4000/com.7647](https://doi.org/10.4000/com.7647)
- Emmanuel, N., & Schwartz, B. (2019). Managing fragility? Chad's (Il)liberal interventions and the making of a regional hegemon. In: J. Lahai, K. von Strokirch, H. Brasted, & H. Ware (eds.), *Governance and political adaptation in fragile states* (195-213). Palgrave Macmillan, Cham. [doi.org/10.1007/978-3-319-90749-9\\_8](https://doi.org/10.1007/978-3-319-90749-9_8)
- Food and Agricultural Organization, Danish Refugee Council, Catholic Relief Services. (2015). *Situation de la transhumance et étude socio-anthropologique des populations pastorales après la crise de 2013-2014 en République Centrafricaine*. Bangui : Rapport conjoint de mission FAO-DRC-CRS.
- Frantz, C. (2018). Peulh continuity and change under five flags. In M. Adamu, & A. H. M. Kirk-Greene (eds.), *Pastoralists of the West African savanna* (16-39). Routledge.
- Freudenberger, M. S., & Mogba, Z. (2018). *The capture of the commons: Militarized pastoralism and struggles for control of surface and sub-surface resources in southwest Central African Republic*. World Bank Land and Poverty Conference, Washington, D.C., March 2018.
- Giroux, J., Lanz, D., & Sguaitamatti, D. (2009). *The tormented triangle: The regionalisation of conflict in Sudan, Chad, and the Central African Republic*. Crisis States Working Paper Series No. 2, Crisis States Resource Center.
- Glawion, T., & de Vries, L. (2018). Ruptures revoked: Why the Central African Republics unprecedented crisis has not altered deep-seated patterns of governance. *The Journal of Modern African Studies*, 56(3), 421-442.  
doi:[10.1017/S0022278X18000307](https://doi.org/10.1017/S0022278X18000307)
- Hickey, S. (2007). Caught at the crossroads: Citizenship, marginality and the Mbororo Peulh in Northwest Cameroon. In P. Nugent, D. Hammett, & S. Dorman (eds.). *Making Nations, Creating Strangers* (81-104). Brill.  
[doi.org/10.1163/ej.9789004157903.i-280.30](https://doi.org/10.1163/ej.9789004157903.i-280.30)
- Howard, L. M. (2019). Coercion in the Central African Republic. In L. M. Howard, *Power in Peacekeeping* (129-184). Cambridge University Press.  
[doi.org/10.1017/9781108557689.006](https://doi.org/10.1017/9781108557689.006)
- Human Rights Watch. (2019) Central African Republic: Armed Group Kills 46 Civilians.  
<https://www.hrw.org/news/2019/07/18/central-african-republic-armed-group-kills-46-civilians>
- International Crisis Group. (2014). *The security challenges of pastoralism in central Africa*. Africa Report No. 215. International Crisis Group.
- International Crisis Group. (2014). La face cachée du conflit centrafricain. *Rapport Afrique de Crisis Group*, 105, 1-20.

- IPIS/Concordis. (December 2020). Promoting peaceful and safe seasonal migration in Northern Central African Republic, Results of Consultation with transboundary herders, semi-settled pastoralists and settled communities in Ouham Pendé and Western Ouham. Antwerp.
- IPIS/DIIS (2018) *Central African Republic: A conflict mapping*. <https://ipisresearch.be/publication/central-african-republic-conflict-mapping/>
- Issa, S. (2006). La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad: une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier. *Polis*, 13(1-2), 119-46.
- Jaillon, A., & de Brier, G. (2019). *Cartographie des sites miniers artisanaux dans l'ouest de la Centrafrique*. IPIS.
- Koumanda Kotogne, F. A. (1989). *Rapports entre la FNEC Fédération nationale des éleveurs centrafricains et les possibilités de la semi-privatisation de la fonction Vétérinaire en Centrafrique*. Mémoire DESS : Productions Animales en Régions Chaudes Dissertation, Ecole nationale vétérinaire d'Alfort/CIRAD.
- Laissus, P., & Lallau, B. (2013). Résilience spontanée, résilience suscitée. Les complexités de l'action humanitaire en «zone LRA» (Est de la République centrafricaine). *Éthique et économique/Ethics and economics*, 10(1).
- Lallau, B. (2015). Plongée au cœur des ténèbres centrafricaines. *Journal Des Anthropologues* (140-141), 283-301. [doi.org/10.4000/jda.6149](https://doi.org/10.4000/jda.6149)
- Liba'A, N. K., Dugué, P., & Torquebiau, E. (2012). Éleveurs et agriculteurs du nord du Cameroun face à la violence et aux insécurités. *Cahiers De Géographie Du Québec Articles*, 55(155), 175-195. [doi.org/10.7202/1007225arCopiedAn](https://doi.org/10.7202/1007225arCopiedAn)
- Lombard, L. (2013). Navigational tools for Central African Roadblocks. *PoLAR: Political and Legal Anthropology Review*, 36(1), 157-173.
- Lombard, L. (2016a). *State of rebellion: Violence and intervention in the Central African Republic*. Zed Books Ltd.
- Lombard, L. (2016b). Threat economies and armed conservation in northeastern Central African Republic. *Geoforum*, 69, 218-226. [doi:10.1016/j.geoforum.2015.08.010](https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2015.08.010)
- Lombard, L. 2018. Denouncing sovereignty: Claims to liberty in northeastern Central African Republic. *Comparative Studies in Society and History*, 60(4), 1066-1095. [doi:10.1017/S0010417518000385](https://doi.org/10.1017/S0010417518000385)
- Lombard, L., & Picco, E. (2019). Distributive justice at war: Displacement and its afterlives in the Central African Republic. *Journal of Refugee Studies*. [doi.org/10.1093/jrs/fez012](https://doi.org/10.1093/jrs/fez012)
- Luizza, M. (2017). *Transhumant pastoralism in Central Africa: Emerging impacts on conservation and security*. United States Fish and Wildlife Service Division of International Conservation, Africa Branch.
- Luizza, M. (2019, June 14). Urban elites' livestock exacerbate herder-farmer tensions in Africa's Sudano-Sahel. *Climate Diplomacy*. <https://climate-diplomacy.org/magazine/conflict/urban-elites-livestock-exacerbate-herder-farmer-tensions-africas-sudano-sahel>

- Maalouf, A. (2000). *In the name of identity: Violence and the need to belong*. Arcade Publishing.
- Magrin, G. (2013). *Voyage en Afrique rentière: Une lecture géographique des trajectoires du développement*. Publications de la Sorbonne.
- Magrin, G., Jamin, J., Faure, G., & Duteurtre, G. (2003). Les savanes d'Afrique centrale entre enclavement et intégration aux marchés / Central African savannas: Between isolation and market integration. *Annales de géographie*, 112(633), 471-494.
- Marc, A. (2012). *Understanding access to justice and conflict resolution at the local level in the Central African Republic (CAR)*. World Bank.
- Marchal, R. (2016a.) An emerging military power in central Africa? Chad under Idriss Déby. *Sociétés politiques comparées*, 40(octobre-décembre 2016), 2-20.
- Marchal, R. (2016b.) *Brève histoire d'une transition singulière: La République centrafricaine de janvier 2014 à mars 2016*. Réseau des organisations de la société civile centrafricaine pour la gouvernance et le développement (ROSCA-GD).
- Matthysen, K., & Clarkson, I. (2013). *Gold and diamonds in the Central African Republic: The country's mining sector, and related social, economic and environmental issues*. IPIS.
- Mbétid-Bessane, E.T., Havard, M., Leroy, J., & Koye, D. (2009). Effets des changements socio-économiques sur les stratégies des agriculteurs des zones cotonnières d'Afrique centrale. *Cameroon Journal of Agricultural Science*, 2(2). doi:[10.4314/cjas.v2i2.48345](https://doi.org/10.4314/cjas.v2i2.48345)
- Mehler, A. (2011). Rebels and parties: The impact of armed insurgency on representation in the Central African Republic. *The Journal of Modern African Studies*, 49(1), 115-139. [doi.org/10.1017/S0022278X10000674](https://doi.org/10.1017/S0022278X10000674)
- Moritz, M., & Scholte, P. (2011). Ethical predicaments: Advocating security for mobile pastoralists in weak states. *Anthropology Today*, 27(3), 12-17. <https://www.jstor.org/stable/27975443>
- Ngodi, E. (2015). L'Afrique centrale face aux enjeux sécuritaires du XXIe siècle. *Les perspectives de l'Afrique*, 79-101.
- Ngovon, G. (2015). Le contrôle des ressources de l'État, un enjeu des conflits en Centrafrique. *Les Cahiers d'outre-mer*, 68(272), 501-533. [doi.org/10.4000/com.7634](https://doi.org/10.4000/com.7634)
- Roulet, P.A., Pelissier, C., Patek, G., Beina, D., & Ndallot, J. (2007). *Projet Zemongo—Un aperçu du contexte écologique et de la pression anthropique sur les ressources naturelles de la Réserve de Faune de Zemongo, Préfecture du Haut-Mbomou, République centrafricaine*. Rapport final de mission non publié. Bangui: Ministère des Eaux et Forêts, Chasses, Pêches, chargé de l'Environnement (MEFCPE).
- Schouten, P. (2019). Roadblock politics in Central Africa. *Environment and Planning D: Society and Space*, 37(5):924-2941. [doi.org/10.1177/0263775819830400](https://doi.org/10.1177/0263775819830400)
- Schouten, P., & Kalessopo, S.-P. (2019). *Politics of pillage: The political economy of roadblocks in the Central African Republic*. IPIS.

- Schouten, P., Stepputat, F., & Bachmann, J. (2019). States of circulation: Logistics off the beaten path. *Environment and Planning D: Society and Space*, 37(5):779-793. [doi.org/10.1177/0263775819851940](https://doi.org/10.1177/0263775819851940)
- Seignobos, C. (2008). *La question mbororo. Réfugiés de la RCA au Cameroun*. HCR/SCAC/IRD.
- Seignobos, C. (2011a). Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun. *Afrique Contemporaine*, 239(3), 35-59. [doi.org/10.3917/afco.239.0035](https://doi.org/10.3917/afco.239.0035)
- Seignobos, C. (2011b). Le pulaaku, ultime recours contre les coupeurs de route. *Afrique Contemporaine*, 240(4), 11-23. [doi.org/10.3917/afco.240.0011](https://doi.org/10.3917/afco.240.0011)
- Suchel, J.-B. (1967). L'élevage des bovins en République Centrafricaine (ex Oubangui-Chari). *Les Cahiers d'outre-mer*, 20(78), 137-149.
- Tidjani, I. (2015). *Impacte de la crise politico-militaire de 2013-14 sur le pastoralisme et la transhumance en République centrafricaine*. Catholic Relief Services.
- Tomety, S. (2009). *Analyse de la dimension transfrontalière des conflits ruraux dans l'Est de la République centrafricaine*. Commission Européenne ; Programme des Nations Unies pour le Développement. [https://ecofaune.org/IMG/pdf/tomety\\_tchad\\_conflits\\_frontiere\\_2009.pdf](https://ecofaune.org/IMG/pdf/tomety_tchad_conflits_frontiere_2009.pdf)
- Tomety, S. N. (2009). *Analyse de la dimension transfrontalière des conflits ruraux dans l'est de la République centrafricaine*. Commission européenne, Bangui.
- Tuquoi, J.-P. (2017). *Oubangui-Chari, Le pays qui n'existait pas*, La Découverte.
- United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights, Rapport public sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire en République centrafricaine durant la période électorale. [https://www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/report\\_abuses\\_violations\\_HR\\_InternationalHumanitarianLaw\\_Elections\\_CAR.pdf](https://www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/report_abuses_violations_HR_InternationalHumanitarianLaw_Elections_CAR.pdf)
- United Nations Security Council. (2018). *Letter dated 14 December 2018 from the Panel of Experts on the Central African Republic established pursuant to resolution 2399 (2018) addressed to the President of the Security Council*. United Nations Security Council. <https://digitallibrary.un.org/record/1657756?ln=en>
- United Nations Security Council. (2019). *Letter dated 14 February 2019 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council (S/2019/145)*. [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S\\_2019\\_145\\_E.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_145_E.pdf)
- Vircoulon, T. (2020). Écosystème des groupes armés en Centrafrique. *Notes de l'Ifri*. [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon\\_groupes\\_armes\\_rca\\_2020\\_1.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/vircoulon_groupes_armes_rca_2020_1.pdf)
- Weyns, Y., Hoex, L., Hilgert, F., & Spittaels, S. (2014). *Mapping conflict motives: The Central African Republic*. IPIS.
- Yabada, F. (2021). Centrafrique: Assassination of the Sultan of Kouï by Russian Mercenaries. One Crime Too Many! *Le Nouveau Centrafrique*. <https://lenouveaucentrafricainfo.us/?p=1771>